



22.043

**Für ein besseres Leben im Alter
(Initiative für eine 13. AHV-Rente).
Volksinitiative**

**Mieux vivre à la retraite (initiative
pour une 13e rente AVS).
Initiative populaire**

Erstrat – Premier Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 14.12.22 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 14.12.22 (FORTSETZUNG - SUITE)

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Wir führen eine allgemeine Aussprache durch und diskutieren in deren Rahmen auch bereits den Antrag der Minderheit Maillard zu Artikel 2 des Bundesbeschlusses über die Volksinitiative.

Amaudruz Céline (V, GE), pour la commission: Réunie le 19 août 2022, puis le 20 octobre 2022, la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique a procédé à l'examen de l'initiative populaire intitulée "Mieux vivre à la retraite (initiative pour une 13e rente AVS)".

L'initiative populaire "Mieux vivre à la retraite" prévoit, pour tous les bénéficiaires d'une rente de vieillesse, un droit à un supplément annuel équivalent à un douzième de leur rente annuelle, soit une treizième rente de vieillesse AVS. Ce supplément ne doit entraîner ni la réduction des prestations complémentaires (PC), ni la perte du droit à ces prestations. Lors de sa séance du 25 mai 2022, le Conseil fédéral s'est prononcé contre l'initiative populaire fédérale. Selon le Conseil fédéral, le mécanisme actuel d'adaptation des rentes AVS à l'évolution des salaires et des prix a pour conséquence que, pour chaque génération de bénéficiaires de rente, la rente AVS remplace une part plus faible du revenu antérieur que ce qui était le cas pour la génération précédente. A ce titre, le Conseil fédéral considère que les demandes d'amélioration des prestations de l'AVS sont compréhensibles.

L'acceptation de cette initiative permettrait certes d'améliorer les prestations de vieillesse de l'AVS. Cependant, des prestations supplémentaires aggraveraient encore la situation financière de l'assurance, car elles entraîneraient des dépenses supplémentaires d'environ 5 milliards de francs en 2032. Cela correspond à environ 0,8 pour cent de cotisation salariale ou à 1,1 point de TVA.

Selon les perspectives financières actuelles, l'AVS présentera, en 2032, un déficit de répartition de près de 4,7 milliards de francs dans le régime actuel. La treizième rente AVS proposée entraînerait en outre des injustices. D'une part, un tel supplément ne se justifierait pas pour tous les retraités du point de vue de la politique sociale. D'autre part, les bénéficiaires d'une rente de vieillesse en profiteraient non seulement pour ce qui est du montant annuel de leur rente, mais aussi dans le cadre des prestations complémentaires, alors que les prestations versées aux bénéficiaires d'une rente d'invalidité ou de survivants seraient calculées à un niveau inférieur.

Le Conseil fédéral considère qu'une telle différence de traitement des rentes au sein du premier pilier est problématique. Il estime en outre que les prestations complémentaires permettent au système social suisse de remplir sa mission de couverture des besoins vitaux dans son ensemble.

Dans un rapport adressé à la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national, chargée du dossier, la Commission des finances du Conseil national propose, par 14 voix contre 8, de recommander au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative pour une treizième rente AVS. Même si l'objectif de l'initiative populaire peut paraître séduisant au premier abord, le financement de sa mise en oeuvre est considéré par la majorité de la Commission des finances comme problématique. Les dépenses supplémentaires que cette mise en oeuvre pourraient engendrer pour les finances fédérales se comptent en milliards de francs.





La situation budgétaire de la Confédération, actuellement très tendue, ne permettrait pas de supporter de tels coûts.

Par conséquent, la commission considère qu'il n'y a pas lieu d'élaborer un contre-projet, qu'il soit direct ou indirect. Une minorité de la Commission des finances soutient l'initiative populaire, car elle estime que le but visé par cette dernière est très important et pleinement justifié. Le financement des mesures prévues de la part d'un pays aussi riche que la Suisse ne devrait pas être un frein. Une autre minorité soutient, quant à elle, l'élaboration d'un contre-projet direct ou indirect prévoyant de prendre en compte le versement d'une treizième rente AVS dans le calcul des prestations complémentaires.

J'en reviens à la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique. Lors de sa séance du 19 août 2022, la commission a tout d'abord entendu le comité d'initiative, ainsi que les milieux concernés, à savoir des personnes qui représentaient l'USS, l'USAM, l'Union patronale suisse, Travail Suisse et le SEV. A l'issue de ces auditions, la commission a décidé de confier à l'administration divers mandats et de suspendre le traitement de l'objet jusqu'à la publication de ce rapport.

En quoi consistaient ces demandes de mandats? On a souhaité obtenir des informations sur les conséquences de

AB 2022 N 2334 / BO 2022 N 2334

l'introduction de l'initiative pour une treizième rente AVS sur la situation budgétaire de la Confédération, cela en regard du frein à l'endettement; sur les effets d'une acceptation de cette initiative sur les finances de l'AVS jusqu'en 2050; sur la possibilité d'une limitation du droit à la treizième rente AVS en fonction des besoins; sur l'établissement de trois catégories de bénéficiaires AVS, AI et rente de survivants de l'AVS; sur les conséquences de la hausse des prix en 2022 et de la hausse prévue en 2023 et 2024, ainsi que sur celles des hausses des primes d'assurance-maladie prévues en 2023 et 2024 sur le pouvoir d'achat des retraités.

Lors de sa séance de commission du 20 octobre 2022, la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique s'est opposée à une augmentation de la rente AVS annuelle au moyen d'un treizième versement, considérant qu'une telle mesure aggraverait les problèmes de financement de l'AVS à long terme et qu'elle n'est pas appropriée pour apporter un soutien ciblé aux rentiers et rentières dans le besoin. Par conséquent, elle propose de recommander le rejet de l'initiative populaire pour une treizième rente AVS.

La commission a achevé l'examen de l'initiative populaire le 20 octobre 2022. C'est par 17 voix contre 7 qu'elle propose de recommander le rejet de l'initiative. Celle-ci vise à ce que les bénéficiaires d'une rente AVS perçoivent chaque année un supplément correspondant à un douzième de leur rente annuelle.

La majorité de la commission considère que l'AVS et les prestations complémentaires forment ensemble un système éprouvé qui permet déjà aujourd'hui d'assurer la subsistance économique des personnes à la retraite. Elle relève par ailleurs que les perspectives financières de l'AVS sont déjà incertaines avec le niveau actuel des rentes et que la marge de manoeuvre dans le budget fédéral est limitée. A ses yeux, ces arguments plaident contre une augmentation des rentes AVS pour l'ensemble des bénéficiaires, que ceux-ci en aient besoin ou non comme le demandent les auteurs de l'initiative.

Estimant que la mesure visée par l'initiative populaire contribuerait de manière significative à lutter contre la pauvreté des personnes âgées et à garantir à celles-ci un niveau de vie adéquat, une minorité de la commission propose de recommander l'acceptation de l'initiative. C'est ainsi, par 15 voix contre 10, que la commission a en outre rejeté une proposition visant à élaborer un contre-projet indirect à l'initiative qui prévoirait le versement de cette treizième rente AVS aux 40 pour cent des ménages disposant des revenus les plus faibles.

Silberschmidt Andri (RL, ZH), für die Kommission: Wir werden in den nächsten Stunden viel über die AHV sprechen. Deshalb ist es mir ein Anliegen, zu Beginn auf unser Dreisäulensystem zu sprechen zu kommen, und zwar zur Frage, wieso sich dieses eben bewährt.

Die erste Säule, die AHV, funktioniert bekanntlich im Umlageverfahren. Das heisst, die Risiken werden zwischen den Generationen umverteilt. Die arbeitstätige Bevölkerung zahlt für die Rentnerinnen und Rentner. Man partizipiert nicht an der wirtschaftlichen Entwicklung, und man hat in diesem Sinne auch geringe Ertragschancen, weil die Gelder, die einbezahlt werden, gleich wieder ausbezahlt werden. Demgegenüber setzt die berufliche Vorsorge auf das Kapitaldeckungsprinzip. Das heisst, man zahlt gemeinsam mit seinem Arbeitgeber oder seiner Arbeitgeberin für die eigene Rente ein. Die Solidarität spielt nicht zwischen den Generationen, sondern innerhalb der Generationen, man trägt das Anlagerisiko gemeinsam. Bei der dritten Säule, der privaten Säule, trägt man das volle Risiko selber.

Diese drei Säulen ergänzen sich sehr gut. Ich sage das deshalb, weil in den Debatten, teilweise auch in der Kommission, zu Unrecht immer die eine Säule gegen die andere ausgespielt wird. Jede hat ihre eigene



Aufgabe und ihre eigenen Vor- und Nachteile.

Die Aufgaben der AHV sind in Artikel 112 Absatz 2 der Bundesverfassung verankert. Dort steht unter anderem: "Die Renten haben den Existenzbedarf angemessen zu decken." Weiter steht in Artikel 112a Absatz 1 der Bundesverfassung aber auch: "Bund und Kantone richten Ergänzungsleistungen aus an Personen, deren Existenzbedarf durch die Leistungen der Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung nicht gedeckt ist." Das heisst, dass wir heute innerhalb der ersten Säule schon ein sehr austariertes System haben. Mit der AHV wollen wir den Existenzbedarf sichern. Dort, wo wir das nicht tun können, greifen die Ergänzungsleistungen, sodass keine Person, die eine Rente bezieht und die in der Schweiz im Pensionssystem ist, um ihre Existenz fürchten muss. 87,5 Prozent aller AHV-Rentnerinnen und -Rentner beziehen heute keine Ergänzungsleistungen. Für die Mehrheit aller Rentnerinnen und Rentner funktioniert das bestehende System gut. Die AHV kann ihre Existenz sichern. Es ist "nur" bei 12,5 Prozent der Fall, dass Ergänzungsleistungen bezogen werden müssen. Mit den Ergänzungsleistungen ist auch für diese Personen die Existenzsicherung gewährleistet.

Die Armutsquote im Alter nimmt sehr stark ab, wenn eine Person auch eine Rente aus der beruflichen Vorsorge bezieht. Das zeigt, wie wichtig es ist, dass wir der Bevölkerung alle Säulen zugänglich machen und nicht die eine Säule gegen die andere ausspielen. Die sogenannte Ersatzquote sagt aus, wie viel vom bisherigen Einkommen durch die Rentenleistungen gedeckt wird. Tiefe Einkommen werden bis zu 80, 100 oder sogar 140 Prozent über eine AHV-Rente gedeckt. Wer im Erwerbsleben ein tiefes Einkommen erzielt hat, erhält mehr AHV, als er an Lohn erhalten hat. Diese Quote nimmt mit zunehmendem Lohn ab. Dort greift dann auch die berufliche Vorsorge, sodass man bei einem Lohn von etwa 80 000 Franken aus der ersten und der zweiten Säule eine Ersatzquote von doch 60 Prozent hat. Das zeigt: Unser Vorsorgesystem ist sehr leistungsstark.

Die Initiative fordert nun einen Ausbau der AHV-Renten nach dem Giesskannenprinzip. Sie will jeder Rentnerin und jedem Rentner eine sogenannte 13. Rente auszahlen. Das würde eine Erhöhung der AHV-Rente von über 8 Prozent bedeuten. Dies will die Initiative unabhängig davon erreichen, ob die Person bedürftig ist oder nicht, also ob sie heute "zu wenig" Rente erhält oder nicht. Wollte man jedoch bei der Bedürftigkeit ansetzen, müsste man dies bei den Ergänzungsleistungen tun. Dieser Ausbau nach dem Giesskannenprinzip wird sehr teuer, dies auch, weil bis im Jahr 2050 eine Million Personen mehr Rente beziehen werden, als dies heute der Fall ist. Es ist nicht nur so, dass wir eine Million Personen mehr haben werden, die eine Rente beziehen werden, sondern die Menschen im Rentenalter leben auch immer länger. Das ist eine sehr erfreuliche Botschaft, und es steigt auch die Lebensqualität im Alter, aber das birgt eine riesengrosse Herausforderung für die AHV.

Das projizierte Umlagedefizit – die Einnahmen minus die Ausgaben – ohne diese Volksinitiative beträgt in zehn Jahren minus 3 Milliarden Franken, in dreissig Jahren minus 10 Milliarden Franken pro Jahr. Wenn die Volksinitiative angenommen wird, sprechen wir von 7 Milliarden Franken Defizit im Jahr 2032 und 14 bis 18 Milliarden Franken Defizit im Jahr 2050. Das heisst, das kumulierte Defizit, der kumulierte Schuldenberg würde anstelle von 100 Milliarden Franken gemäss aktueller Gesetzgebung 200 Milliarden Franken betragen. Das heisst, die Initiative verdoppelt eigentlich die ungedeckten Finanzierungsversprechen zulasten der kommenden Generation.

Wenn man es mit dem Bau des Gotthard-Basistunnels vergleicht, der ein Generationenprojekt war, dann sieht man: Die Kosten, die diese Initiative verursacht, sind 16-mal grösser als die Kosten des damaligen Gotthard-Basistunnels. Wir haben also ein Generationenprojekt mal 16 vor uns, wenn wir diese Initiative gegenfinanzieren wollen. Ihre Kommission ist deshalb der Meinung, dass wir uns eine solche Initiative nicht leisten können. Es ist bald Weihnachten, und da macht man einander gern Geschenke, aber im Privaten weiss man: Jedes Geschenk muss auch refinanziert werden. So ist es bei der AHV: Jede Rente, die ausbezahlt wird, muss auch refinanziert sein. Die projizierten Mehrausgaben für diese Volksinitiative haben keine Refinanzierung vorgesehen. Aus der Initiative geht nicht klar hervor, wie man diese Mehrkosten decken will. Man kann

AB 2022 N 2335 / BO 2022 N 2335

somit feststellen, dass mit der Initiative die erste Säule massiv ausgebaut würde, ohne zu wissen, wie man das finanzieren will. Das würde unser bewährtes Dreisäulensystem arg ins Wanken bringen.

Ich komme noch zu den prozessualen Hinweisen zur Beratung in der Kommission. Ihre SGK hat am 19. August 2022 die Botschaft des Bundesrates wie auch den Mitbericht der Finanzkommission zur Kenntnis genommen; beide empfehlen die Volksinitiative zur Ablehnung und machen keinen Gegenvorschlag. Es gab Anhörungen von Vertretern des Initiativkomitees und der Arbeitgeber- und Arbeitnehmerverbände. Es gab zudem diverse Abklärungsaufträge an die Verwaltung, weshalb die Debatte in der Kommission bis zur Sitzung vom 20. Oktober 2022 unterbrochen wurde. Die Berichte der Verwaltung wurden dann präsentiert, es ging unter anderem darum, einen finanziellen Ausblick für die AHV bis ins Jahr 2050 zu erhalten. Wir haben über mögliche Varianten eines indirekten Gegenvorschlags diskutiert, aber keine dieser Varianten hat eine Mehrheit



gefunden. Somit kam es in der Kommission nur noch zur Abstimmung, ob wir Ihnen die Volksinitiative zur Annahme oder zur Ablehnung empfehlen.

Ihre Kommission hat mit 17 zu 7 Stimmen die Volksinitiative zur Ablehnung empfohlen. Ich bitte Sie, dieser Empfehlung zu folgen, und freue mich auf eine lebhafte Debatte in diesem Saal.

Roth Franziska (S, SO): Herr Silberschmidt, Sie haben ausgeführt, dass es ein Geschenk zur aktuellen Weihnachtszeit sei. Es gibt in der Schweiz etwa 300 000 Menschen, die an Altersarmut leiden. 46 000 davon sind komplett arm. Was sagen Sie diesen Menschen? Ist das für sie einfach ein Geschenk oder nicht?

Silberschmidt Andri (RL, ZH), für die Kommission: Besten Dank für Ihre Frage, Frau Kollegin. Ich denke, die Altersarmut müssen wir ernst nehmen. Wir müssen dann aber bei den Lösungen ansetzen. Wenn wir, wie hier vorgeschlagen, auch einer Person, die im Erwerbsleben Millionen verdient hat, mehr Rente geben, dann hilft das, glaube ich, den bedürftigen Personen nicht. Wir sollten den Mitteleinsatz möglichst effektiv und effizient vornehmen. Wir müssen also bei den Ergänzungsleistungen ansetzen, weil die Personen, die armutsgefährdet sind, darüber einen Zustupf zu ihrer AHV-Rente erhalten. Wenn wir diesen Personen helfen wollen, braucht es eine Stärkung der Ergänzungsleistungen und keinen AHV-Ausbau nach dem Giesskannenprinzip. Am Schluss würden Sie damit die kommenden Generationen mit Hunderten von Milliarden Schweizerfranken belasten. Aber auch diese Menschen werden einmal älter, und wenn deren Steuerlast massiv zunimmt, sind das auch keine guten Zukunftsaussichten für sie.

Portmann Hans-Peter (RL, ZH): Herr Kommissionssprecher, Sie haben es zwar schon erwähnt, aber sagen Sie noch etwas deutlicher, dass die Ergänzungsleistung immer individuell gemäss den Lebenskosten der einzelnen Person angepasst und ausgeschüttet wird, sodass diese Person eben nicht in die Armut kommt. Könnten Sie das bitte nochmals genau ausführen?

Silberschmidt Andri (RL, ZH), für die Kommission: Besten Dank, Herr Kollege Portmann. Es ist so. Die Ergänzungsleistungen haben auch Verfassungsrang. Sie sind in der Verfassung mit der AHV gleichgestellt. Es ist eigentlich ein geniales System, weil jede Person, der die Rente im Alter nicht zur Existenz reicht, Anspruch darauf hat; sie wird entsprechend Ergänzungsleistungen nach ihrem individuellen Bedarf erhalten. Ich verstehe deshalb nicht, wieso die Ergänzungsleistungen immer so schlechtgeredet werden. Es ist ein super System. Wir sagen: Wir geben allen eine AHV-Rente; dort, wo es nicht reicht, füllen wir die Lücke mit der Ergänzungsleistung.

Wettstein Felix (G, SO): Kollege Silberschmidt, Sie haben in Ihrem Votum und auch in Ihrer Antwort an Kollegin Roth dreimal den Begriff "Giesskanne" bemüht, und zwar jedes Mal mit dem despektierlichen Unterton, dass wir doch kein Giesskannenprinzip wollten. Ist Ihnen bewusst, dass die AHV, das beliebteste Sozialwerk der Schweiz, von A bis Z dem Giesskannenprinzip folgt?

Silberschmidt Andri (RL, ZH), für die Kommission: Herr Kollege Wettstein, ich habe erwähnt, dass die Ersatzquote sehr unterschiedlich ist: Man erhält im Verhältnis zum bisherigen Lohn sehr viel mehr AHV, wenn man ein tiefes Einkommen hat, als wenn man ein hohes Einkommen hat. Diese Solidarität ist ja überhaupt nicht infrage gestellt. Natürlich ist ein Sozialwerk mit nicht finanzierten Ausgaben zulasten der kommenden Generation beliebt; die Vollkostenrechnung machen wir in der AHV nicht. Beim Klima verlangen Sie zu Recht, dass wir alle externen Kosten internalisieren. Aber bei der AHV haben wir ungedeckte Finanzierungsversprechen zulasten der kommenden Generation, die wir heute und hier im Gesetz noch nicht berücksichtigt haben. Es ist natürlich schön, wenn man viel Geld versprechen und ausschütten kann, das man nicht hat.

Arslan Sibel (G, BS): Besten Dank für Ihre Ausführungen, Herr Silberschmidt. Jetzt habe ich gehört, dass Sie gesagt haben, das Ergänzungsleistungssystem sei ein geniales System. Nun, ich habe als Beiständin gearbeitet und sehr viele Menschen erlebt, die in Rente waren, sich aber geschämt haben, einen EL-Antrag zu stellen. Dieses "bitti-bätti" ist schwierig. Wie erklären Sie diesen Personen, dass es ein geniales System ist, wenn sie davon abhängig sind? Das verstehe ich nicht ganz.

Silberschmidt Andri (RL, ZH), für die Kommission: Wie erwähnt, finde ich die Stigmatisierung der Ergänzungsleistungen falsch. Man soll den Personen sagen, dass sie Anspruch darauf haben. Sie sollen das erhalten. Es ist keine Sozialhilfe. Es ist ein anderes System. Die Leistung steht jeder Person zu. Genau deshalb ist meine Botschaft an alle: Wieso machen wir immer die Ergänzungsleistungen schlecht? Genau das hat Auswirkungen auf die Personen, die darauf angewiesen sind. Ich habe überhaupt keine Mühe damit, und ich finde, dass jede



Person, die im Alter zu wenig Rente für eine gesicherte Existenz erhält, Ergänzungsleistungen beziehen soll. Wir müssen aufhören, die Empfängerinnen und Empfänger von Ergänzungsleistungen zu stigmatisieren. Es ist wirklich ein gutes System. Wenn wir allen so viel AHV geben wollen, dass ihre Existenz gesichert ist, dann kostet das einfach sehr, sehr viel Geld. Es ist ineffizient investiert, weil man auch jenen Personen viel Geld gibt, die es gar nicht nötig haben.

Meyer Mattea (S, ZH): Kollege Silberschmidt, Sie haben uns jetzt vorhin erklärt, dass dank den Ergänzungsleistungen niemand in der Schweiz in Altersarmut leben müsse. Bei den Ergänzungsleistungen wird bei den Ausgaben einer alleinstehenden Person ein Lebensbedarf von rund 19 000 Franken anerkannt, dazu kommen noch Mietzinsmaxima. Können Sie uns sagen, mit wie viel Geld eine Person in der Schweiz leben muss, die durchschnittliche Ergänzungsleistungen bezieht?

Silberschmidt Andri (RL, ZH), für die Kommission: Geschätzte Frau Kollegin Meyer, natürlich lebt man nicht im Wohlstand, wenn man Ergänzungsleistungen bezieht. Aber die Frage ist doch, ob wir uns mit einer solchen Initiative ein ungedecktes Rentenversprechen von zusätzlich 100 Milliarden Schweizerfranken leisten können. Wer bezahlt das am Schluss? In der Schweiz ist die Armutsgefährdung bei jungen Familien am grössten. Mit dieser Initiative haben Sie Mehrwertsteuersätze von etwa 12 Prozentpunkten, mit dieser Initiative können Sie die Lohnbeiträge erhöhen. Sie verteuern die Arbeit, Sie schwächen damit die Wirtschaft, Sie riskieren, dass die Höhe der Einkommen abnimmt. Das ist nicht im Sinne der kommenden Generation. Deshalb geht das nicht. Ich bin nicht der Meinung, dass das System der EL heute perfekt ist. Es ist ein gutes System, aber man muss es stärken, damit auch die Personen, die EL beziehen, davon leben können; davon bin

AB 2022 N 2336 / BO 2022 N 2336

ich überzeugt. Ich sage nicht, dass es keinen Handlungsbedarf gibt. Diese Volksinitiative setzt aber nicht bei den EL an.

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Ich bitte um kurze Fragen und kurze Antworten. Das ist die Spielregel.

Imboden Natalie (G, BE): Herr Kollege Silberschmidt, Sie haben vorhin das Hohelied auf das Dreisäulenprinzip gesungen. Können Sie mir sagen, wie viel Prozent der Frauen in diesem Land eine dritte Säule haben?

Silberschmidt Andri (RL, ZH), für die Kommission: Geschätzte Frau Imboden, wir setzen uns immer dafür ein, dass auch die dritte Säule mehr Personen zugänglich gemacht wird, auch Personen, die vielleicht nicht erwerbstätig sind. Wenn ich mich richtig erinnere, haben Sie diese Vorstösse jeweils abgelehnt.

Amoos Emmanuel (S, VS): Vous dites qu'on ne sait pas comment on va financer cette augmentation des rentes AVS. Pouvez-vous m'expliquer comment notre pays va faire pour financer l'augmentation du budget de l'armée de 2 milliards de francs que vous avez décidée?

Silberschmidt Andri (RL, ZH), für die Kommission: Geschätzter Herr Kollege Amoos, das Budget beraten wir jedes Jahr. Wenn es Steuererhöhungen bräuchte – davon weiss ich noch nichts –, dann bräuchte es dafür eine Volksabstimmung. In diesem Sinne ist die jährliche Verabschiedung des Budgets eine andere Debatte. Wir haben jetzt dieses Jahr ein Budget verabschiedet, mit welchem die Schuldenbremse noch knapp eingehalten wird. Mit dieser Initiative schaffen Sie Mehrausgaben von 1 Milliarde Franken pro Jahr, auch im Bundeshaushalt. Es ist auch nicht beschrieben, wie wir das finanzieren wollen.

Molina Fabian (S, ZH): Herr Kommissionssprecher, Sie haben ausgeführt, dass es zwar einen gewissen Handlungsbedarf gebe, dass es Altersarmut gebe, diese Initiative sei aber der falsche Weg und zu teuer. Jetzt hat der Ständerat in dieser Session eine BVG-Reform verabschiedet, die 3 Milliarden Franken kosten wird. Warum haben Sie dann in der Kommission keinen Gegenvorschlag erarbeitet, wenn Sie die Initiative für den falschen Weg halten?

Silberschmidt Andri (RL, ZH), für die Kommission: Besten Dank für die Frage. Zur BVG-Fassung des Ständerates: Das Gute ist ja, dass Personen, die eine BVG-Rente beziehen, massiv weniger armutsgefährdet sind als jene, die keine BVG-Rente beziehen. Deshalb ist es so wichtig, dass wir die Eintrittsschwelle senken, dass wir den Koordinationsabzug senken, um das BVG-System mehr Personen zugänglich zu machen. Das kostet Geld. Man muss natürlich einzahlen, aber man erhält auch etwas. Es gibt in diesem Land nichts gratis. Es ist einfach so, dass Gegenvorschläge zu dieser Initiative, die eine Rentenerhöhung für alle wollen, auch sehr teuer würden. Sie würden vielleicht anstelle von 4, 5 Milliarden Franken noch 3 Milliarden kosten. Die



Initiative hätte aber auf die Ergänzungsleistungen fokussieren müssen, und dann hätte man dort auch einen entsprechenden Gegenvorschlag zur Stärkung der Ergänzungsleistungen beschliessen können.

Maillard Pierre-Yves (S, VD): En 2023, nous fêtons les 175 ans de la Confédération moderne et de la Constitution de 1848. En 2023, nous fêtons aussi les 75 ans de l'introduction de l'AVS.

Chères et chers collègues, qu'avez-vous prévu pour célébrer ces deux grandes dates anniversaires? Qu'avez-vous à proposer au peuple suisse pour marquer ces dates importantes dans l'histoire de notre pays? Est-ce que la taxe au tonnage conviendrait? Est-ce que la baisse du taux de conversion de la LPP vous paraît être une mesure adaptée? Ou est-ce que la hausse de la TVA en 2024 vous paraît, elle aussi, une marque de reconnaissance pour le peuple suisse et suffirait pour marquer ces événements historiques importants?

Chères et chers collègues, j'ai bien peur que ces exemples d'idées ne conviennent pas et qu'elles ne soient pas adaptées à la force symbolique de ces anniversaires.

Si l'AVS a été créée en 1948, cela n'est pas un hasard. Nos prédécesseurs qui se retrouvaient dans cette salle avaient eu l'idée, pour le centième anniversaire de la Constitution de 1848, de marquer le coup par une grande réforme sociale de solidarité pour le peuple suisse. C'était une loi patriotique, c'était une loi pour marquer l'histoire du pays et c'est ce que cette loi a fait. Elle a réussi à donner au sentiment national une nouvelle force et une nouvelle réalité. C'est ainsi que notre pays se construit, chères et chers collègues. A cette occasion, nos prédécesseurs se sont d'ailleurs posé la question: qu'est-ce qui fait un pays? que faut-il pour faire nation quand on est un ensemble de peuples qui n'ont pas la même langue, qui n'ont pas la même religion et qui n'ont pas tous la même histoire?

Ils ont compris, à l'époque, qu'un marché unique avec des règles communes, qu'une monnaie unique, qu'une armée ne suffisaient pas, et qu'il fallait autre chose pour faire pays, pour faire nation. Cette autre chose, c'est la solidarité en actes, la solidarité concrète face aux risques de la vie, à commencer évidemment par le risque vieillesse qui faisait que, pendant des décennies, nos prédécesseurs, nos ancêtres, n'avaient pas de solution pour vivre quand ils ne pouvaient plus travailler à cause de l'âge. Cette solution a été concrétisée par la création de l'AVS. Elle a été créée pour tous; pas seulement pour quelques-uns. A l'époque, personne n'a dit qu'il ne fallait pas créer une AVS selon le principe de l'arrosoir; il s'agissait de donner à tous la sécurité sociale, parce que toutes et tous avaient contribué à la prospérité de ce pays. Voilà ce qui a été fait il y a 75 ans pour marquer le centième anniversaire de la Suisse moderne.

L'Union syndicale suisse propose, pour marquer le 175e anniversaire de la Suisse moderne et le 75e anniversaire de l'AVS, une réforme concrète, simple et adaptée à notre temps, à savoir une treizième rente AVS. Pourquoi? Tout simplement parce que la promesse que nous avons faite il y a 75 ans de protéger notre population contre le risque de pauvreté à l'âge de la retraite, cette promesse – malgré les belles paroles que nous avons entendues – n'est plus assurée, cette promesse n'est plus respectée. Nous vivons à nouveau, depuis des années, la situation inacceptable dans laquelle des personnes qui ont travaillé toute leur vie se posent la question de savoir comment elles vont payer leurs charges.

Il y en a même, en ce moment, qui se demandent comment remplir le frigo. C'est la réalité dans ce pays, qu'elles touchent des prestations complémentaires (PC) ou pas. Voilà comment certains vivent, et ce ne sont pas seulement quelques dizaines mais quelques milliers de personnes qui sont dans cette situation. Pourquoi? Parce que ces 15 dernières années, les rentes LPP ont baissé. Les nouvelles rentes LPP, aujourd'hui à capital égal, valent environ 20 pour cent de moins qu'il y a 15 ans. Cette réalité de baisse des rentes LPP a marqué des générations de nouveaux rentiers, qui vivent avec moins d'argent que celles et ceux qui ont pris leur retraite il y a 20 ans.

La deuxième réalité, c'est la hausse continue des charges fixes, la hausse des loyers, la hausse des primes d'assurance-maladie, contre laquelle on ne fait rien, malgré toutes les belles promesses. Et finalement, c'est l'inflation qui arrive maintenant, et pas l'inflation à 3 pour cent, l'inflation du kilo de spaghetti, l'inflation du kilo de beurre, l'inflation des biens de première nécessité, qui est largement plus forte que ces 3 pour cent. Voilà les nouvelles réalités face auxquelles il faut une réponse.

La réponse concrète que nous vous proposons, c'est une treizième rente AVS, une treizième rente AVS pour tous. Si vous n'en voulez pas, si vous estimez que cette treizième rente est trop chère, qu'on ne peut pas se la payer, alors que vous proposez 3 milliards de francs pour réformer la LPP tout en baissant les rentes, alors proposez un contre-projet! Mesdames et Messieurs du Centre, vous pensez qu'il faut agir pour les couples mariés. Pourquoi ne le faisons-nous pas avec un contre-projet? Si les PC ne permettent pas à

AB 2022 N 2337 / BO 2022 N 2337

tous d'avoir accès au minimum vital, on peut aussi réformer les PC. Mais vous avez refusé un contre-projet,





il ne reste donc plus qu'une seule chose à faire, recommander d'accepter cette initiative. Je vous remercie d'accepter de soutenir cette initiative.

Nicolet Jacques (V, VD): Cher collègue Maillard, vous avez évoqué la difficulté qu'ont certaines personnes à remplir leur frigo. Je partage parfaitement votre point de vue. Qu'allez-vous voter en fin d'après-midi lorsque nous traiterons plusieurs motions qui visent à renforcer la production de denrées alimentaires, notamment la motion qui prévoit de consacrer 10 000 hectares à la biodiversité dans notre pays, alors qu'aujourd'hui, si ces 10 000 hectares étaient cultivés pour produire du blé, ils permettraient de d'apporter du pain à 1,7 million d'habitants du pays?

Maillard Pierre-Yves (S, VD): Cher Monsieur Nicolet, vous me posez une question concernant un débat sur l'agriculture et l'approvisionnement du pays. J'y répondrai en temps et heure. Maintenant, il s'agit d'AVS et je me permets de vous dire que, pour les paysannes et les paysans particulièrement, pour les familles du monde agricole, l'AVS est absolument centrale: beaucoup de paysannes et de paysans attendent cette treizième rente AVS pour compléter leurs revenus après une vie de travail. Je vous invite à soutenir cette initiative.

Mettler Melanie (GL, BE): Die bisherige Debatte zu dieser Initiative zeigt jetzt schon ziemlich gut, weshalb die Grünliberalen der Meinung sind, dass die starren Ansätze der Rechts-links-Logik nicht mehr geeignet sind, um Lösungen für die Herausforderungen unserer Zeit zu bieten. Aus der linken Grundlogik kommt hier eine Initiative, die zwar auch den ärmsten, aber leider vor allem den reichsten Haushalten zugutekommt. In der rechten Grundlogik lehnt man sie deshalb ab, aber ohne sich verantwortlich zu fühlen, auch eine Lösung für die ärmsten Haushalte zu entwickeln.

Lassen Sie mich das ausführen. Renten Haushalte sind nicht grundsätzlich arm, im Gegenteil: Die reichsten Haushalte in der Schweiz sind Renten Haushalte. Die reichsten 20 Prozent der Renten Haushalte haben, wenn sie alle Fixkosten wie die Kosten für Wohnen, Steuern, Gesundheit bezahlt haben, pro Monat im Durchschnitt 9100 Franken übrig. Bei den nächsten 20 Prozent sind immer noch durchschnittlich 5200 Franken pro Monat übrig, wenn alle Fixkosten gedeckt und die Steuern bezahlt sind. Für diese privilegierten Haushalte sollen nun die Erwerbstätigen zusätzliche Lohnprozente abgeben – dieselben Erwerbstätigen, deren Kaufkraft die Linke tapfer zu stärken versucht. Ist das gerecht?

Zudem ist die Ausgangslage der Initiative schon im Ansatz schwer verständlich. Wenn alle eine 13. AHV-Rente bekommen, bekommen einfach die, die heute schon eine hohe Rente haben, eine noch höhere Rente. Diejenigen, die heute eine kleine Rente haben, bekommen halt auch noch ein bisschen mehr. Ist das gerecht? Die jährlichen Kosten für diese 13. AHV-Rente für alle belaufen sich auf 5 Milliarden Franken pro Jahr. Wie viel fliesst davon zu den reichen Renten Haushalten? Es sind 90 Prozent. Ist das gerecht?

Die Grünliberalen haben in der Kommission nachgefragt, wie man eine Lösung am besten gestalten würde, wenn man den ärmsten und ärmeren 30 bis 40 Prozent Renten Haushalten ein Äquivalent zu einer 13. AHV-Rente auszahlen möchte. Diese gibt es nämlich, diese Renten Haushalte, die kaum über die Runden kommen. Die ärmsten 20 Prozent der Renten Haushalte von Alleinstehenden haben nach Abzug der Fixkosten und Steuern und alldem noch 500 Franken pro Monat zur Verfügung für Essen, Kleider, Soziales, Kommunikation, für den Alltag und Aussergewöhnliches, für den Kaffee im Migros-Restaurant und für die Weihnachtsgeschenke für Freunde und Familie. Das ist zu wenig, das ist nicht gerecht.

Wenn wir diesen Haushalten mit einer einfachen und wirksamen Anpassung der Rentenformel ein Äquivalent zu einer 13. AHV-Rente auszahlen möchten – und das können wir –, würde das eine halbe Milliarde Franken kosten. Das braucht bei einem Umlagevolumen von 60 Milliarden Franken nicht einmal eine zusätzliche Finanzierung. Wir können das also, wir müssen es nur auch wollen.

Das zeigt aber auch, dass gemäss Vorschlag der Initiative von den 5 Milliarden, die von den Erwerbstätigen zu den Renten Haushalten fliessen sollen, nur 10 Prozent dort landen, wo sie auch tatsächlich benötigt werden. Stattdessen belastet die Initiative die erwerbstätigen Generationen, insbesondere jene der geburtschwachen Jahrgänge, noch stärker mit den Kosten der Demografie und verstärkt die ungerechte Verteilung zwischen den Generationen.

Die Grünliberalen werden diese Initiative ablehnen. Allerdings – ich habe es ausgeführt – ist der Handlungsbedarf bei den ärmsten Renten Haushalten gegeben. Es fragt sich, mit welchem Instrument man diese am besten erreicht. Der interessante Bericht der Verwaltung auf unsere Nachfrage zeigt Möglichkeiten auf, wie wir diese schwächsten Renten Haushalte mit einer simplen Anpassung der Rentenformel stützen können, und das mit minimalen finanziellen Auswirkungen.

Deswegen hat die grünliberale Fraktion der Kommission eine Kommissionsinitiative vorgeschlagen, mit der genau das umgesetzt würde. Hier zeigt sich dann die vergleichbare Blockhaltung auf der anderen Seite, die



zu unserem politischen Stillstand führt. Unser Vorschlag wurde von der Kommissionsmehrheit rundweg abgelehnt: Man wolle die Sozialwerke nicht ausbauen; es gebe auch andere Orte, an denen man in der Altersvorsorge unerwünscht subventioniere, diese Ungerechtigkeiten müsse man zuerst abbauen; es sei zu teuer; sämtliche nötigen Solidaritäten in der AHV sollen mit den Ergänzungsleistungen, also auf Gemeindeebene, ausgeglichen werden.

Man sagt zwar, man müsse die Altersarmut ernst nehmen, aber so richtig scheint man es nicht zu glauben, dass es sie wirklich gibt. Das ist nicht konstruktiv, und das hilft uns nicht, Lösungen für echte Probleme in unserem Land zu entwickeln. Wie das die Gerechtigkeit, die Solidarität und den Zusammenhalt stärken soll, sehe ich beim besten Willen nicht. Nein, es ist vielmehr die Gelegenheit, in einem Abstimmungskampf eine politische Gegnerschaft aufzubauen, bestehende Ressentiments zu stärken und die Gräben in der Gesellschaft zu verbreitern.

Die Grünliberalen werden weiterhin konstruktive Lösungen entwickeln und dort anbieten, wo sie gebraucht werden, und zählen auf den Dialog in unserer lebendigen Demokratie.

Prelicz-Huber Katharina (G, ZH): Als 1948 nach einigen Anläufen die AHV Realität wurde, war noch offensichtlich, was heute in der öffentlichen Diskussion meist tabuisiert wird: Wir hatten sehr grosse Unterschiede zwischen Arm und Reich, zwischen den Löhnen, wir hatten eine riesige Altersarmut, und es gab tatsächlich die Einsicht, das sei unwürdig. Bei der Einführung galt der Slogan – und das war ja bekanntlich ein Werk von Ihnen, den Liberalen oder Bürgerlichen –, es müsse eine würdige Rente für alle sein, ein Fairnesspaket, weil Gutverdienende das für Schlechtverdienende bezahlen könnten. Die Einsicht war ganz klar da, dass eine würdige Rente nur mittels einer Umlage möglich würde und dass sie mindestens existenzsichernd sein sollte. Heute, 75 Jahre später, ist einerseits offensichtlich, dass das damalige Konstrukt, auf Schweizerdeutsch gesagt, "verhebt" und gut ist. 92 Prozent profitieren, zahlen also weniger ein als das, was sie nachher beziehen können, weil alle und eben wirklich alle 4,35 Prozent ihres Lohns einzahlen, auch solche mit Millionensalären. Das ist sozial, fair und am Schluss die günstigste Variante, die wir überhaupt kennen. Deshalb brauchte es auch 45 Jahre lang keine Erhöhung, obwohl wir heute doppelt so viele Rentnerinnen und Rentner haben. Sogar die Care-Arbeit, die Familien-, Erziehungs- und Betreuungsarbeit, wird gutgeschrieben. Die AHV ist wegen der Lohnentwicklung so gut und weil alles, wirklich alles, auch die Millionensaläre, in die AHV fließt und dann die Auszahlung folgt. Wir mussten nur mit STAF und jetzt mit AHV 21 stopfen, obwohl wir sogar ohne diese schwarze Zahlen hätten.

Seit ihre Gründerväter aus dem Parlament ausgeschieden und zurückgetreten sind, wird die AHV verteuert, und zwar

AB 2022 N 2338 / BO 2022 N 2338

mit immer denselben Argumenten, wonach die AHV kurz vor dem Totalzusammenbruch stehe und vor allem schlecht für die Jungen sei; dies immer mit der Begründung, die Gutverdienenden wollten sie nicht mehr bezahlen, sie wollten diese Solidarität nicht mehr aufbringen. Wir hatten deshalb in den 1970er-Jahren, bei der Initiative "für eine Volkspension", die endlich die Existenzsicherung umsetzen wollte, das Gegenprojekt der drei Säulen, das wir heute haben. Wie seit den 1970er-Jahren ist es leider immer noch nicht so, dass die Rente allen ein würdiges Leben erlaubt, sie ist dann nicht einmal existenzsichernd. Einen wirklich angenehmen Lebensabend, wie das in der Verfassung festgeschrieben ist, hat höchstens ein Drittel aller Rentnerinnen und Rentner. Ein Drittel der Frauen hat nur gerade AHV; die Frauen haben insgesamt um einen Drittel tiefere Renten. Dies ist so, weil einerseits die AHV zu tief ist – durchschnittlich 1800 Franken – und weil wir andererseits im BVG einen Konstruktionsfehler haben mit dem Kapitalverfahren, das, einfach gesagt, bei tiefen Löhnen eine tiefe Rente generiert und bei hohen Löhnen eine hohe Rente.

Die Initiative für eine 13. AHV-Rente ist daher für uns Grüne ein wichtiger Schritt in die richtige Richtung, sie ergibt eine um 8,3 Prozent höhere Rente. Selbstverständlich geschieht das mit dem Umlageverfahren, das am effektivsten, billigsten und fairsten ist. Es braucht eben gerade die Reichen, wie damals Bundesrat Tschudi richtig sagte: "Die Reichen brauchen die AHV nicht" – das ist wahr –, "aber die AHV braucht die Reichen."

Für uns Grüne ist deshalb sehr klar: Ja zur Minderheit, Ja zu dieser Initiative, die uns einen wichtigen, günstigen Weg für würdige Renten für alle präsentiert.

Porchet Léonore (G, VD): Parfois, il faut rappeler des choses simples dans ce Parlement. Il faut rappeler que c'est notre rôle, dans notre ordre politique, de faire respecter la Constitution. Chaque fois que nous votons une loi, nous devons vérifier qu'elle respecte la Constitution. C'est en référence à ce texte fondateur que doivent s'accomplir nos travaux.

Or la Constitution n'est pas respectée. Ce qui est demandé par cette initiative est une chose très simple:



respecter la Constitution, en faisant en sorte que les rentes AVS couvrent les besoins vitaux de manière appropriée. Comment aujourd'hui expliquer à ma grand-mère, par exemple, qui reçoit moins de la rente médiane, que le Parlement se dit "tant pis pour elle"? C'est ce que fait ce Parlement actuellement, et c'est quelque chose qui est inaudible non seulement pour moi, mais aussi pour une très grande partie de la population.

Cette initiative permettrait aux bénéficiaires d'une rente AVS de percevoir, comme beaucoup d'entre nous, un treizième salaire, une treizième rente, en remerciement pour le travail accompli tout au long d'une vie professionnelle. La force de l'AVS est le rapport prix-prestations. C'est le meilleur rapport de prévoyance vieillesse en termes de prix-prestations pour les revenus bas et moyens, et c'est aussi vrai pour les jeunes. Il faut rappeler une réalité sociale actuelle: une personne sur dix, et une femme sur six, est pauvre au moment de la retraite. Actuellement, les coûts de la vie augmentent. C'est ce que vous avez décidé notamment avec l'augmentation de la TVA, c'est aussi ce que le Conseil des Etats a décidé en ne prenant pas de mesures contre l'augmentation des primes-maladie.

Et cela ne correspond pas à une augmentation des rentes.

Il faut aussi rappeler que les rentes du deuxième pilier baissent et que le troisième pilier est avant tout un instrument d'optimisation fiscale qui n'est pas partagé par toutes et tous.

Les demandes de l'initiative sont aussi égalitaires puisqu'un tiers des femmes n'a même pas de deuxième pilier. Tout à l'heure, notre collègue Silberschmidt n'a pas pu répondre à la question relative au nombre de femmes qui ont un troisième pilier. La moitié d'entre elles n'a même pas de deuxième pilier. C'est donc bien par l'AVS qu'on va permettre de renforcer les retraites, et aussi l'égalité, dans ce pays.

Vous le savez, cet automne nous avons eu un long débat à propos du projet AVS 21. Vous savez que, à une très courte majorité, la population a accepté cette réforme. Elle l'a acceptée aussi parce que vous, chers collègues, avez dit que, oui, vous alliez faire quelque chose pour les femmes dans le deuxième pilier. Cette promesse n'est actuellement pas tenue. Et vous avez aussi dit qu'il y avait des solutions pour permettre que la vie à la retraite soit digne. Cette promesse n'est pas non plus tenue par ce Parlement. C'est bien ce que vise cette initiative, le respect de cette promesse faite à la population âgée, à la retraite, qui a travaillé toute sa vie et qui, actuellement, est dans une situation de pauvreté. Et la pauvreté, c'est de l'angoisse à la fin du mois; la pauvreté, c'est de l'angoisse quand on reçoit une facture de dentiste; la pauvreté, c'est de l'angoisse quand, par exemple, on arrive à Noël et qu'il est difficile d'offrir un cadeau à ses petits-enfants.

Le groupe des Verts est très clair: il vous invite à recommander l'acceptation de l'initiative et de soutenir les minorités, parce qu'il faut enfin appliquer la Constitution. Il faut aussi libérer les familles d'un poids. En tant qu'enfants, en tant que petits-enfants, nous devrions être libérés du poids de l'inquiétude pour nos parents et nos grands-parents qui ont travaillé toute leur vie et que nous devons parfois aider à payer la facture de chauffage ou de dentiste, ce qui représente un poids pour nous aussi, la jeune génération. Il faut rappeler que les prestations complémentaires (PC) ont, à la base, été inventées par ce Parlement comme mesure transitoire, en espérant que les rentes AVS couvrent enfin les besoins vitaux et respectent la Constitution. Face au constat que ce n'est toujours pas le cas, on a décidé que les rentes PC existeraient pour toujours. C'est du cynisme, c'est aussi du cynisme d'avoir refusé le contre-projet, alors que vous critiquez la forme de distribution.

Par conséquent, je vous invite, avec le groupe des Verts, à recommander le soutien à cette initiative, qui est une vraie solution à une situation injuste et intolérable.

Büchel Roland Rino (V, SG): Ich habe Ihnen und Ihrer Kollegin Prelicz-Huber sehr gut zugehört, und ich habe erstaunliche Sachen gehört. Sie haben gesagt, dass die private Vorsorge einfach der Steueroptimierung diene. Frau Prelicz-Huber hat mehr oder weniger gesagt, dass die private Vorsorge, bei der jemand, der mehr Geld einbezahlt, später mehr bekommt, so nicht sein müsse. Wollen Sie den Menschen, die privates Vermögen angespart haben, dieses Geld wegnehmen? Ist das Ihr Ziel?

Porchet Léonore (G, VD): L'objectif de cette initiative est très clair, c'est de permettre aux personnes qui actuellement sont dans la pauvreté à la retraite d'avoir une treizième rente AVS. Cela doit bénéficier à toutes les personnes qui participent à l'AVS. C'est le seul objectif de cette initiative.

Crottaz Brigitte (S, VD): Le Parti socialiste soutient pleinement l'initiative pour une treizième rente AVS. Intitulée "Mieux vivre à la retraite", elle permettrait d'augmenter les rentes AVS à l'heure où de très nombreuses personnes à la retraite en ont un urgent besoin.

On pense en particulier aux faibles rentes des femmes, dont un tiers ne touchent pas de rente LPP, et qui peinent à nouer les deux bouts une fois arrivées au terme de leur activité professionnelle, en particulier si elles vivent seules.



On le sait, lorsque les femmes touchent une rente LPP, cette dernière se monte à environ la moitié de celle des hommes, leur parcours de vie ayant été marqué par des interruptions professionnelles, du temps partiel et des salaires plus bas. La réforme LPP 21, telle qu'elle se dessine après son examen par le Conseil des Etats, ne changera malheureusement pas la donne pour nombre d'entre elles.

Actuellement, environ la moitié des personnes qui partent à la retraite touchent moins de 3500 francs de rentes cumulées AVS et LPP par mois. Le mécanisme d'adaptation des rentes AVS à l'évolution des salaires et des prix a pour conséquence que, pour chaque génération de bénéficiaires, la rente AVS remplace une part plus faible du revenu antérieur que pour la génération précédente. Le pouvoir d'achat va encore baisser d'ici 2024, vu l'inflation calculée par la BNS et la hausse des primes de l'assurance-maladie qui s'y ajoute. Ainsi, les

AB 2022 N 2339 / BO 2022 N 2339

2,7 millions de rentiers verront diminuer leur pouvoir d'achat d'environ 8 pour cent en 2024, ce qui correspond à la perte d'un mois de rente. Il y a donc de réels soucis à se faire pour l'avenir de nos aînées et de nos aînés. Si on se préoccupe du bien-être de notre population, on constate qu'elle a avant tout besoin de pouvoir compter sur sa retraite, et non de l'alarmisme des milieux économiques, qui ne cessent de peindre le diable sur la muraille, alors que quelques mois plus tard les chiffres démentent systématiquement leurs sombres prévisions. Cet alarmisme profite aux banques et assurances, car c'est le contexte idéal pour vendre leurs produits de troisième pilier. Mais les bas revenus ne peuvent pas se permettre un troisième pilier et, une fois à la retraite, ils souffrent donc des dysfonctionnements de ce système.

Le Parti socialiste défend cette initiative parce que l'AVS est la seule assurance égalitaire, sociale et stable et qu'elle est la pièce maîtresse du système de sécurité sociale en Suisse.

Une treizième rente AVS permettrait de compenser l'effondrement des rentes du deuxième pilier qui, depuis plus de dix ans, ne cessent de baisser, alors que les salariés cotisent toujours davantage. Le deuxième pilier est en crise, et seul le renforcement de l'AVS permettra de compenser de manière fiable les effets de cette crise.

Nous ne pouvons que regretter que le groupe du Centre, qui appelle de ses vœux une amélioration des rentes de couple, n'adhère pas à ce projet qui satisferait en partie à ses revendications.

La réalité, c'est que plus de 60 pour cent des retraités dépendent fondamentalement de leur rente AVS. Une treizième rente est donc nécessaire pour que l'AVS remplisse son mandat constitutionnel, comme cela a déjà été dit, qui est de permettre de maintenir de manière adéquate le niveau de vie au moment de la retraite. Malheureusement, il semble que nombre d'entre vous ne croient plus depuis longtemps à la promesse d'une rente AVS qui couvrirait les besoins vitaux.

La nécessité d'une treizième rente AVS existe, comme le démontre le rapport de l'OFAS du 12 octobre 2022. En effet, 60 pour cent des bénéficiaires de rentes AVS sont en dessous du revenu équivalent médian de l'ensemble de la population. Cela montre bien que les besoins sont importants, et cela ne touche pas seulement les retraités les plus démunis.

Pour toutes ces raisons, le groupe socialiste estime nécessaire d'augmenter légèrement les rentes et vous invite à soutenir l'initiative. C'est une augmentation modérée que nous demandons avec la treizième rente AVS, et le financement des mesures prévues ne devrait pas être un frein pour un pays aussi riche que la Suisse.

Je vous remercie de soutenir avec force cette initiative en suivant la minorité Maillard.

Meyer Mattea (S, ZH): Die AHV ist die soziale Errungenschaft des 20. Jahrhunderts. Weshalb ist sie das? Weil sie die Menschen von Existenzangst befreit hat; weil sie damit Schluss gemacht hat, die Menschen einfach ihrem Schicksal zu überlassen, wenn sie alt werden; und weil sie die erwerbstätige und erwerbsfähige Bevölkerung davon befreit hat, ihre Eltern, wenn sie nicht mehr arbeiten konnten, durchbringen zu müssen. Die AHV hat diese Verantwortung auf die Gesellschaft übertragen. Sie hat gemäss Bundesverfassung eigentlich den Auftrag, für alle existenzsichernd zu sein. Im 21. Jahrhundert ist es an der Zeit, dieses Versprechen endlich einzulösen. Denn wir sind davon sehr weit entfernt. Die maximale AHV-Rente beträgt 2390 Franken monatlich für eine alleinstehende Person und 3585 Franken für ein Ehepaar. Die durchschnittliche AHV-Rente liegt bei rund 1850 Franken, also weit darunter. Das reicht bei Weitem nicht zum Leben.

Bei der zweiten Säule, der zweiten Absicherung im Alter, ist die Situation noch viel schwieriger. Dort sind die Renten seit zehn Jahren im Sinkflug. Mit der aktuell diskutierten Vorlage zur BVG-Reform sollen die Menschen sogar noch mehr zahlen – für schlechtere Renten. Gleichzeitig ist gerade die zweite Säule ein höchst lukratives Geschäft für Banken, für Versicherungen und auch für Pensionskassen, die mit ihrer Vermögensverwaltung und der Legal Quote jährlich Milliarden von Franken von den Versicherten in ihre eigenen Taschen fliessen



lassen.

Das ist vor allem für Frauen in diesem Land ein Problem. Frauen erhalten im Schnitt weniger als 3000 Franken Rente, erste und zweite Säule zusammengenommen. Jede dritte Frau erhält keine Pensionskassenrente, weil sie zu wenig verdient hat, und jede neunte Frau muss direkt beim Erreichen des Pensionsalters Ergänzungsleistungen beziehen.

Ja, geschätzte Anwesende, es gibt eine Lösung für dieses Problem der schwindenden Kaufkraft im Alter, und diese Lösung heisst, dass wir die AHV endlich stärken müssen. 90 Prozent aller Erwerbstätigen zahlen weniger in die AHV ein, als sie je daraus bekommen. Bis zu einem Einkommen von 120 000 Franken erhalten die Menschen gleich viel AHV-Rente wie Pensionskassenrente. Für erstere, für die AHV-Rente, müssen sie aber wesentlich weniger Lohnbeiträge berappen. Die AHV ist stabil finanziert. Sie steht auf stabilen Beinen, und sie macht eben keine Gewinne für Banken und Versicherungen, sondern ist solidarisch finanziert. Das bedeutet, dass eben auch der Bäcker und die Hausfrau eine Altersrente bekommen.

Wollen wir die Kaufkraft stärken, dann müssen wir die AHV stärken. Schauen wir, in welcher Situation wir aktuell sind: Mit den steigenden oder sogar explodierenden Krankenkassenprämien, den steigenden Energiekosten, dem steigenden Referenzzinssatz und den dementsprechend steigenden Mietkosten geht einem Rentnerpaar, einer Rentnerin oder einem Rentner in Zukunft eine Monatsrente verloren, und ihre Kaufkraft schwindet. Wir werden ein volkswirtschaftliches Problem haben, wenn wir hier nicht endlich eine Lösung finden. Ich bitte Sie deshalb, die Initiative für eine 13. AHV-Rente zur Annahme zu empfehlen.

Ich sage noch ein letztes Wort, nämlich zur Frage der Finanzierbarkeit: Dieses Argument kommt ja immer dann, wenn es darum geht, etwas für die Menschen in diesem Land zu tun. Dann fehlt plötzlich das Geld. Der Ständerat hat diese Woche eine Pensionskassenvorlage diskutiert und verabschiedet, die 3 Milliarden Franken kostet und die bedeutet, dass die Menschen mehr Lohnbeiträge zahlen und weniger Rente bekommen. Mit der 13. AHV-Rente können wir dafür sorgen, dass die Menschen mehr haben im Alter.

Ja, ich glaube, es ist die Aufgabe von uns Politikerinnen und Politikern, dafür zu sorgen, dass die Menschen, die ein Leben lang gekrumpft haben, ob bezahlt oder unbezahlt, in Würde alt werden können.

Sauter Regine (RL, ZH): Am 25. September gelang endlich ein Schritt hin zur Stabilisierung der AHV. Durch das Ja der Schweizer Stimmbevölkerung zur AHV 21 sind nun die AHV-Renten bis 2032 knapp gesichert, aber nur bis dahin. Die Prognosen sind eindeutig, und es ist offensichtlich, dass die AHV anschliessend wieder ins Minus kippen wird, wenn keine Massnahmen ergriffen werden. Auch im Abstimmungskampf haben wir immer wieder betont, dass wir spätestens im Jahr 2026 eine weitere Reform aufgleisen müssen, wenn wir die Sicherheit unseres wichtigsten Sozialwerkes gewährleisten wollen.

Die Initiative der Linken, über die wir heute diskutieren, steht vor diesem Hintergrund absolut quer in der Landschaft. Unabhängig von der individuellen Situation und einer effektiv vorhandenen Bedürftigkeit einer Person sollen alle Rentnerinnen und Rentner eine 13. AHV-Rente erhalten. Begründung: Die AHV decke das Existenzminimum nicht. Das ist in diesem Sinne nichts Neues. Man holt einfach ein altes Anliegen aus der Mottenkiste und gibt ihm einen neuen Titel, wenngleich das Volk eine ähnliche Initiative im Jahr 2016 wuchtig abgelehnt hat. Das Ansinnen ist somit nicht neu, aber damit nicht weniger falsch, und es ist ihm gleich in mehrfacher Hinsicht eine klare Absage zu erteilen.

Auch wenn es von der linken Seite gebetsmühlenartig wiederholt wird, stimmt das Argument der nicht existenzsichernden Renten nicht. Salopp wird immer unterschlagen, dass niemand in diesem Land ausschliesslich von der AHV-Rente leben muss. Denn wer seinen Lebensunterhalt nicht decken kann, hat einen durch die Verfassung garantierten Anspruch auf Ergänzungsleistungen. Dieses Konzept ist richtig und

AB 2022 N 2340 / BO 2022 N 2340

vor allem bedarfsgerecht. Mit uns können Sie darüber diskutieren, ob die Ansätze hier adäquat sind oder allenfalls angepasst werden müssen, ebenfalls darüber, ob die Höhe der Mindestrente richtig angesetzt ist. Allerdings erinnere ich auch daran, dass das Ergänzungsleistungsgesetz vor Kurzem angepasst wurde. Zumindest aber wäre dies der richtige Weg, indem dort Mittel eingesetzt werden, wo sie effektiv gebraucht werden.

Völlig falsch ist es hingegen, die AHV – ich bemühe diesen Begriff nun auch – giesskannenartig auszubauen. Der Begriff "giesskannenartig" passt hier, weil es kein besseres Bild gibt, um darzustellen, was man hier zu tun beabsichtigt. Hier komme ich zum zweiten Punkt: Das Vorhaben ist schlicht nicht finanzierbar. Sie werden jetzt sagen, dass man alles finanzieren kann, wenn man will. Aber laut Berechnungen des Bundes hätte die Initiative im Jahr 2032 Mehrausgaben von rund 5 Milliarden Franken zur Folge.

Zur Finanzierung, wenn man das eben umsetzen will, wäre eine Erhöhung der Mehrwertsteuer um rund 1,1 Prozentpunkte oder eine Erhöhung der Lohnabzüge um knapp 1 Prozentpunkt nötig. Ich erinnere daran, wie



wir im Rahmen der AHV 21 darüber diskutiert haben, ob nun die Erhöhung der Mehrwertsteuer um 0,4 Prozentpunkte richtig und zumutbar sei. Hier würde es um eine Erhöhung der Mehrwertsteuer um 1,1 Prozentpunkte gehen. Dies sind notabene nur die Mehrausgaben, die durch die Initiative entstehen. Noch nicht geklärt ist damit, wie die sich durch die Demografie abzeichnende Lücke nach 2032 geschlossen werden könnte.

Herr Maillard hat gesagt, wir hätten mit der AHV ein Versprechen abgegeben. Ja, wir haben ein Versprechen abgegeben, aber wir versprechen auch, dass wir die AHV sichern können. Denn nichts ist unsozialer als ein Versprechen, das wir nicht halten können. Nur eine sichere AHV ist ein Versprechen, das auch für die nächsten Generationen gilt. Woran man auch immer wieder erinnern muss: 20 Prozent der Ausgaben der AHV trägt der Bund. Seine Finanzpläne sehen für die kommenden Jahre nicht gut aus. Somit ist es auch aus diesem Grund keine gute Idee, hier noch zusätzliche Lasten aufzutürmen.

Was die AHV stattdessen braucht, sind Massnahmen, die ihre Leistungen auch über die nächsten zehn Jahre hinaus sichern. Dazu gehören strukturelle Anpassungen und eine Modernisierung des Sozialwerks, z. B. eine einheitliche Regelung von Witwen- und Witwerrenten, wobei hier der Ansatzpunkt die Frage sein muss, ob der hinterbliebene Ehepartner Kinder zu betreuen hat. Das Konzept, wonach es einer hinterbliebenen kinderlosen Ehefrau nicht zuzumuten ist, wieder eine Erwerbstätigkeit aufzunehmen, ist definitiv von gestern.

Infrage stellen kann man auch die Berechtigung von Kinderrenten für wohlhabende alte Rentner; das ist ebenfalls zu diskutieren. Auch eine Verknüpfung des Rentenalters mit der Lebenserwartung, wie dies die Initiative der Jungfreisinnigen fordert, ist ein zielführender Weg. Schliesslich, das sage ich hier ebenfalls, wird man auch um die Ermöglichung moderater zusätzlicher Einnahmen nicht herumkommen. Schon ohne einen Ausbau der AHV wird all dies eine grosse Herausforderung werden.

Wir müssen heute sorgfältig mit der AHV, unserem wichtigsten Sozialwerk, umgehen. Nachhaltigkeit darf eben nicht nur ein Konzept für die Umwelt sein; das gilt es hier genauso anzuwenden. Diese Botschaft – es ist zwar niemand da – geht im Übrigen nicht nur an die linke Seite in diesem Rat, sondern auch an die Mitte. Diese will in einem Anfall vorweihnachtlicher Grosszügigkeit – oder soll man sagen: "mit den Wahlen 2023 vor Augen"? – allen Rentnerinnen und Rentnern den vollen Teuerungsausgleich zukommen lassen. Auch hier gilt: Jene, die die Maximalrente erhalten, brauchen dies nicht, und für Menschen mit der Minimalrente bringt es nichts, weil die Ergänzungsleistungen dies ohnehin kompensieren.

Es ist höchste Zeit, dass dieses Parlament Verantwortung für die AHV übernimmt. Denn nur eine finanziell stabile AHV ist eine sichere AHV.

Aus diesem Grund lehnt die FDP-Liberale Fraktion die Initiative der Linken dezidiert und deutlich ab, und wir laden Sie ein, Gleiches zu tun.

Badran Jacqueline (S, ZH): Frau Sauter, Sie beklagen teilweise zu Recht die Finanzierbarkeit der ganzen Geschichte. Sie sagen, es gehe nicht, dass man Lohnprozente erhöht; das könne die Wirtschaft nicht tragen – da haben Sie recht. Wenn man jetzt 0,8 Prozent, die es für die Initiative braucht, vom BVG in die AHV hinüberschieben würde: Was schätzen Sie, wie viel weniger Rente gäbe es im BVG, und wie viel mehr Rente gäbe es in der AHV, wenn man das tun würde?

Sauter Regine (RL, ZH): Frau Badran, ich will das nicht tun. Ich will, dass wir unser Dreisäulensystem genauso stabil halten, wie es heute ist, denn es hat sich bewährt. Wir brauchen die erste Säule, wir brauchen eine stabile zweite Säule, und wir brauchen eine dritte Säule. Darauf beruht unsere Altersvorsorge.

de Courten Thomas (V, BL): Die SVP lehnt die Volksinitiative für eine 13. AHV-Rente ab. Ein derartiger Ausbau der AHV ist weder nachhaltig noch finanzierbar. Wir sehen, wie unser Bundesrat übrigens auch, keinen finanziellen Spielraum für eine solche zusätzliche 13. AHV-Rente. Zudem würden Bezügerinnen und Bezüger einer Invaliden- oder Hinterbliebenenrente gegenüber den Pensionierten benachteiligt. Wir setzen auf die Umsetzung der Altersvorsorge, wie sie kürzlich vom Volk gutgeheissen wurde. Unser Ziel ist es, das Leistungsniveau der AHV und der obligatorischen beruflichen Vorsorge zu erhalten und zu sichern sowie das finanzielle Gleichgewicht der ersten und der zweiten Säule zu stärken.

Die Volksinitiative der SP fordert etwas anderes. Sie fordert einen Ausbau für alle Bezügerinnen und Bezüger einer Altersrente, einen jährlichen Zuschlag in der Höhe eines Zwölftels der Jahresrente, also die 13. AHV-Rente. Dieser Zuschlag soll weder zum Verlust noch zur Reduktion von Ergänzungsleistungen führen. Ich frage Sie nun: Ist das sozial? Oder anders gefragt: Wer soll das bezahlen?

Die Annahme dieser Initiative würde zwar die AHV-Leistungen verbessern, die zusätzlichen Leistungen würden die finanzielle Situation der AHV jedoch weiter verschlechtern, weil sie Mehrausgaben von rund 5 Milliarden Franken jährlich zur Folge hätten. Dies entspräche, Frau Sauter hat es bereits erwähnt, 0,8 Lohnprozenten bzw. 1,1 Mehrwertsteuerpunkten. All das müsste die nachfolgende Generation aufbringen, sie müsste diese



zusätzlichen Leistungen finanzieren. Ist das wirklich sozial?

Der Vorschlag der SP würde zudem weitere Ungerechtigkeiten nach sich ziehen: Zum einen ist es sozialpolitisch mehr als fragwürdig, den Zuschlag einfach allen zu gewähren, auch denjenigen, die als Rentnerinnen und Rentner bessergestellt sind – ein solcher Zuschlag wäre gar nicht erst gerechtfertigt. Zum andern würden Altersrentnerinnen und Altersrentner nicht nur bei der jährlichen Rentenhöhe, sondern auch bei den Ergänzungsleistungen profitieren, während die Leistungen von Bezügerinnen und Bezüger von Invaliden- oder Hinterlassenenrenten nach tieferen Ansätzen berechnet würden. Wir erachten eine solche Ungleichbehandlung in der ersten Säule als sehr problematisch. Wir sind zudem der Ansicht, dass mit dem System der Ergänzungsleistungen und dem schweizerischen Sozialsystem der Auftrag der Existenzsicherung in seiner Gesamtheit erfüllt wird.

Mit der Reform zur Stabilisierung der AHV, der AHV 21, die das Volk am 25. September 2022 gutgeheissen hat, werden die Finanzierung der AHV und ihre Leistungen für die nächsten rund zehn Jahre gesichert. Das Rentenalter wird für Männer und Frauen auf 65 Jahre vereinheitlicht. Für Frauen, die bereits kurz vor der Pensionierung stehen, wird die Erhöhung des AHV-Alters mit Ausgleichsmassnahmen abgefedert. Für zusätzliche Einnahmen sorgt die Erhöhung der Mehrwertsteuer, zudem wird der Übergang vom Erwerbsleben in den Ruhestand flexibilisiert und mit Teilrenten eine schrittweise Pensionierung ermöglicht. Wer länger als bis 65 Jahre arbeitet, könnte neu auch Beitragslücken schliessen und damit die Rente verbessern.

Sie alle in diesem Saal wissen, dass die AHV 21 ein schwieriger Schritt war. Sie war aber ein wichtiger Schritt, und sie war ein richtiger Schritt. Sie hilft, unsere erste Säule zu stabilisieren und dort auszubessern, wo es tatsächlich nötig ist.

AB 2022 N 2341 / BO 2022 N 2341

Dieses Ziel – das wissen Sie auch – verfolgen wir auch bei der zweiten Säule. Die aktuelle BVG-Reform ist im Ständerat diskutiert worden und geht wieder an uns zurück. Auch dort diskutieren wir über die Stärkung der schwächsten Einkommen.

Wir unterstützen deshalb den Bundesrat und empfehlen Ihnen wie auch dem Volk diese 13. AHV-Rente zur Ablehnung.

Roduit Benjamin (M-E, VS): Le groupe du Centre a beaucoup de sympathie pour tous les projets qui permettent d'améliorer la situation des retraités à bas revenus. Nul n'est besoin ici de présenter nos initiatives, en particulier celle visant à des rentes équitables, sans plafonnement, pour les couples retraités mariés qui souvent connaissent des situations modestes voire précaires. Cependant, si nous exigeons une adaptation des rentes minimales, il s'agit aussi de faire en sorte que les rentes aillent au bon endroit. Or dans sa générosité, l'initiative pour une treizième rente AVS prévoit d'arroser avec ce supplément l'ensemble des retraités. C'est peut-être louable mais certainement peu réaliste ni souhaitable en ces temps de crise. Pourquoi? En voici les raisons.

Premièrement, les coûts: 5 milliards de francs par année, dont 1 milliard à charge des caisses d'un Etat fédéral sérieusement endetté en raison du Covid-19, de la guerre en Ukraine et de la crise de l'énergie. Et cela de manière durable: on estime à 100 milliards de francs cumulés jusqu'en 2050 les conséquences financières de l'initiative, ce d'autant plus que le vieillissement de la population n'est pas près de s'atténuer. A l'évidence, il faudra trouver des recettes supplémentaires. Et il sera difficile cette fois de prétendre qu'on peut s'appuyer sur les bénéfices de la BNS, qui fondent comme neige au soleil. Il est tout aussi hasardeux de compter sur une croissance de l'emploi, estimée à seulement 0,4 pour cent par année pour ces dix prochaines années, lorsqu'on sait qu'il manque cruellement de personnel dans tous les secteurs et que la nouvelle génération, malmenée par le Covid-19, envisage de moins travailler pour s'assurer une meilleure qualité de vie. Quant à l'impact réel de cette treizième rente, soit une augmentation de 8,3 pour cent du pouvoir d'achat des retraités, sur les rentrées fiscales et notre PIB, permettez-moi d'en douter. Les cycles économiques sont bien trop complexes et les risques de spirale inflationniste aléatoires – la Suisse ne connaît pas, en ce moment, de réelle inflation – pour prétendre que cette prestation apporterait, je l'ai entendu, près de 4 milliards de francs à l'économie.

Lorsqu'on fait de la macroéconomie – et ici on parle de conséquences jusqu'en 2050 –, on n'essaie pas de lire l'avenir dans une boule de cristal. Evidemment, comme le prétend la gauche, on pourrait très bien financer le projet avec une hausse de la TVA de 1,1 point et des cotisations salariales de 0,8 pour cent, voire en augmentant, si nécessaire, les impôts. Cela nous semble faire bien peu de cas des citoyennes et citoyens de notre pays qui ont accepté – ou subi, c'est selon – les gros efforts demandés en septembre dernier pour financer l'AVS avec l'augmentation de 0,4 pour cent de la TVA – efforts auxquels la gauche s'était opposée –



et le relèvement de l'âge de la retraite à 65 ans pour les femmes.

Deuxièmement, qui est concerné? Vous connaissez les chiffres: 22 pour cent des retraités vivent dans une situation précaire, 36 pour cent dans une situation modeste sans être précaire; 29 pour cent sont bien lotis et 13 pour cent disposent de ressources supérieures. N'oublions pas que les deux premières catégories bénéficient des prestations complémentaires, de la réduction individuelle des primes d'assurance-maladie et de l'adaptation de leur rente selon l'indice mixte. Alors pourquoi vouloir à tout prix faire bénéficier de prestations supplémentaires l'ensemble des retraités, en particulier les 50 pour cent qui vivent très bien? Pourquoi ne pas s'attaquer à des situations privilégiées, dues à l'évolution des politiques de la famille et de l'égalité depuis l'introduction de l'AVS en 1947, par exemple la situation d'hommes âgés qui bénéficient d'allocations familiales, celle de veufs et de veuves sans enfant, etc.? N'est-ce pas se raccrocher à des principes idéologiques d'extension des prestations de l'AVS sans tenir compte des réalités modernes?

Troisièmement, il y a pire. Selon l'initiative, le supplément annuel ne devrait entraîner ni réduction des prestations complémentaires ni perte du droit à ces prestations. Cela signifie que les personnes qui touchent les prestations complémentaires à une rente de l'AI ou à une rente de survivant de l'AVS ne percevraient pas ce supplément et seraient donc financièrement désavantagées par rapport à celles qui les perçoivent en complément d'une rente de vieillesse.

Cela revient à ancrer dans la Constitution une nouvelle injustice, en faisant fi du principe de solidarité qui doit prévaloir dans l'AVS. Dans un esprit constructif, nous avons même demandé à l'administration d'étudier dans quelle mesure il serait pertinent d'augmenter la limite inférieure du minimum vital visant à effacer cette inégalité sociale entre les catégories de bénéficiaires. Avec une compensation de 8,3 pour cent il y a, sans surprise, un surcoût de plus de 350 millions de francs par année; cela nous a ramenés à la réalité.

Quatrièmement, dans une même logique, nous avons refusé un contre-projet visant à verser une treizième rente uniquement aux 40 pour cent des retraités dont les revenus sont les plus faibles. Cela équivaldrait à fixer les prestations AVS en fonction du revenu. Cela entraînerait des inégalités de traitement en définissant plusieurs catégories de rentiers AVS et, surtout, on s'écarterait, là aussi, du principe de solidarité du premier pilier. De manière plus large, nous sommes opposés à tout contre-projet qui s'écarte du défi majeur de l'AVS: appliquer la solidarité au bon endroit et en assurer le financement. Au surplus, il s'agit aussi d'éviter, comme le fait miroiter la gauche, d'insérer dans un contre-projet contestable des dispositions susceptibles d'améliorer la situation des rentiers mariés par le biais des bonifications pour tâches éducatives pour compenser le plafonnement. Les injustices doivent être réglées non par des échafaudages sur un édifice boiteux, mais pour ce qu'elles sont effectivement. Et les deux initiatives du Centre y contribuent, en abolissant les désavantages d'être marié, tant sur le plan fiscal que sur celui des rentes.

Cinquièmement, enfin, puisque nous sommes orientés solutions, permettez-moi, dans un ordre d'importance croissante, d'en évoquer trois.

Tout d'abord, il s'agit de notre motion visant à accorder le renchérissement complet des rentes AVS et pas seulement une adaptation liée à l'indice mixte. Vous l'avez soutenue ainsi que le Conseil des Etats. Malheureusement, le Conseil fédéral n'a pas jugé nécessaire de l'accorder pour 2023 déjà – c'est 2 pour cent au lieu de 3,4 pour cent – alors que nous serons au cœur de la crise du pouvoir d'achat.

Ensuite, il s'agit du deuxième pilier. Nous l'avons toujours dit, peu importe, pour un rentier, d'où provient le montant global qui constitue sa retraite, l'essentiel est que ce montant soit adapté à ses besoins et à ses contributions.

Or, dans le cadre de la campagne sur AVS 21, nous avons fait des promesses: il s'agit de renforcer, dans le deuxième pilier, toutes les mesures qui permettent d'améliorer les rentes des personnes qui ont un petit revenu, des gens qui travaillent à temps partiel et des gens qui cumulent de petits emplois. Comme vous le savez très bien, cela concerne avant tout les femmes, à qui nous avons demandé un gros effort avec le rehaussement de l'âge de la retraite. Cherchons encore ensemble le meilleur chemin, même s'il est encore long, sans nous disperser dans de multiples projets, certes alléchants, mais qui créent encore plus d'instabilité et de méfiance au sein de la population à l'égard de notre capacité à assurer les rentes.

Enfin, j'en viens au troisième chantier, que j'ai déjà suffisamment évoqué: il s'agit de mettre fin à une injustice crasse, celle des couples retraités mariés. Dans une société qui combat à juste titre toutes les discriminations, soyons cohérents et abordons franchement la question.

En conclusion, vous l'aurez compris, notre groupe propose de recommander le rejet de l'initiative. La campagne sur l'AVS est finie. Si nous voulons, comme l'exige le titre de l'initiative, mieux vivre à la retraite, il faut vraiment avancer sur ces gros chantiers, sans démagogie et sans opposer, dans un combat stérile, jeunes et vieux ou riches et pauvres.



AB 2022 N 2342 / BO 2022 N 2342

Gugger Niklaus-Samuel (M-E, ZH): Die vom Schweizerischen Gewerkschaftsbund eingereichte Volksinitiative "für ein besseres Leben im Alter" verlangt einen Zuschlag in der Höhe einer 13. Auszahlung der monatlichen Altersrente für alle Bezügerinnen und Bezüger.

Die AHV ist der bedeutendste Pfeiler der Alters- und Hinterlassenenvorsorge in der Schweiz und für die angemessene Sicherung des Existenzbedarfs im Alter von fundamentaler Bedeutung. Ein Schwerpunktanliegen der EVP besteht darin, allen Menschen in der Schweiz ein Altern in Würde und damit einhergehend die wirtschaftliche Existenz zu garantieren. Dazu gehört selbstverständlich auch eine ausreichende Rente, die Altersarmut verhindert. Gleichzeitig setzen wir uns für eine nachhaltige Finanzierung der AHV ein, damit auch unsere Kinder und Grosskinder noch davon profitieren können.

Laut einer jüngst veröffentlichten Studie von Pro Senectute leben in der Schweiz aktuell knapp 300 000 Menschen über 65 Jahre an oder gar unter der Armutsgrenze. Vor diesem Hintergrund haben wir Verständnis für das Anliegen der Initiantinnen und Initianten. Das Anliegen der Initiative ist also nachvollziehbar und verständlich. Das Giesskannenprinzip ist jedoch klar der falsche Weg. Es leuchtet nicht ein, weshalb Rentnerinnen und Rentner aus hohen Einkommensklassen ebenfalls in den Genuss einer 13. AHV-Rente kommen sollen. Wenn wir Altersarmut effektiv bekämpfen wollen, müssen wir die Gelder bedarfsgerecht und gezielt einsetzen.

Das Volk hat soeben eine umfassende AHV-Reform verabschiedet, um die AHV finanziell zu stabilisieren. Es wäre weder sinnvoll noch zu rechtfertigen, der AHV jährlich mehrere Milliarden Franken Zusatzkosten aufzubürden, und dies notabene nicht einmal bedarfsgerecht. Diese Initiative würde die langfristigen Finanzierungsprobleme der AHV massiv verschärfen. Im gleichen Zug verlangt der Initiativtext, dass die zusätzliche Rente weder zu einer Reduktion der Ergänzungsleistungen noch zu einem Verlust des Anspruchs auf diese Leistungen führen dürfe. Dies widerspricht in unseren Augen jedoch dem Grundprinzip der Bedarfsorientierung bei den Ergänzungsleistungen.

Wir müssen die Altersvorsorge von Menschen mit kleineren Einkommen gezielt verbessern. Das machen wir einerseits mit der Überarbeitung der zweiten Säule. Andererseits müssen aus Sicht der EVP die bestehenden Ergänzungsleistungen der Kantone überprüft und, wo tatsächlicher Bedarf besteht, auch erhöht werden, denn – noch einmal – Altersarmut ist in unserem Land ein reales Problem; sie ist aber leider nach wie vor ein Tabuthema. Umso wichtiger ist es deshalb, in diesem Zusammenhang dem Bezug von Ergänzungsleistungen das entwürdigende Stigma zu nehmen, das heute vielfach noch darauf lastet.

Ich komme zum Fazit: Die EVP folgt den Empfehlungen des Bundesrates sowie der zuständigen Nationalratskommission und empfiehlt die Initiative für eine 13. AHV-Rente zur Ablehnung.

Weichelt Manuela (G, ZG): Vor zwei Wochen, an der Nationalratspräsidentenfeier unseres geschätzten Präsidenten in Disentis, haben wir einmal mehr den Satz gehört: Die Stärke des Volkes misst sich am Wohl der Schwachen. Nicht nur diesen Grundsatz wollte das Volk in unserer Bundesverfassung verankern. Das Volk wollte auch Artikel 112 in der Bundesverfassung, der unter anderem festhält: "Die Renten haben den Existenzbedarf angemessen zu decken." Was heisst das konkret? Wie setzen Bundesrat und Parlament diesen Verfassungsartikel um?

Die Hälfte aller Personen, die in Rente gehen, muss mit weniger als 1800 Franken AHV-Rente pro Monat auskommen. Entspricht dies dem Existenzbedarf? Wer von Ihnen hier im Saal kann mit 1800 Franken die Miete, die Heizkosten, die Krankenkassenprämien, die Selbstkosten bei den Arztrechnungen, die Zahnarztrechnungen und das Essen bezahlen? Das kann wohl niemand mit 1800 Franken tun.

Da hilft es auch nicht, wenn Kollege Silberschmidt als Kommissionssprecher auf die Ergänzungsleistungen verweist. Wer das EL-System kennt, der weiss, dass es für den Bezug von Ergänzungsleistungen einen Antrag braucht, dass das einen grossen administrativen Aufwand bedeutet und dass das System nicht der Idee von Artikel 112 der Bundesverfassung entspricht. Auf die EL zu verweisen, ist ein hilfloser Versuch, den verfassungsmässigen Anspruch auf eine würdige Rente zu negieren.

Ich komme zur Rentensituation der Frauen. Diese ist besonders problematisch. Ein Drittel der Frauen erhält keine Rente aus der zweiten Säule, und Sie wissen ja, dass die Frauen vor wenigen Monaten im AHV-Abstimmungskampf einmal mehr angelogen wurden. Einmal mehr wurde den Frauen das Blaue vom Himmel versprochen. Ihnen wurde gesagt, dass sie für die Erhöhung des Rentenalters eine Kompensation bei den Pensionskassenrenten erhalten würden. Was aber passiert? Es scheint, als würde der Ständerat die Vorlage über längere Zeit blockieren, sodass die Revision sicher nicht mehr vor den Wahlen zur Abstimmung kommen kann. Das Parlament spart also auf dem Buckel der Frauen. Wir werden sehen, wie die Vorlage herauskommt. Wir werden sehen, wie das Volk dann entscheidet.



Wer ein Leben lang gearbeitet hat, verdient, dass die Bundesverfassung eingehalten wird – aber auch sonst muss die Bundesverfassung eingehalten werden.

Ein breit abgestütztes Komitee hat die Initiative für eine 13. AHV-Rente lanciert. Bezügerinnen und Bezüger einer Altersrente sollen Anspruch auf einen jährlichen Zuschlag in der Höhe eines Zwölftels ihrer jährlichen Rente haben – ein Zwölftel, was wirklich nicht viel ist.

Die AHV ist das Herzstück des schweizerischen Sozialstaats. In den nächsten Jahren stehen wir wieder an einem Wendepunkt in der Altersvorsorge. Die Vorlage, die zu einem Rentenabbau auf dem Buckel der Frauen und jener mit tieferen und mittleren Einkommen führt, wurde bereits angenommen. Der Nationalrat hat mit der Vorlage, die wir heute diskutieren, die Möglichkeit, eine anständige, solidarische Altersvorsorge zu beschliessen.

Deshalb bitte ich Sie, auch im Namen der Grünen, ein Ja zur Initiative für eine 13. AHV-Rente zu unterstützen.

Schläpfer Therese (V, ZH): Geschätzte Kollegin Weichelt, Sie haben in Ihrem Votum gesagt, dass Menschen mit einem tiefen AHV-Einkommen Krankenkassenprämien zahlen müssen. Haben Sie nicht gewusst, dass Menschen mit einem sehr tiefen Einkommen individuelle Prämienverbilligung beantragen können?

Weichelt Manuela (G, ZG): Das ist selbstverständlich bekannt. Aber Sie wissen auch, wie die Kantone das handhaben, und Sie wissen auch, dass wir für die Krankenkassenprämienverbilligungen zu wenig Geld haben.

Page Pierre-André (V, FR): En ces temps de fêtes, les cadeaux fleurissent. Et pour les emballer, rien de tel qu'un beau papier brillant, ficelé par un ruban scintillant. Le cadeau est ainsi paré, il est attrayant et saura plaire à son destinataire. Jusqu'au moment où le cadeau sera déballé. Car à l'intérieur, c'est plutôt la soupe à la grimace. L'initiative "Mieux vivre à la retraite" ressemble fort à ce paquet de fête. A première vue, intéressant, séduisant même. Pensez, offrir aux bénéficiaires de l'AVS, à l'heure des fêtes, une treizième rente, comme hier, à l'époque où ces retraités travaillaient – enfin, pas tous.

Non, Mesdames et Messieurs, ne nous laissons pas aveugler par le brillant du cadeau. Car le versement de cette treizième rente serait injuste et catastrophique pour notre assurance. "Mieux vivre à la retraite": quel alléchant programme; j'y souscris aussi, pour plus tard! Pensez, recevoir régulièrement, sa rente mensuelle, plus, en fin d'année, une treizième rente, qui refuserait? Sauf que, finalement, recevoir un salaire, en l'occurrence une rente, et qu'il soit divisé par 12, 13 ou même par 14, cela n'a aucune incidence. Ce qui compte, à mes yeux, c'est le montant annuel que vous recevez. Et ce montant doit, aujourd'hui, augmenter. Notre gouvernement et notre Parlement s'attachent à atteindre cet objectif, en veillant surtout à ne pas déséquilibrer le système de nos rentes vieillesse.

AB 2022 N 2343 / BO 2022 N 2343

Cet objectif d'amélioration est une mission que nos concitoyennes et concitoyens nous ont donnée le 22 septembre dernier, en disant, par deux fois oui à AVS 21 et au financement additionnel de l'AVS. Or, l'initiative qui nous est proposée va totalement dans le sens contraire. Voyons les choses dans le détail.

Il y a, dans ce beau paquet cadeau, injustice et conséquences financières catastrophiques. Injustice d'abord: un tel supplément ne se justifie pas pour tous les retraités, d'un point de vue de la politique sociale. De plus, les rentiers AVS profiteraient de cette treizième rente non seulement pour ce qui est de leur montant annuel, mais aussi dans le cadre des prestations complémentaires, alors que les prestations des bénéficiaires d'une rente invalidité ou de survivants seraient calculées à un niveau inférieur. Double injustice, et des conséquences financières catastrophiques. Pensez, ces treizièmes rentes coûteraient, en 2032, quelque 5 milliards de francs supplémentaires, alors que, à l'horizon 2032, l'AVS présentera déjà un déficit de répartition de près de 4,7 milliards de francs.

Pourquoi donc vouloir offrir ce cadeau empoisonné?

Je soutiens les propositions de recommander le rejet de cette initiative décidées par les Commissions des finances de nos deux chambres comme par la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique de notre conseil. Pour moi, la ligne du Conseil fédéral selon laquelle il faut adapter les rentes de manière ciblée me paraît plus adéquate.

Cette initiative est un attrape-nigaud aux consonances doctrinaires ou électoralistes. N'ouvrons pas ce cadeau empoisonné.

Wasserfallen Flavia (S, BE): Der Kommissionssprecher hat das Dreisäulensystem als sehr gut funktionierend beschrieben. Diese Aussage verdient einen kritischen Blick.

Die drei Säulen, wie wir sie kennen, funktionieren nicht für alle gleich gut. Die erste Säule schliesst alle mit ein



und erreicht alle. Aber bereits die zweite Säule ist für Selbstständige, für Tieflöhnerinnen und -löhner und für Teilzeitangestellte ausschliessend und funktioniert für diese nicht, weil sie keine guten Renten bildet oder weil die Genannten über keine zweite Säule verfügen. Bei der dritten Säule sieht es noch schlechter aus: Gerade mal 11 Prozent können den Maximalbeitrag in die dritte Säule einzahlen.

Unsere Aufgabe ist es, Altersarmut zu verhindern, die Kaufkraft der Rentnerinnen und Rentner zu stärken und allen ein gutes Leben im Alter zu ermöglichen. Die AHV, die erste Säule, erfüllt mit einer mittleren Rente von 1800 Franken das Versprechen nicht, die Existenz zu sichern. Seit zehn Jahren steigt die Ergänzungsleistungsquote, und jede neunte Frau bezieht wenige Monate nach der Pensionierung Ergänzungsleistungen. Ausserdem wissen wir, dass viele Menschen, die Anspruch auf diese Ergänzungsleistungen hätten, diesen Bedarf eben nicht anmelden.

Rentnerinnen und Rentner haben ein reales Kaufkraftproblem, weil ihre BVG-Renten nicht und die AHV-Renten nur zum Teil an die Teuerung angepasst werden. Was bedeutet das in der aktuellen Situation? Die Teuerung und die Erhöhung der Krankenkassenprämien bedeuten bis 2024 einen Kaufkraftverlust von 8 Prozent, oder anders gesagt: Den Rentnerinnen und Rentnern wird bis 2024 eine volle Monatsrente weggefressen!

Vor diesem Hintergrund erscheint die Forderung der Initiative nach einer 13. AHV-Rente bzw. einer Rentenerhöhung von 8 Prozent, wie wir sie heute diskutieren, als bescheiden und vor allem auch als notwendig. Wir hören immer wieder, dass wir uns das nicht leisten könnten. Das ist allerdings schlicht eine politische Frage. Rentenverbesserungen gelingen am wirksamsten über eine Stärkung der AHV. Mit einem Lohnbeitrag von je 0,4 Prozent seitens der Arbeitgebenden und der Arbeitnehmenden finanzieren wir die 13. Monatsrente in einem System, in dem 92 Prozent der Menschen mehr Rente erhalten, als sie in ihrem ganzen Leben eingezahlt haben.

Obwohl das Problem der zu tiefen Renten und das Problem des Kaufkraftverlustes zudem breit anerkannt werden, sieht hier offensichtlich eine Mehrheit des Rates keinen Handlungsbedarf. Wir hören vom Problem der ungenügenden Ergänzungsleistungen, wir hören vom Problem der plafonierten Ehepaarrenten, wir hören vom Problem der tiefen Mindestrente – diese Probleme hätten einen Gegenvorschlag verdient. Die Menschen in diesem Land hätten Vorschläge und Lösungen verdient. Ihre Kommission hat das aber leider nicht für nötig befunden, was ich sehr bedauere.

Altersvorsorge ist nicht Privatsache, sondern eine gemeinschaftliche Aufgabe. Unsere Aufgabe ist es, dafür zu sorgen, dass derjenige, der sein Leben lang gearbeitet hat, eine anständige Rente erhält und dafür nicht in ein Bedarfssystem namens Ergänzungsleistungen gedrückt wird.

Nehmen wir diese Aufgabe durch die Unterstützung dieser Initiative wahr!

Arslan Sibel (G, BS): Die AHV-Renten reichen nicht zum Leben und verlieren auch stetig an Wert, das haben wir heute Morgen auch immer wieder gehört. Gleichzeitig sinken die Renten aus der zweiten Säule immer stärker. Daher könnten wir mit der Stärkung der AHV die Renten sozial und kostengünstig verbessern.

Aufgrund der ausgleichenden Eigenschaft der AHV profitieren Personen mit tiefen und mittleren Einkommen am meisten. Die Hälfte aller Personen, die seit dem Jahr 2018 in der Schweiz eine Rente beziehen, muss mit weniger als 1772 Franken AHV-Rente pro Monat auskommen. Ein Drittel der Frauen erhält gar keine Rente aus der zweiten Säule. Fast jede zehnte Person der Bevölkerung in der Schweiz benötigt direkt nach der Pensionierung Ergänzungsleistungen, weil ihre Rente nicht zum Leben ausreicht. Dies ist so, obwohl die Bundesverfassung in Artikel 112 Absatz 2 Buchstabe b den Auftrag erteilt, dass die Renten existenzsichernd sein müssen. Das müsste eigentlich die Realität sein, das würde dem Gedanken der Solidarität gerecht, den wir in diesem Verfassungsartikel verankert haben.

Mit der Annahme der Initiative würden die Rentner und Rentnerinnen nur 8,33 Prozent mehr "Monatslohn" erhalten. Die 13. AHV-Rente stärkt also auch die Kaufkraft der Schweizer Bevölkerung und die wirtschaftliche Entwicklung. Wer ein Leben lang gearbeitet hat, verdient auch eine gute Rente.

Ich habe vorhin erwähnt, dass ich als Beiständin tätig war. Da gab es neben den rechtlichen Aspekten, die man erfüllen sollte, auch die Frage der finanziellen Aspekte. Ich kann Ihnen versichern, dass sehr viele Menschen im Rentenalter davon betroffen waren. Diese wussten nicht, wie sie mit ihrer Rente über die Runden kommen sollten. Für viele Menschen war es schwierig, ihre Mieten zu zahlen. Das ist heute immer noch so, wie wir hören. Die Krankenkassenprämien steigen, die Mietzinse steigen, die Lebensunterhaltskosten steigen, nur die Renten, die bleiben gleich. Deshalb ist es auch wichtig, dass wir in diesem Konzept die Frauen, die auf eine leistungsfähige AHV angewiesen sind, nicht vergessen. Denn sie sind diejenigen, die von der AHV als einziger Sozialversicherung auch dadurch unterstützt werden, indem die nicht entlohnte Pflege- und Sorgearbeit in die Rentenberechnung einbezogen wird.

Es braucht also ein Korrektiv. Deshalb ist es auch unverständlich, dass die Kommission keinen indirekten



Gegenvorschlag ausgearbeitet hat. Es wurde diskutiert, dass man z. B. eine Lösung nur für die 40 Prozent einkommensschwächsten Haushalte finden könnte. Auch das war in der Kommission nicht mehrheitsfähig. Jetzt wollen uns unsere bürgerlichen Kollegen und Kolleginnen erklären, dass es dieses geniale System der Ergänzungsleistungen gebe. In diesem System nötigt man aber die Leute dazu, "bitti-bätti" zu machen. In diesem System erhalten die Leute nicht genügend Rente. Sie müssen aber anklopfen, alles offenlegen, sagen, dass ihnen das Geld nicht reiche, und um Unterstützung bitten. Deshalb müssen wir uns, wenn möglich grossmehrheitlich, von diesem Konzept distanzieren. Wir sagen, die Leute bekommen eine ausreichende Rente und können so auch im Alter in Würde leben.

Deshalb bitte ich Sie, der Minderheit der Kommission zu folgen und die Initiative zur Annahme zu empfehlen.

Egger Mike (V, SG): Das Schweizer Vorsorgesystem kann als Aushängeschild der Schweizer Kompromissbereitschaft

AB 2022 N 2344 / BO 2022 N 2344

angesehen werden. Um ihr bewährtes Dreisäulensystem wird die Schweiz weit über ihre Landesgrenzen hinaus beneidet. Bei der Ausgestaltung von Rentensystemen in anderen Ländern werden wir auch immer wieder als Referenz und Vorbild herangezogen. In den letzten Jahren zeigte sich aber, dass auch unser System "reformfällig" geworden ist. Der demografische Wandel aufgrund der sogenannten Babyboomer-Generation sowie die längere Lebenserwartung führen aktuell und in den nächsten Jahren zu einer finanziellen Belastung unseres Systems.

Die Schweizer Stimmbevölkerung hat am 25. September Ja zur AHV-Stabilisierungsvorlage gesagt. Im Rahmen dieser Vorlage wurden zähneknirschend und um Lösungen ringend verschiedene Massnahmen geprüft, die von allen Seiten Kompromissbereitschaft erforderten, um die finanzielle Situation der AHV zu entschärfen. Dafür musste beispielsweise das Rentenalter der Frauen schrittweise angepasst und auch die Mehrwertsteuer nach oben korrigiert werden. Dank ebendieser Massnahmen ist es uns gelungen, die Altersrente für die nächsten zehn Jahre ein wenig besser zu sichern.

Die vorliegende Initiative für eine 13. AHV-Rente steht nun aber in diametralem Widerspruch zu unserer finanziellen Situation. Der Schweizerische Gewerkschaftsbund will mit dieser Initiative die Altersrente der AHV erhöhen. Neu soll die monatliche Rente 13-mal ausbezahlt werden, ebenfalls soll weiterhin der Anspruch auf Ergänzungsleistungen sichergestellt sein.

Die Forderung hört sich zwar sehr gut an, ist aber unehrlich, da die Finanzierung unklar ist und gemäss dem Bundesrat auch nicht vernünftig sichergestellt werden kann. Schenken wir der Bevölkerung also bitte reinen Wein ein. Es ist ein Fakt, dass mit dieser Initiative der Wahlkampf nun offiziell eröffnet wurde. Damit beginnt einmal mehr die Zeit der leeren Versprechungen, welche von Politikern an die Bevölkerung gemacht und im Anschluss daran eben nicht eingehalten werden.

Persönlich kann ich über solche Versprechungen an die Bevölkerung nur den Kopf schütteln, weil Versprechungen eigentlich verbindlich sind und umgesetzt werden sollten. Damit man aber etwas umsetzen kann, muss man zumindest die Finanzierung sicherstellen. Aber gewisse Politiker leben ganz nach dem Zitat von Konrad Adenauer: Was interessiert mich das Geschwätz von gestern?

Eine Erhöhung der Renten um 8,33 Prozent nach dem Giesskannenprinzip würde die Ausgaben der AHV im Jahr 2032 um rund 5 Milliarden Franken erhöhen. Da aufgrund der höheren Ausgaben der AHV auch der Beitrag des Bundes und somit die Einnahmen der AHV um rund 1 Milliarde Franken steigen würde, würde sich das Umlageergebnis nicht in der gleichen Höhe, sondern um knapp 4 Milliarden Franken verschlechtern. Mit den Rentenanpassungen, welche in der Regel alle zwei Jahre vorgenommen werden, würden die Ausgaben zudem kontinuierlich steigen. Wir hätten dann bis 2032 einen gesamthaften Verlust von 8,7 Milliarden Franken. Wir sind uns alle einig in diesem Saal: Wir hätten alle gerne höhere AHV-Renten für Frau und Herrn Schweizer. Aber die finanzielle Situation lässt das aktuell nicht zu. Ich bin auch der Meinung, wir hätten Potenzial, bei den Ausgaben Einsparungen zu machen. Sie haben in dieser Session einmal mehr für das nächste Jahr Ausgaben in der Höhe von 82 Milliarden Schweizerfranken bewilligt. Da hätten wir in der Tat Sparpotenzial.

Leider lässt sich mit Blick auf die Zukunft nicht noch mehr Geld verteilen. Die finanzielle Lage droht aufgrund von falschen Versprechungen und zahlreichen Geschäften, welche zu massiven Mehrausgaben führen, aus dem Ruder zu laufen. Auch der zuständige Finanzminister hat eindrücklich gewarnt. Er hat sogar ausgeführt, dass wir langfristig nicht einmal mehr die Einhaltung der Schuldenbremse sicherstellen können. Solange die heutigen und die zukünftigen Leistungen finanziell nicht gesichert sind, kann nicht an einen Leistungsausbau gedacht werden, und ein solcher kann auch nicht infrage kommen.

Ich bitte Sie im Namen meiner Generation sowie im Namen der nachhaltigen Sicherung unserer Sozialwerke



und im Speziellen der AHV, diese populistische Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Piller Carrard Valérie (S, FR): Cette initiative populaire me semble cruciale pour la dignité de notre population. Aujourd'hui, les rentes AVS sont non seulement trop basses, mais perdent aussi de leur valeur. La rente AVS maximale s'élève à 2390 francs, mais dans les faits la moitié des personnes parties à la retraite en 2017 doivent s'en sortir avec 1777 francs par mois, ou moins. La rente LPP apporte un maigre complément aux personnes qui ont la chance d'avoir gagné assez pour accéder au deuxième pilier. Mais la réalité, c'est que près d'une personne sur dix, aujourd'hui, dans notre pays, a besoin de prestations complémentaires dès la retraite, parce que les rentes ne suffisent pas pour vivre.

Ce constat est choquant! La Constitution prévoit depuis un demi-siècle que les rentes AVS doivent couvrir le minimum vital. Il est vraiment temps d'agir, ce d'autant plus que les rentes LPP s'effondrent depuis dix ans, que les gens cotisent toujours plus et touchent toujours moins. Depuis 2005, les rentes du deuxième pilier ont subi une baisse réelle de 8 pour cent en moyenne, et cette diminution s'accélère, parce que ces rentes reposent sur un système par capitalisation, qui souffre des taux d'intérêt bas. Le deuxième pilier est en crise, sans que cela semble inquiéter la majorité de ce Parlement.

Pour beaucoup de citoyens et citoyennes, les plateaux de la balance ne sont plus équilibrés: ils font face à de gros renchérissements avec de maigres rentes, qui faiblissent avec l'inflation. Le coût de la vie augmente grandement, au niveau de l'énergie, des loyers, des primes d'assurance-maladie – cela a déjà été répété à plusieurs reprises –, et les personnes qui peinaient à joindre les deux bouts sont en train de perdre pied.

L'initiative populaire baptisée "Mieux vivre à la retraite" a pour objectif le versement d'une rente de vieillesse supplémentaire, soit une augmentation de la rente de 8,33 pour cent. Grâce au caractère redistributif de l'AVS, ce sont les bas et moyens revenus qui en profiteraient le plus, le but étant que les personnes les moins bien loties sentent une véritable amélioration. Les bénéficiaires de prestations complémentaires doivent aussi pouvoir toucher cette treizième rente.

Chaque personne ici présente connaît de près ou de loin des personnes âgées qui peinent à vivre dignement de leurs rentes. Personnellement, cela me touche. Je trouve particulièrement cruel de demander à des personnes qui ont travaillé dur toute leur vie de se serrer la ceinture une fois à la retraite. L'injustice la plus criante, c'est l'écart important qu'on observe aujourd'hui au niveau des rentes des femmes. Certes, elles gagnent toujours moins que les hommes, mais cela ne veut pas dire qu'elles travaillent moins. Les femmes continuent à être les premières à s'occuper des enfants, des parents âgés, et à assumer la plus grande partie du travail domestique. C'est en cela que l'AVS est plus juste que la LPP. Toutes ces activités non rémunérées – mais ô combien essentielles à la société – sont reconnues comme travail par l'AVS. Cela entraîne par conséquent de meilleures rentes.

Chers collègues, vous êtes nombreux à affirmer que cette initiative n'est pas finançable, que l'AVS est au bord du gouffre. Sous cette coupole, la pression est toujours plus forte sur l'âge de la retraite, les prestations de vieillesse et d'autres assurances sociales. Pourtant les comptes de l'AVS sont bénéficiaires depuis plusieurs années, et ils continueront à l'être avec l'acceptation de la réforme AVS 21.

Mais tout est question de perspective. Nous, socialistes, estimons que l'AVS se porte bien et constatons que les sombres prévisions économiques dont vous êtes friands sont le plus souvent démenties par la suite. Le Parti socialiste estime que dans un pays riche comme la Suisse, une treizième rente AVS est non seulement possible, mais est aussi nécessaire et urgente pour les personnes les plus démunies de ce pays.

Au nom de la solidarité – je rejoins les propos de mon préopinant, la génération que je représente a aussi besoin que les personnes qui arrivent aujourd'hui à la retraite puissent vivre dignement –, je dirai un grand oui à cette initiative et vous invite à en faire de même.

AB 2022 N 2345 / BO 2022 N 2345

Bellaiche Judith (GL, ZH): Ich fange mit einer guten Nachricht an: Personen im Rentenalter kommen finanziell leichter über die Runden als Personen im Erwerbsalter. Sie haben zwar ein geringeres Einkommen. Erstens verfügen sie aber über finanzielle Reserven, und zweitens sinken ihre Konsumausgaben, was dazu führt, dass sie finanziell besser gestellt sind als erwerbstätige Menschen. Sie sind mit ihrer finanziellen Situation auch zufriedener als Personen im Erwerbsalter. 72 Prozent der Personen über 65 Jahre stufen sich diesbezüglich auf einer Skala von 0 bis 10 mit 8 oder höher ein. Dies ergeben die offiziellen Erhebungen des BFS.

Ich habe eine zweite gute Nachricht: Personen im Ruhestand haben von allen Altersklassen am meisten Vermögen. Sie bilden die reichste Bevölkerungsschicht unseres Landes. Zwischen 300 000 und 400 000 Franken beträgt ihr Vermögen. Bei Paaren beträgt das durchschnittliche Vermögen sogar 600 000 Franken. Gut die Hälfte der Über-65-Jährigen lebt in einem Haushalt mit liquiden Mitteln von mehr als 100 000 Franken.



Jetzt habe ich noch eine dritte gute Nachricht: Diese ansehnlichen Vermögen wachsen mit dem Alter sogar weiter an. Beim alleinstehenden Rentner steigen sie im Mittel auf fast 600 000 Franken, bei Paarhaushalten auf eine Million Franken, bis die Rentner das Alter von 90 Jahren erreichen. Erbschaften dürften hier eine Rolle spielen, denn im Durchschnitt sind Erbinnen und Erben 63 Jahre alt. Im Jahr 2020 wurden geschätzte 95 Milliarden Franken in der Schweiz vererbt. Ich bin sicher: Auch diese Menschen freuen sich über eine 13. AHV-Rente. Aber der tatsächliche Bedarf für eine Giesskannen-Initiative ist angesichts dieser Zahlen schlicht nicht gegeben.

Gewiss, es gibt auch eine schlechte Nachricht: Dass Pensionierte gesamthaft die reichste Bevölkerungsschicht der Schweiz sind, heisst nicht, dass alle Pensionierten reich sind. 13 Prozent der Rentner, aber vor allem der Rentnerinnen sind armutsbetroffen. Das ist unseres Landes nicht würdig. Wir sind auch ein Sozialstaat, und Armutsbekämpfung ist ein politisches Gebot. Aber das gilt natürlich nicht nur für arme Rentnerinnen und Rentner, sondern für alle Armutsbetroffenen. Sie sollten wissen: Grosse Armut betrifft vor allem jüngere Menschen.

Angesichts dieser Situation ist die Initiative für eine 13. AHV-Rente völlig undifferenziert und unangebracht. Der Zuschuss geht mehrheitlich an Menschen, die ihn nicht brauchen. Aber die meisten Armen haben nichts davon, weil sie viel jünger sind als 65 Jahre. Das ist keine Giesskanne mehr, sondern ein Rohrbruch. Die Gelder sprudeln unkontrolliert in die falsche Richtung, und es gibt keinen Plan, das Loch zu stopfen. Denn die Initiative enthält nicht einmal andeutungsweise eine Finanzierungslösung.

Es ist schwer zu glauben, dass ausgerechnet linke Parteien und Gewerkschaften, die vorgeben, eine Umverteilung von Reich zu Arm zu verfolgen, nun die Wohlhabendsten unseres Landes beschenken wollen. Wer hat, dem wird gegeben – so sollte der Titel dieser Initiative lauten. Derweil tragen die Jungen die Bürde dieser fehlgeleiteten Grosszügigkeit. Im Kern ist diese Initiative nichts anderes als eine Umverteilung von Jung zu Alt. Das ist keine Armutsbekämpfung, sondern eine Ausbauvorlage.

Ich wiederhole es: 13 Prozent der Menschen über 65 Jahre sind armutsbetroffen, und hier müssen wir gezielt handeln. Aber 87 Prozent sind es nicht. Benötigen ausgerechnet die Menschen, die die letzten zwanzig Jahre ihres Erwerbslebens von einem starken Wirtschaftswachstum profitierten, viel Kapital angespart haben und unter den besten Bedingungen ihren Ruhestand geniessen, eine 13. Rente? Diese selbst werden diese Frage beantworten können, und ich hoffe, dass sie genauso weise urteilen werden wie 2016, als sie eine praktisch identische Initiative deutlich abgelehnt haben.

Funiciello Tamara (S, BE): Ich weiss nicht genau, wie es in Ihrem Umfeld aussieht, wenn es um Rentnerinnen und Rentner geht. In meinem Umfeld wird es zunehmend zu einem Trauerspiel. Früher war es ein Running Gag zu sagen: "Ah, diese Rentnerinnen und Rentner, die sind immer ausgebucht." Nun, um ausgebucht zu sein, braucht es Geld. Es braucht Geld, um essen zu gehen mit Freundinnen, um wandern zu gehen mit der Altersgruppe, um Lotto zu spielen oder auch nur um mit den Enkeln in den Zoo zu gehen. Das alles braucht Geld, und dieses Geld haben unsere Rentnerinnen und Rentner zunehmend immer weniger, weil die Renten sinken, denn die Pensionskasse ist im Sturzflug, und das seit fast zwanzig Jahren.

Viele Rentnerinnen und Rentner sitzen heute zuhause und vereinsamen. Aber nicht nur das, denn angesichts der steigenden Krankenkassenprämien, der steigenden Mieten und der steigenden Lebensmittelpreise ist die Frage nicht einmal mehr die, ob man ausgehen kann oder nicht. Die Frage ist vielmehr: Wie überleben? Ist das ein Alter in Würde? Ist das die Art, wie wir uns bedanken bei unseren Eltern und Grosseltern, nachdem sie über vierzig Jahre geschuftet und massgeblich dazu beigetragen haben, die heutige Gesellschaft aufzubauen? Ich weiss nicht, ob ich lachen oder weinen soll, wenn ich hier höre, wie gut unser Dreisäulensystem ist. Ja, für wen denn? Für die Frauen sicher nicht. Die Medianrente von Frauen beträgt gerade mal 3000 Franken. 11 Prozent der Frauen in der Schweiz beziehen direkt nach der Pensionierung Ergänzungsleistungen, und nein, der Bezug von Ergänzungsleistungen ist nichts, was in Würde passiert, und das sage ich Ihnen als eine Person, die in ihrem Umfeld Betroffene hat. Die Renten der Frauen sind um ein Drittel tiefer als die von Männern, und ein Drittel der Frauen bezieht nur die AHV.

Sie haben vor wenigen Monaten das Rentenalter der Frauen im Namen der Gleichstellung erhöht, und zwar gegen den Willen von fast 70 Prozent der Frauen. Sie haben landauf, landab den Frauen in diesem Land versprochen, dass Massnahmen folgen werden, die ihre Renten verbessern. Nun frage ich Sie: Wo bleiben diese Massnahmen? In der BVG-Reform, die vorsieht, dass man mehr zahlt und weniger Rente erhält? Halten Sie Ihre Versprechen! Die AHV stärken heisst, die Frauen zu stärken, und zwar unmittelbar. In der AHV gibt es keinen "gender pension gap". In der AHV wird die unbezahlte Kinderbetreuung berücksichtigt, und auch kleine Einkommen werden gerecht versichert.

Ich möchte mich gerne noch kurz zur Giesskanne äussern, die Sie alle so sehr lieben. Die Frage ist nicht, wie



das Wasser verteilt wird, die Frage ist, wer wie viel Wasser in diese Giesskanne schüttet, bevor es verteilt wird. Bei der Bezahlung der Beiträge passiert in der AHV die soziale Umverteilung: Personen mit hohen Einkommen giessen mehr Wasser in die AHV-Giesskanne rein als Personen mit tiefen Einkommen. So einfach ist das. Wenn wir gerade bei dieser Metapher sind, die Sie eben so sehr lieben: In Zeiten sinkender Kaufkraft ist jeder Tropfen Wasser gut, den wir verteilen, damit es der Wirtschaft gutgeht und sie gedeihen kann. Wenn ich höre, dass wir damit nichts für tiefe Einkommen machen, dann sage ich: "Be my guests", wir sind da. Wir können über Mindestlöhne, bezahlbare KITAS, Prämienentlastungen, bezahlbare Mieten diskutieren – wir sind da, kein Problem, Sie können einfach kommen. Wir sind offen dafür, dass wir die Lebensumstände aller Menschen in diesem Land verbessern. Doch die AHV ist ein stabiles Sozialwerk. Es ist ein Sozialwerk, das eben genau eine Rückverteilung vornimmt. Es setzt dort an, wo die Löhne ausgeschüttet werden, und nicht beim Ausschütten der Renten. Es ist nicht so schwer.

Die heutige Rentensituation ist eines reichen Landes wie der Schweiz unwürdig, und sie ist vor allem nicht verfassungskonform. Denn der Auftrag der AHV ist klar: Die Lebensgrundlage muss gesichert sein. Das ist das verfassungsmässige Recht jeder Bürgerin und jedes Bürgers dieses Landes. Dieses Recht wird gerade mit Füßen getreten. Wir haben die verfassungsmässige Pflicht, die AHV zu stärken. Sagen Sie darum bitte Ja zu dieser Initiative!

Mahaim Raphaël (G, VD): Vous avez toutes et tous vu cette annonce très inquiétante d'une hausse sans précédent des hospitalisations pour troubles mentaux chez les jeunes jusqu'à l'âge de 24–25 ans, en particulier les femmes. Ces derniers jours, ce chiffre très alarmant est sorti.

AB 2022 N 2346 / BO 2022 N 2346

Vous me demanderez quel est le lien avec notre débat du jour. Le lien peut-être ne pas paraître évident, il l'est à mes yeux, dans la mesure où toute une génération, au-delà bien sûr de la crise du Covid-19 qui a eu des effets terribles sur la santé psychique, a de la peine à croire en un avenir prometteur. La question de la viabilité sur notre planète est une de ces inquiétudes; c'en est une importante bien sûr, mais il y a aussi celle qui concerne l'avenir professionnel et l'avenir à la retraite. Ce que l'on vend aux jeunes générations, c'est un monde où on doit travailler plus, plus longtemps, pour ensuite, à la retraite, gagner moins ou en tout cas proportionnellement moins par rapport à ce qui a pu être le cas par le passé. Vendre donc cet avenir aux jeunes générations, c'est inquiétant, c'est générateur d'angoisse, et précisément d'une aggravation particulièrement inquiétante des troubles de santé psychique et d'une hausse des hospitalisations.

L'AVS est un système dont nous pouvons être fiers, dont nous devons être fiers. C'est une fierté de la Suisse, il y en a peu dans le domaine social, nous pouvons le dire de façon aussi abrupte, mais c'en est une. C'est un système qui est solidaire, qui permet de tenir compte de toutes et tous, quels que soient le revenu et la position sociale. C'est un système qui permet de tenir compte du travail non rémunéré, du travail d'assistance, à l'inverse du deuxième et, bien évidemment à plus forte raison encore, du troisième pilier. C'est un système enfin – "last but not least" – qui protège les femmes et le temps partiel. Voici aussi une aspiration, le temps partiel, des jeunes générations. Pouvoir dans une vie ne pas sacrifier sa santé, en consacrant tout son temps à son travail, et penser davantage à d'autres équilibres, notamment avec sa vie privée. Le système de l'AVS permet de tenir compte de ces aspirations, et c'est à ce niveau et pour ces raisons qu'il faut le renforcer.

Alors, chères et chers collègues, vous nous dites toujours que ce n'est pas possible à financer. Vous nous dites qu'on ne peut pas faire cet effort parce que ce n'est financièrement pas soutenable. Mais en réalité, tout le monde l'a compris, c'est une question de choix politique, de priorité. Nous avons trouvé, cela a déjà été dit dans ce débat, des milliards de francs pour augmenter le budget de l'armée. Nous trouverons des milliards de francs ces prochaines années pour des baisses d'impôt, sans même parler de la taxe au tonnage dont nous avons longuement débattu hier. Nous trouverons – enfin, vous trouverez – des milliards de francs lorsque cela vous conviendra, parce que cela correspond à votre agenda. Lorsqu'il s'agit de soulager les plus précaires, subitement, il n'y a plus d'argent à disposition. Je suis navré de le dire, c'est uniquement une question de choix politique, un choix que vous faites en défaveur des retraités et de toutes celles et ceux qui aspirent à avoir une retraite décente.

Parce que ce que l'on entend lorsqu'on discute deux secondes avec des aînés qui approchent de l'âge de la retraite et qui craignent de ne pouvoir nouer les deux bouts lors de cette période, c'est de l'inquiétude. De l'inquiétude parce que le deuxième pilier est de moins en moins de nature à compenser les manques qui résultent du premier pilier. Parce que le troisième pilier est un instrument qui est inaccessible à la plupart des personnes qui entrent en retraite, car pendant leur vie professionnelle elles n'avaient tout simplement pas les moyens de s'intéresser à ce type d'instrument. Nous sommes donc dans une situation où l'inquiétude à



l'arrivée à l'âge de la retraite est indigne de notre pays, indigne d'un pays qui a les moyens de financer des retraites décentes; indigne aussi du soin, selon la Constitution, que nous devons apporter aux plus faibles de nos membres.

L'histoire jugera durement, j'en suis persuadé, l'échec de ces dernières années, pour ne pas dire de ces dernières décennies, à réformer les retraites de façon à en faire un instrument de protection des plus faibles dans le sens, je le répète, de notre Constitution.

Nordmann Roger (S, VD): En Suisse, nous avons théoriquement un système basé sur trois piliers. En réalité, pour la plupart des gens, il n'y a que deux piliers, et il n'y a pas vraiment besoin de se préoccuper de ceux qui ont la chance de pouvoir se constituer un troisième pilier confortable. Ce qui nous intéresse ici, c'est donc ceux qui pourront compter sur deux piliers à la retraite, ou ceux qui ne peuvent compter que sur un seul pilier – c'est-à-dire seulement sur l'AVS – et qui ont souvent besoin des prestations complémentaires.

Or, depuis des années, les nouvelles rentes du deuxième pilier baissent, baissent et baissent. Elles baissent non seulement parce qu'on a baissé le taux de conversion, mais aussi parce que les taux de conversion ont aussi baissé dans le domaine surobligatoire et qu'il n'est pas rare, aujourd'hui, que le taux de conversion se monte à 4,5 pour cent, en réalité, pour la retraite des gens. Dans le même temps, alors que les nouvelles rentes du deuxième pilier baissent, l'AVS stagne. Donc, à la fin, le revenu disponible des personnes à la retraite est beaucoup plus bas que celui qu'elles imaginaient encore il y a vingt ans ou il y a dix ans.

Le problème fondamental est que le deuxième pilier n'arrive pas à tenir ses promesses en raison non seulement des mauvais rendements du capital, mais aussi de ses frais de fonctionnement complètement démentiels. Malheureusement, avec la réforme du deuxième pilier qui est en train de se dessiner, la situation s'aggrave encore: on aura encore une baisse, et les maigres améliorations que l'on fait pour les personnes touchant un bas revenu leur coûteront très cher sous la forme de cotisations additionnelles, donc de baisse du pouvoir d'achat.

C'est là que l'on voit que, en réalité, ce n'est que dans l'AVS que l'on peut parvenir à une amélioration efficace, parce que l'AVS est très efficace en matière de rente additionnelle par franc cotisé additionnel: c'est vraiment le bon système. Cette initiative pour une treizième rente amènera vraiment une amélioration efficace du pouvoir d'achat et contrebalancera la dégradation, malheureusement inéluctable, que l'on observe dans le deuxième pilier. C'est pour cette raison que je vous invite à soutenir cette initiative.

Rechsteiner Thomas (M-E, AI): Pensionierte Personen in der Schweiz beurteilen ihre finanzielle Situation mehrheitlich als gut und im Durchschnitt besser als die Bevölkerung unter 65 Jahren. Die grundsätzlich positive Momentaufnahme des hohen Grads an finanzieller Selbstbestimmung der heutigen Pensionierten widerspiegelt sich auch darin, dass Vermögen im Rentenalter im Durchschnitt nicht verzehrt werden, zumindest solange man noch zuhause wohnt. 2020 lebten 34 Prozent der Menschen ab 65 Jahren in einem Privathaushalt, der weiter Geld auf die Seite legte. Lediglich 22 Prozent zehrten von ihrem Vermögen oder, in seltenen Fällen, verschuldeten sich. Die restlichen 44 Prozent gaben etwa so viel aus, wie hereinkam. Das belegt eine Studie eines Schweizer Versicherers, der seit 1857 in der Vorsorge tätig ist und auf Gegenseitigkeit gegründet wurde. Die vorliegende Initiative ist deshalb nicht geeignet, um denjenigen Personen, die zu wenig Einkommen im Alter haben, zu helfen. Das Gegenteil ist der Fall: Es würde vielen Pensionierten das Einkommen ergänzt, obwohl das gar nicht notwendig ist, und die Bevölkerung unter 65 würde zusätzlich belastet. Am stärksten betroffen von zusätzlichen Lohnabzügen und Steuerfinanzierungen wären die Jüngsten: Sie müssten die zusätzlichen Beträge noch am längsten zahlen. Im Lichte der knappen Bundesfinanzen betrachtet und mit Blick auf die grossen und teuren anstehenden Aufgaben kann ich nur sagen: Die Volksinitiative für eine 13. AHV-Rente ist deutlich zur Ablehnung zu empfehlen.

Ich werde kurz drei Argumente dazu anbringen:

1. Die Initiative ist unnötig. Wissenschaftliche Studien zeigen klar auf, dass es den Rentnern im Mittel wirklich besser geht als den Erwerbstätigen. Insgesamt verfügen über drei Viertel aller Rentnerhaushalte über hohe Mittel oder liegen im Mittelfeld. Ich nenne nur eine Zahl: 2015 hatten die Privathaushalte der 45- bis 49-Jährigen ein Nettovermögen von rund 34 000 Franken, die Haushalte der 75- bis 79-Jährigen hingegen eines von 246 000 Franken, das oberste Viertel sogar eines von stolzen 656 000 Franken. Ich habe noch eine erfreuliche Nachricht für die Über-65-Jährigen: Im Mittel nehmen die Nettovermögen kaum ab. Und da soll es noch eine 13. AHV-Rente dazugeben? Nein, sicher nicht.

AB 2022 N 2347 / BO 2022 N 2347

2. Wir wollen keine Giesskanne. Ein Grossteil der zusätzlichen Mittel würde an Rentner ausbezahlt, denen es



finanziell gutgeht und die nicht auf zusätzliche Renten angewiesen sind. Für die Minderheit der Rentner, die nicht über ausreichende Einnahmen aus AHV sowie zweiter und dritter Säule verfügt, ist bereits heute vorgesorgt. Diese Rentner haben Anspruch auf Ergänzungsleistungen, und das zu Recht. Die Grundbedürfnisse aller Rentner sind somit finanziell abgesichert.

3. Eine 13. AHV-Rente ist derzeit nicht finanzierbar. Bis zu 5 Milliarden Franken würde die ganze Übung kosten. Woher soll das Geld kommen? Bereits Ende dieses Jahrzehnts öffnet sich bei der staatlichen Altersvorsorge eine neue, gewaltige Finanzierungslücke. Weitere grosse Vorhaben sind in der Pipeline. Die Initianten haben keine tauglichen Rezepte zur Finanzierung dieser Zusatzausgaben aufgezeigt. Eine Erhöhung der Lohnprozente oder neue Steuern wären Gift für den Wirtschaftsstandort Schweiz und sind daher ganz klar abzulehnen. Die Finanzierung aus Gewinnen der Nationalbank – so hat es die Vergangenheit kürzlich gezeigt – ist verlockend, aber nicht verlässlich.

Aus den dargelegten Gründen appelliere ich an Sie, diese unnötige und nicht finanzierbare Giesskannen-Volksinitiative klar zur Ablehnung zu empfehlen. Der Generationenvertrag soll nicht noch weiter belastet werden.

Seiler Graf Priska (S, ZH): Das Positive vorweg: Die meisten Personen im Pensionsalter stehen finanziell gut oder sogar sehr gut da. Aber das ist eben nur die eine Realität. Eine repräsentative Befragung von Pro Senectute, der Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften und der Universität Genf zeigt, dass 200 000 Seniorinnen und Senioren mit ihrem Einkommen unter der Armutsgrenze leben. Das monatliche Einkommen von 100 000 weiteren älteren Menschen liegt zudem nur knapp über der Armutsgrenze, und 46 000 Seniorinnen und Senioren sind sogar ausweglos arm, wie es in der Studie heisst. Fast jede zehnte Person benötigt direkt nach der Pensionierung Ergänzungsleistungen, weil die Rente trotz Zusatz durch Renten aus den Pensionskassen nicht zum Leben reicht.

Um es nochmals in den Worten von Tamara Funicello zu sagen: Es ist extrem entwürdigend, "bitti-bätti" beim Staat machen zu müssen. Zudem muss es furchtbar und äusserst hart sein, den Lebensabend in prekären finanziellen Verhältnissen zu verbringen. Dazu kommt noch die Machtlosigkeit, an der Situation nichts mehr ändern zu können. Das lässt die betroffenen Menschen verzweifeln, und dies nach einem arbeitsreichen Leben mit vermutlich schon zahlreichen Entbehrungen.

Der Grad der Betroffenheit ist bekanntlich auch ungleich verteilt: Frauen, Menschen ohne Schweizer Pass sowie Personen mit tiefem Bildungsgrad und niedrigem Einkommen und somit weniger finanziellen Reserven weisen ein grösseres Risiko auf, nach der Pensionierung in Armut leben zu müssen. Hinzu kommen jetzt noch die steigenden Krankenkassenprämien, Mieten und Energiepreise.

Die Volksinitiative für eine 13. AHV-Rente kann hier das Leid wirksam und gezielt lindern. Die AHV ist das Herzstück der Schweizer Sozialwerke, weil sie nach wie vor auf der Solidarität zwischen den Generationen fusst. Alles, was das System der AHV stärkt, vergrössert diese Generationensolidarität.

Mit der 13. AHV-Rente können wir auch die grosse Lücke bei den Frauenrenten korrigieren. Denn nur die AHV berücksichtigt die mehrheitlich von Frauen erbrachte, unbezahlte Care-Arbeit. Deshalb ist jede Erhöhung der AHV-Renten die effektivste und einfachste Art, um das Renteneinkommen von Frauen zu verbessern und diese Rentenlücke zu schliessen. Die AHV ist schlicht das solidarischste aller Sozialwerke.

Sagen wir darum klar Nein zur Altersarmut, dafür Ja zu mehr Kaufkraft für Seniorinnen und Senioren – sagen wir Ja zur 13. AHV-Rente!

Clivaz Christophe (G, VS): Selon la Constitution, l'AVS est censée aujourd'hui garantir le minimum vital des personnes à la retraite. On sait toutes et tous que, dans la réalité, ce n'est pas vraiment le cas. Environ 200 000 personnes âgées vivent aujourd'hui en Suisse avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté. Parmi elles, 46 000 se trouvent dans une situation dite de pauvreté sans issue, c'est-à-dire qu'elles ont une fortune totale inférieure à 30 000 francs et qu'elles ne sont pas propriétaires de leur logement. Comment, dans ces conditions, vivre avec seulement la rente AVS?

Au total, ce sont près de 300 000 retraités qui sont touchés ou qui sont menacés par la précarité, soit 20 pour cent des personnes à la retraite. A cela s'ajoutent de grandes disparités entre les groupes sociaux, la pauvreté chez les personnes âgées étant en effet plus marquée, chez les femmes, les personnes avec un faible niveau de formation, les personnes veuves ou divorcées, celles vivant dans une commune rurale, ou encore les personnes n'ayant pas la nationalité suisse.

Ces 300 000 personnes ne sont pas que des numéros. Vous en connaissez certainement dans votre entourage. Des personnes qui doivent se serrer la ceinture pour passer les fins de mois. Cette précarité, dans un pays aussi riche que la Suisse, n'est pas acceptable et démontre les failles actuelles de notre système



de retraite. Afin de rétablir un minimum de solidarité dans ce système, l'initiative pour une treizième rente AVS propose une solution simple: améliorer les rentes du premier pilier qui bénéficieront en particulier aux personnes qui n'ont pas ou peu cotisé au deuxième pilier durant leur vie active et qui n'ont pas eu les ressources nécessaires pour se créer un troisième pilier. Il s'agit notamment des personnes ayant eu une activité professionnelle à temps partiel ou interrompue.

Cette initiative favoriserait en particulier les femmes. Il faut le rappeler: un tiers des femmes ne reçoivent pas de prestations du deuxième pilier, et lorsqu'elles en perçoivent, elles ont une rente inférieure de moitié en moyenne à celle des hommes.

Pour justifier le fait de ne pas augmenter les rentes AVS malgré les chiffres inquiétants concernant la pauvreté des personnes âgées, une partie des membres du Parlement prétend que les finances de l'AVS et de la Confédération ne permettraient pas de payer la treizième rente voulue par les auteurs de l'initiative. Certes, c'est vrai, il faudra une somme supplémentaire pour financer une treizième rente. On pourrait le faire par exemple en augmentant les cotisations salariales, le taux de la TVA ou le crédit inscrit au budget ordinaire. C'est finalement un choix politique.

Ce qui est sûr, c'est que le renforcement de l'AVS reste la meilleure réponse au niveau de notre système de retraite, car ce n'est qu'avec l'AVS que la majorité de la population touchera une rente plus élevée par rapport aux cotisations versées dans la prévoyance en vue de la retraite. Dans le deuxième ou le troisième pilier, une part trop importante des cotisations versées profite aux assureurs qui gèrent les caisses, cela au détriment de la population.

L'initiative pour une treizième rente AVS nous pose une question simple: est-il acceptable qu'en Suisse, en 2022, une personne à la retraite sur cinq vive dans la précarité? Si, comme moi, vous répondez non, alors je vous invite à soutenir cette initiative.

Hurni Baptiste (S, NE): Nous sommes déjà nombreux à l'avoir dit, mais il n'est pas inutile de le répéter: la situation sociale des personnes émergeant à l'AVS est préoccupante. Le nombre important de retraités n'ayant que l'AVS pour vivre est une réalité. Pour ces gens-là, la situation est toujours plus difficile, pour ne pas dire invivable. Certes, on me rétorquera qu'il existe les prestations complémentaires. Mais considérer que les prestations complémentaires sont la réponse de notre pays à la misère de celles et ceux qui ont travaillé toute leur vie pour construire la Suisse est choquant.

Choquant d'abord, car c'est accepter l'idée que l'on peut exercer une activité professionnelle toute sa vie et ne pas avoir les moyens de vivre décemment à la retraite. Choquant aussi, car le système des trois piliers n'était pas conçu ainsi à l'origine. Le premier pilier, social, devait permettre de vivre et non de survivre à la retraite; le deuxième, de maintenir son niveau de vie, et le troisième, pour les personnes les plus aisées, de s'assurer une retraite agréable. Aujourd'hui, le système a

AB 2022 N 2348 / BO 2022 N 2348

glissé puisque l'on ne vit plus mais on survit si l'on n'a que l'AVS. Nous avons donc petit à petit trahi l'esprit même de nos assurances sociales.

L'initiative qui nous est proposée permet de corriger cela en partie. Elle permet de redonner du pouvoir d'achat et des moyens aux retraités. Sans être révolutionnaire, elle assure un treizième, comme on le dit dans le monde du travail, ce qui soulagera grandement les retraitées et les retraités. Alors oui, cette mesure a un coût, insoutenable nous dit la majorité. Mais pourquoi, dans ce pays et dans cet hémicycle, a-t-on toujours l'impression qu'un franc n'a pas la même valeur en fonction de là où il est dépensé?

Pourquoi, lorsqu'il s'agit d'offrir on ne sait pas exactement combien à des armateurs pour la taxe au tonnage; pourquoi, lorsqu'on veut supprimer le droit de timbre ou encore l'impôt anticipé sur les rendements obligataires; pourquoi, lorsque l'on veut augmenter massivement le budget de l'armée, c'est supportable, c'est bien investi et c'est sage? Et, quand on demande simplement que celles et ceux qui ont construit ce pays reçoivent une retraite décente, alors c'est toujours trop cher, impayable et irréaliste. La soi-disant attractivité économique de notre pays mérite-t-elle véritablement plus que de traiter celles et ceux qui ont créé cette attractivité, à savoir les travailleuses et travailleurs, avec dignité? Nous le savons, la situation économique actuelle aura des répercussions très importantes sur nos retraités. Les primes LAMal augmentent et les décomptes de frais accessoires des locataires vont exploser l'été prochain. Ces coûts sont déjà difficiles à supporter pour les travailleuses et les travailleurs, mais, au moins, ils peuvent exiger – et parfois obtenir –, des augmentations de salaires. Les retraités, quant à eux, n'ont aucun moyen d'augmenter leurs revenus, si ce n'est un mécanisme d'indexation qui, on le sait, ne permet pas de répondre à l'urgence sociale.

Oui, cette initiative a un coût. Mais il est temps d'enfin considérer que la cohésion sociale et les conditions de



vie de nos aînés méritent largement cet investissement. Il en va de la reconnaissance intergénérationnelle, de la solidarité, et simplement de la décence que nous leur devons.

Je vous remercie de suivre la minorité et, donc, de recommander l'acceptation de l'initiative.

Giacometti Anna (RL, GR): Nella vecchiaia, dopo aver lavorato tutta la vita e versato contributi nei tre pilastri della previdenza, abbiamo bisogno di sostegno finanziario. La previdenza per la vecchiaia provvede a garantire un certo equilibrio sociale. Nel mese di gennaio del 1948 furono versate le prime rendite di vecchiaia AVS.

L'iniziativa popolare "per una 13esima mensilità AVS", a prima vista è molto allettante. Concedere a tutti i pensionati una rendita mensile supplementare sarebbe però sbagliato e questo per i seguenti motivi: i promotori dell'iniziativa vogliono aumentare le rendite di vecchiaia AVS applicando il principio dell'annaffiatoio, cioè indipendentemente dal fatto se la persona pensionata necessita di aiuti finanziari supplementari oppure no. Ricordo che nel 1996 sono state introdotte le prestazioni complementari che vengono versate se il reddito non basta a coprire il fabbisogno vitale.

L'iniziativa prevede un supplemento soltanto per i beneficiari di rendite di vecchiaia, senza considerare i beneficiari di rendite per superstiti o dell'AI, causando quindi una disparità di trattamento tra gli assicurati del primo pilastro.

Il 25 settembre di questo anno, popolo e cantoni hanno accettato, anche se di misura, la riforma AVS 21 garantendo così il finanziamento del primo pilastro fino al 2030.

Il fatto che l'ultima riforma del primo pilastro risale a 25 anni fa, dimostra come sia difficile trovare le soluzioni per stabilizzare le finanze dell'AVS e garantire una rendita anche alle generazioni future. L'accettazione dell'iniziativa avrebbe ampie ripercussioni sul finanziamento dell'AVS. Il fabbisogno finanziario supplementare ammonta a quasi 5 miliardi di franchi nel 2032. Questo corrisponde a circa 0,8 punti percentuali dei salari o 1,1 punti percentuali dell'IVA.

Peggiorare ulteriormente la situazione finanziaria del primo pilastro senza presentare al contempo una vera soluzione di finanziamento è pericoloso e irresponsabile. Anche per l'AVS dobbiamo applicare le regole che insegniamo già ai nostri figli nella gestione della paghetta: si possono spendere soltanto i soldi che entrano o che abbiamo risparmiato.

Vi chiedo quindi di non dare seguito all'iniziativa popolare "per una 13esima mensilità AVS", così come proposto anche dal Consiglio federale e dalla Commissione della sicurezza sociale e della sanità.

Grin Jean-Pierre (V, VD): Comme son titre le laisse supposer, cette initiative vise à ce que les bénéficiaires de l'AVS obtiennent un supplément annuel s'élevant à un douzième de leur rente annuelle. Le texte précise encore que la loi devrait garantir que la treizième rente n'entraîne ni la réduction des prestations complémentaires ni la perte du droit à ces prestations. Selon les premières estimations, il en coûterait au bas mot 3,5 milliards de francs par année et même 4 milliards à l'horizon 2030.

La grande question reste financière. Les initiants avancent plusieurs pistes, en particulier l'argent de la BNS, mais il n'est plus permis de rêver, surtout pas après l'annonce d'un déficit important pour 2022. Avec les difficultés financières qui se profilent à l'horizon suite au Covid-19, à l'avenir, toute nouvelle prestation devrait s'accompagner d'une proposition de financement.

Depuis 2014, le résultat de répartition de notre premier pilier était dans le rouge. Le baume apporté par la loi relative à la réforme fiscale et au financement de l'AVS a apporté un soulagement. La réforme AVS 21, acceptée dernièrement par le peuple, contribuera à consolider durablement l'AVS et devrait permettre de garantir le financement de l'AVS et de maintenir le niveau des prestations jusqu'en 2030. Le Parlement a déjà chargé le Conseil fédéral de lui soumettre, d'ici à la fin de 2026, un projet de stabilisation de l'AVS pour la période de 2030 à 2040.

Comme on a pu le constater ces dernières années, notre premier pilier, suite à l'augmentation permanente du nombre des nouveaux rentiers par rapport aux cotisants, se retrouve en permanence avec un équilibre financier qui reste fragile.

Plutôt que de songer, comme le fait l'Union syndicale suisse, à étendre encore les prestations, il faut rester prudent pour l'avenir de notre premier pilier, qui plafonne les rentes, mais pas les cotisations. Il convient aussi de rappeler que, grâce à son mode de financement solidaire, 92 pour cent des assurées et assurés reçoivent plus de l'AVS que ce qu'elles ou ils ont versé.

Dans l'immédiat, c'est la réforme du deuxième pilier qui est urgente. La pérennité de l'AVS est assurée à moyen terme: une treizième rente pourrait rapidement mettre son financement en péril. D'autre part, l'indexation des rentes, ainsi que l'élimination de la disparité des montants des rentes entre couples mariés et concubins serait plus urgentes.



Nous devons donc recommander au peuple et aux cantons de rejeter cette initiative, dont le financement n'est pas assuré.

Roth Franziska (S, SO): Gestern haben wir hier mit der Tonnage Tax neue Steuerprivilegien für Konzerne beschlossen. Wie hoch die Ausfälle in unserer Kasse sind, wissen wir aufgrund fehlender Daten nicht. Wir haben auch beschlossen, dass wir weiterhin keine periodische Revisionspflicht für Mietrenditen wollen. In der letzten Session haben wir das Armeebudget so massiv aufgestockt, dass man bei der Beschaffung schauen muss, wie man das Geld überhaupt so schnell ausgeben kann.

Im Gegenzug halten wir aber nach der Abstimmung zur AHV im September unser Versprechen nicht. Im Gegenteil, wir knausern und zieren uns bei der BVG-Vorlage, fahren einen Schiffbruch nach dem anderen ein und provozieren so viel Leid für diejenigen, die unseren Lohn hier bezahlen. Wir lassen die Menschen, die mit ihrer wertvollen Arbeit für unser tägliches Wohl sorgten, im Stich. Dabei dürften wir das gemäss Verfassung nicht tun, und auf diese haben wir den Eid geschworen. Fakt ist: Wir erfüllen den Bundesverfassungsauftrag nicht. Für viele Einwohnerinnen und Einwohner, die schufteten und zeitlebens in die AHV einzahlten, reicht die AHV-Rente bei Weitem nicht, um im Alter

AB 2022 N 2349 / BO 2022 N 2349

ihren Existenzbedarf zu decken. Etwa 300 000 Menschen sind von Altersarmut betroffen und 46 000 von ihnen ausweglos arm. Laut dem Kommissionssprecher, Herrn Silberschmidt, beziehen etwa 12,5 Prozent der AHV-Rentnerinnen und -Rentner Ergänzungsleistungen. Er sagte das mit dem Zusatz "nur 12,5 Prozent". In diesem Saal hier wären das hochgerechnet 25 Menschen, die dann Ergänzungsleistungen beziehen müssten.

Der Geschäftsleiter von Pro Senectute sagt: "Wir schätzen, dass in der Schweiz bis zu 50 Prozent keine Ergänzungsleistungen beziehen, obwohl sie dazu berechtigt wären." Die Gründe dafür seien Nichtwissen, Scham und das Gefühl, dem Staat nicht auf der Tasche liegen zu wollen. Finden Sie es tatsächlich in Ordnung, dass Menschen mit wenig Einkommen, die es in der Schweiz zu Tausenden gibt, zu Bittstellenden werden und sich mühevoll durch Papierkram und Anmeldeformulare für Ergänzungsleistungen und dergleichen kämpfen müssen? Sind Sie wirklich der Meinung, dass mit der AHV in Kombination mit den Ergänzungsleistungen ein verfassungskonformes System zur Sicherung der wirtschaftlichen Existenz im Alter besteht?

Wir hier im Saal sind nicht aus reinem Selbstzweck hier. Wir sind gewählt worden, um sowohl für die Menschen zu sorgen, die in diesem Moment unseren Lohn berappen, wie auch für diejenigen, die früher mit ihrer Arbeit für unser Wohl sorgten. Wir sind verantwortlich, dass keine neuen Privilegien für bereits Privilegierte geschaffen werden.

Wissen Sie, was es heisst, monatlich jeden Franken zweimal umdrehen zu müssen, bevor man oder frau sich getraut, diesen auszugeben? Ich weiss es aufgrund vieler Gespräche mit Menschen aus meinem Umfeld. Ich weiss es auch, weil ich das Gespräch mit Organisationen und Institutionen suche, die Menschen in Not helfen und deren Jahresberichte nicht im Hochglanzformat daherkommen. Ich bitte Sie deshalb eindringlich: Stimmen Sie dieser eminent wichtigen Volksinitiative zu, die über 130 000 Unterschriften auf sich vereinigt hat; machen Sie das Leben für viele Menschen menschenwürdiger; ermöglichen Sie ihnen mit Ihrer Zustimmung eine 13. AHV-Rente und damit ein verfassungskonformes Leben. Denn es geht um die Existenz von vielen Menschen, die zeitlebens hart gearbeitet haben.

Dass alle Menschen auch im Alter ein würdiges Leben führen können, muss in unser aller Interesse liegen. Das sollte ein für alle Mal keine Links-rechts-Frage mehr sein. Wir alle stehen in der Pflicht, für ein sorgenfreies Leben im Alter zu sorgen, zumindest in finanzieller Hinsicht, genau so, wie es in der Bundesverfassung festgehalten ist. Bitte wenden Sie jetzt nicht ein, dass wir uns das nicht leisten können – wir leisten uns sehr vieles, darunter einiges, das viel weniger wichtig ist.

Vielen Dank für Ihr Ja zu dieser existenziellen Volksinitiative.

Schläpfer Therese (V, ZH): Vor genau einer Woche hat uns unser Finanzminister Ueli Maurer ins Gewissen geredet, es sei einfach, fremdes Geld auszugeben. Ich habe ihn beobachtet, wie er in die linke Ratshälfte geschaut hat, denn dort entspringen meistens die Ideen, viel Geld ausgeben zu wollen, ohne dass es vorhanden ist. Die Initiative ist nicht durchdacht und ein typisches Wahlvehikel. Die Frage stellt sich, warum in der Schweiz eine 13. AHV-Rente an alle Bezüger ausbezahlt werden soll, an jene, die eine tiefe AHV-Rente haben, aber auch an jene, die von einer höheren AHV-Rente profitieren.

Zunächst einmal ist es wichtig zu betonen, dass die Schweizer Altersvorsorge ein solides und gut funktionierendes System ist. Die AHV sorgt dafür, dass Rentnerinnen und Rentner ein regelmässiges Einkommen erhalten, das ihnen ein sicheres Leben im Alter ermöglicht. Reicht ihnen das nicht aus, haben sie die Möglichkeit, Ergänzungsleistungen zu beantragen. Eine 13. AHV-Rente würde jedoch das System unnötig belasten



und die finanziellen Ressourcen der AHV verringern. Die AHV wird aus Beiträgen von Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern und Arbeitgeberinnen und Arbeitgebern finanziert. Die AHV muss sich an die demografischen Veränderungen in der Bevölkerung anpassen. Mit anderen Worten: Es muss berücksichtigt werden, dass immer weniger Erwerbstätige immer mehr Rentner unterstützen.

Wenn eine 13. AHV-Rente eingeführt würde, müssten diese Beiträge erhöht werden, um die zusätzlichen Ausgaben zu decken. Das bedeutet, dass die Erwerbstätigen weniger Lohn ausbezahlt bekommen. Die Lohnabzüge würden sich um 0,8 Prozent erhöhen. Die Arbeitgeber wiederum hätten weniger Kapital für Innovationen zur Verfügung. Ebenfalls wäre eine Erhöhung der Mehrwertsteuer um 1,1 Prozentpunkte nötig. Der Wirtschaft würde Kapital entzogen. Auf die Verwendung von Geldern der SNB ist sowieso nicht zu zählen, das haben hoffentlich alle hier im Saal mitbekommen. Es käme also nur noch eine finanzielle Beteiligung der öffentlichen Hand infrage, das hiesse unweigerlich eine Steuererhöhung.

Vielleicht haben ja die SP und die Grünen das Abstimmungsergebnis zur seinerzeit geforderten Erhöhung von 70 Franken vergessen. Zur Erinnerung: Sie wurde vom Stimmvolk abgelehnt. In der Schweiz haben wir ein durchaus austariertes Rentensystem. Ich bestreite nicht, dass nicht alle Rentner ihr Leben mit der AHV-Rente bestreiten können. Aber dafür stehen diesen Menschen die Ergänzungsleistungen zur Verfügung. Sicher ist es für jedermann schön, Geld zur Verfügung zu haben. Die Initiative unterscheidet aber nicht, ob es jemand nötig hat oder nicht. Während einer Diskussion im Zug hat mir mal jemand gesagt: "Oh toll, dann kann ich mir damit eine Flugreise mehr gönnen." Das wird dann durch die Erwerbstätigen und die Arbeitgeber finanziert. CO2-Ausstoss? Egal!

Wir brauchen die 13. AHV-Rente nicht, weil die AHV jetzt schon unter der bestehenden Last ächzt. Die bestehenden Leistungsverpflichtungen haben die AHV schon länger in Schieflage gebracht. Die Zusatzausgaben in der Höhe von 5 Milliarden Franken sind unter allen denkbaren Alternativen nicht finanzierbar. Die vorgebrachten Gründe zur Notwendigkeit halten einer Überprüfung nicht stand.

Die Initiative ist nicht finanzierbar, und deshalb ist sie auch unnötig. Ich danke Ihnen, wenn Sie sie zur Ablehnung empfehlen.

Marra Ada (S, VD): Permettez-moi de rester brève, d'en rester aux concepts, pour éviter l'enfumage du slogan qui prétend: "Il n'y a pas d'argent dans les caisses", quand on sait que c'est un choix politique.

Etre Suisse, c'est ce que chacune et chacun dans cet hémicycle essaie de définir lors de tous les discours du 1er août: définir ce qui caractérise son pays; définir ce qui a construit notre pays. L'AVS en fait partie. Cette assurance a permis de garantir une vie digne à des centaines de milliers de personnes à la fin de leur vie active. Cette assurance est si bien faite qu'elle permet une merveilleuse solidarité entre son financement et sa distribution. L'AVS a perdu le poids qu'elle avait dans la construction de la prévoyance vieillesse en général. Face au deuxième et au troisième piliers, elle a perdu de sa force. Une rente AVS ne suffit plus pour vivre, contrevenant ainsi à l'esprit même de la Constitution.

On s'est dirigé de plus en plus vers une prévoyance vieillesse qui dépend de la force individuelle et non plus collective. Or il est des habitantes et des habitants de notre pays qui vivent chichement avec leur rente AVS et leur deuxième pilier très maigre parce qu'ils n'ont pas pu cotiser ou que très peu. Ces gens ont besoin de plus d'argent, ces gens ont besoin de retrouver une AVS qui leur permette de vivre une vie digne. Avec quel courage la droite de cet hémicycle, dont le premier pilier sera sûrement des "peanuts" dans sa prévoyance générale, vient dire que celles et ceux qui en ont besoin doivent se serrer la ceinture! Quelle preuve de cynisme dans ce Parlement de tout faire pour remplir les poches des assureurs du troisième pilier et de ne pas consolider l'AVS aux dépens des personnes à petit revenu qui ne peuvent de toute façon pas se payer un troisième pilier!

"Mère patrie", elle est bien belle cette expression. C'est un sentiment, celui de savoir que, quoi qu'il advienne, notre propre pays nous protégera, prendra soin de nous, celui de savoir que, si on est malade à l'étranger, on nous rapatriera, celui de savoir qu'en cas de coup dur, elle nous aidera, celui enfin de savoir qu'après une vie de travail, on pourra se reposer.

AB 2022 N 2350 / BO 2022 N 2350

Or, pour beaucoup de Suissesses et de Suisses, de travailleurs et de travailleuses qui ont bâti notre pays, à l'heure de la retraite c'est comme si on leur demandait implicitement de s'en aller. Le choix est simple: vivre pauvre en Suisse ou décemment à l'étranger. C'est ce que l'on constate, des concitoyennes et des concitoyens qui partent parce qu'ils n'ont pas les moyens de vivre en Suisse à leur retraite. Je suis désolée, mais nous devrions en avoir honte!

Cette initiative populaire "pour une 13e rente AVS" ne vise que le minimum que nous puissions donner à nos retraités. Ce n'est pas encore la solution qui consisterait en une reconsolidation du premier pilier, mais c'est un



début. Cette initiative, permet de retrouver un peu de suissitude, la solidarité générationnelle; ce n'est pas le discours libéral consistant à dire qu'il ne faut pas remettre une dette financière, en rabotant sur le bien-être de nos concitoyennes et concitoyens; c'est équilibrer le privé et le public. Aujourd'hui, il faut rééquilibrer le public, il faut recommander le oui à cette initiative de l'USS.

Locher Benguerel Sandra (S, GR): Unbestritten blieb im Vorfeld der Abstimmung Ende September die Tatsache, dass in unserem Land dringender Handlungsbedarf in Bezug auf die Altersarmut besteht. Die Initiative für eine 13. AHV-Rente gibt Antworten auf verschiedene Herausforderungen.

1. Die 13. AHV-Rente bedeutet mehr zum Leben. Mit der 13. AHV-Rente verbessern wir die Renten der Normalverdienenden, und das ist dringend nötig. Was es heisst, wenn die Krankenkassenprämien steigen und die Teuerung ungebremsst zunimmt, erlebe ich in meinem persönlichen Umfeld. Da bedeutet eine Zahnarztrechnung oder der Kauf einer neuen Brille bereits eine grosse finanzielle Herausforderung.

Wir wissen es: Die Pensionskassen befinden sich seit Jahren im Sinkflug. Eine faire Lösung in Bezug auf die BVG-Revision ist angesichts der Vorlage, die vor ein paar Tagen im Ständerat verabschiedet wurde, nicht in Sicht. Deshalb gilt es mehr denn je, die AHV zu stärken, denn diese hat das beste Preis-Leistungs-Verhältnis. Gemäss einer Studie wäre es für eine grosse Mehrheit der Erwerbstätigen viel günstiger, eine 13. AHV-Rente mitzufinanzieren, als in der zweiten Säule einen entsprechenden Betrag anzusparen. Ich mache Ihnen ein konkretes Beispiel: Eine Pflegefachfrau in meinem Alter mit zwei Kindern müsste für die 13. AHV-Rente monatlich 20 Franken bezahlen. Für dieselbe Rentenleistung in der zweiten Säule müsste sie monatlich 160 Franken einzahlen. Das zeigt, die 13. AHV-Rente ist wirksam und bringt eine Rentenerhöhung um 8,3 Prozent. Auch wenn der Bundesrat Ende Oktober beschlossen hat, gemäss dem gesetzlichen Mischindex die monatliche AHV-Mindestrente im Jahr 2023 um 2,5 Prozent zu erhöhen, bleibt die finanzielle Situation für viele Menschen prekär.

2. Die 13. AHV-Rente erfüllt den Verfassungsauftrag. Von der AHV kann heute niemand leben, obwohl die Verfassung seit fünfzig Jahren existenzsichernde Renten verspricht. Die mittlere AHV-Rente beträgt heute knapp 1800 Franken pro Monat. Dies entspricht noch 21 Prozent des Durchschnittslohns. Früher waren es mehr als 26 Prozent. Konkret wären dies heute knapp 500 Franken mehr AHV pro Monat. Zur Erinnerung: Die Skos-Richtlinien definieren die Armutsgrenze bei 2300 Franken. Ohne eine Erhöhung der AHV-Renten wird sich dieses Problem weiter verschärfen. Die Initiative ist simpel und bietet Antworten gerade auch für die Umsetzung des Verfassungsauftrags.

3. Die 13. AHV-Rente korrigiert die Rentenlücke der Frauen. Gerade in Anbetracht der gravierenden Rentenlücken bei den Frauen stehen wir in der Verantwortung, weitergehende Massnahmen zu treffen. Zur Erinnerung: Ein Drittel aller Frauen bezieht nur die AHV, jede neunte Frau braucht Ergänzungsleistungen, die Rentenlücke der Frauen beträgt pro Jahr 20 000 Franken. Die Gründe sind bekannt, ich führe diese nicht weiter aus.

Nur die AHV berücksichtigt die mehrheitlich von Frauen geleistete, nicht entlohnte Pflege- und Betreuungsarbeit für die Rentenbildung. Gemäss der neusten Erhebung des Bundesamtes für Statistik leisten Frauen durchschnittlich pro Woche unbezahlte Arbeit im Umfang von 29 Stunden. Deshalb ist jede Erhöhung der AHV-Renten die effektivste Art, um auch das Renteneinkommen von Frauen zu verbessern und die Rentenlücke zu verkleinern.

Ich komme zum Schluss: Wer ein Leben lang gearbeitet hat, verdient im Alter ein Leben in Würde. Dazu gehört eine faire Rente. Mit der vorliegenden Initiative leisten wir einen Beitrag dazu.

Deshalb bitte ich Sie, die Initiative zur Annahme zu empfehlen.

Imboden Natalie (G, BE): Ich habe den verschiedenen bürgerlichen Votantinnen und Votanten aufmerksam zugehört. Mehrere haben den Fokus darauf gelegt, dass es Menschen in diesem Land gibt, die im Alter gut situiert sind; wir mögen es ihnen auch gönnen. Wenn man aber, und hier fängt die Scheinheiligkeit an, von diesen Menschen spricht, werden diejenigen, denen es eben nicht so gutgeht, aus den Augen gelassen. Es ist scheinheilig, weil genau die bürgerliche Mehrheit es in der Hand hätte, einen Gegenvorschlag zu machen, um hier auch gezielt eingreifen zu können. Die gleichen Bürgerlichen, die die Erbschaftssteuer in der Vergangenheit immer wieder abgelehnt haben, haben es verpasst, hier ein Finanzierungsinstrument anzuwenden, welches genau diese Ungleichheit anpacken würde. Darum, genau darum ist die Initiative für eine 13. AHV-Rente die einzige vorliegende und die richtige Antwort auf die Frage nach der Altersarmut.

An die Adresse von Herrn Silberschmidt, der das Dreisäulenprinzip so in den Himmel gelobt hat: Auf meine Frage vorhin haben Sie keine Antwort gegeben. 3,2 Prozent der Frauen im Rentenalter haben eine dritte Säule. Diese dritte Säule ist also ein Phantom, wenn Sie von ihr sprechen, jedenfalls für die Frauen in diesem Land.



Die Hälfte der Frauen in diesem Land hat auch keine zweite Säule. Darum ist die AHV so wichtig. 1876 Franken beträgt im Durchschnitt die Altersrente, wie sie heute ausbezahlt wird. Wir alle wissen es, Sie alle, die hier sitzen, und vor allem auch diejenigen, die nicht hier sitzen, wissen es: Von dieser Rente kann man in diesem Land nicht leben. Dieser Betrag ist tiefer als das Existenzminimum und tiefer als die Ansätze in der Sozialhilfe. Wenn wir in den letzten Jahren die AHV den durchschnittlichen Lohnentwicklungen angepasst hätten, dann müsste sie heute nämlich viel höher sein und dürfte nicht bei diesen tiefen 1876 Franken liegen. Auch mit dem BVG zusammen – das wissen wir – reicht es trotzdem nicht, weil gerade die Rentensituation von Frauen sehr prekär ist. Ich habe erwähnt, dass fast ein Drittel aller Frauen keine Leistungen aus der zweiten Säule hat. In den typischen Frauenberufen betragen die Pensionskassenrenten vielleicht 500 oder 800 Franken. Das reicht vorne und hinten nicht, obwohl die Verfassung existenzsichernde Renten im Alter verspricht. Die Ergänzungsleistungen sind keine Antwort auf dieses Problem. Die Ergänzungsleistungen sind bestenfalls eine Notlösung für ein Dreisäulenkonzept, welches eben nicht im Lot ist.

Die AHV ist die einzige geniale Erfindung und das stärkste Sozialwerk in diesem Land. Sie ist ein sozial-politisches "Swiss made": solidarisch für alle und extrem effizient. Genau für diese Werte stehen wir in der Schweiz. Zum 75. Geburtstag unserer AHV braucht es jetzt ein Update mit der 13. Rente. Das Zentrale an der AHV ist, dass alle versichert sind. Die AHV ist bewusst als Giesskanne im positiven Sinn ausgestaltet: Alle zahlen ein, und alle erhalten etwas, wobei es, je nach den finanziellen Möglichkeiten, Unterschiede gibt. Die AHV ist ebenfalls genial, weil sie die Erziehungs- und Betreuungsarbeit der Frauen, aber auch der Männer bei der Rentenbildung anerkennt. Dieser Mechanismus ist wichtig. Er nützt uns auch im Umgang mit der Frage betreffend eine bessere Verteilung der bezahlten und unbezahlten Arbeit. Deshalb profitieren 90 Prozent der Bevölkerung, genau wegen dieser Solidarität, auf die wir alle, auch die Bürgerlichen in diesem Land, stolz sein sollten.

Wir wissen alle – es wurde von Weihnachtsgeschenken geredet –, wie wichtig es ist, dass Menschen am Ende des Jahres die Möglichkeit haben, eine Reserve zurückzulegen, für allfällige Zahnarztrechnungen, für die Bezahlung der Steuern

AB 2022 N 2351 / BO 2022 N 2351

oder für ein Weihnachtsgeschenk für die Liebsten. Hier kann die 13. Rente einen Beitrag leisten; sie ist eben auch ein wenig wie ein 13. Monatslohn, wie ihn die meisten, aber leider auch nicht alle haben.

Ich komme zum Schluss: Die 13. AHV-Rente korrigiert die Frauenrentenlücke, darum ist sie so wichtig. Nach dem BVG-Debakel ist sie nötiger denn je. Die 137 000 Unterschriften zeigen den starken Rückhalt.

Empfehlen Sie diese Initiative zur Annahme, weil sie für die Solidarität in diesem Land wichtig ist.

Fehlmann Rielle (S, GE): L'AVS est le premier pilier de notre prévoyance vieillesse: c'est une conquête sociale majeure du XXe siècle, entrée en vigueur le 1er janvier 1948. L'AVS représente plus qu'une assurance sociale, c'est aussi le symbole de la cohésion sociale, puisqu'elle a permis à des générations de personnes âgées de vivre avec un revenu assuré au moment de leur retraite.

Toutefois, au cours des décennies précédentes, on ne s'est pas donné les moyens d'adapter les rentes à l'augmentation du coût de la vie, et en particulier à celui des loyers et des primes d'assurance-maladie.

La Constitution fédérale prévoit que toute personne qui prend sa retraite doit pouvoir maintenir son niveau de vie antérieur de manière appropriée. Mais pour un nombre croissant de personnes, cet objectif n'est pas atteint avec les rentes actuelles de l'AVS. De plus, nombreux sont ceux qui ne disposent que d'un maigre deuxième pilier ou de pas de deuxième pilier du tout. Je rappelle qu'un tiers des femmes n'ont toujours pas de deuxième pilier. Et ce n'est pas la réforme de la LPP, discutée actuellement, qui va améliorer la situation, puisqu'elle prévoit plutôt un abaissement des rentes. De plus, les mêmes personnes n'ont pas les moyens de se constituer un troisième pilier, car leur salaire ne leur a pas permis d'accumuler des économies. 19 pour cent des rentiers et 38 pour cent des rentières ne disposent que de l'AVS pour vivre, ce qui est évidemment insuffisant.

Rappelons aussi que les couples mariés n'ont pas, chacun, une rente entière, mais seulement 75 pour cent de la rente. On entend actuellement parler de personnes âgées qui doivent divorcer pour avoir une rente entière. C'est vraiment un effet pervers de notre système. Celles et ceux qui sont dans le besoin peuvent bénéficier des prestations complémentaires qui sont plus ou moins généreuses selon les cantons, mais cette situation n'est pas satisfaisante. D'une part, des personnes qui ont travaillé toute leur vie ne devraient pas être obligées d'avoir recours à cette forme d'assistance, et d'autre part, cela constitue un report de charges sur les cantons, alors qu'un système équitable doit être à même d'assurer un financement suffisant des rentes dans toute la Suisse.



Est-il normal qu'une personne ayant trimé toute sa vie ne puisse pas recevoir une rente AVS entière et le maximum de celle-ci? Cette situation n'est pas digne d'un pays aussi riche que la Suisse.

L'AVS repose sur des bases solides: malgré les prédictions alarmistes des partis de droite et des milieux de l'économie et de la finance, l'AVS est saine. Il s'agit de passer le cap de la génération du baby-boom et sa situation financière sera stabilisée.

Lors du débat sur le projet AVS 21, ces mêmes milieux ont martelé qu'il fallait des apports financiers substantiels afin de sauver l'AVS: et où a-t-on trouvé ces moyens? En faisant travailler les femmes un an de plus avec l'argument fallacieux de l'égalité entre femmes et hommes. Quand il s'agit d'appliquer l'égalité salariale, qui est pourtant aussi prévue par la Constitution, les politiciens et politiciennes bourgeoises ne votent aucune mesure efficace. La réforme antisociale découlant du projet AVS 21 a malheureusement été acceptée à une très petite majorité. Mais cela ne règle en rien le fait que de nombreuses personnes, y compris des hommes, ne peuvent pas vivre correctement avec leur seule rente AVS.

Le Conseil fédéral prétend que l'on n'a pas les moyens de s'offrir une treizième rente AVS et que son coût représenterait 0,8 pour cent de cotisation salariale en plus – 0,4 pour cent pour l'employeur et 0,4 pour cent pour l'employé. Justement, cela fait bien longtemps que l'on n'a pas augmenté les charges sociales, et c'est l'une des mesures qui permettrait de financer notre premier pilier en mettant aussi à contribution les employeurs.

Il est donc impératif d'augmenter les rentes AVS afin de couvrir les besoins vitaux des retraitées et des retraités. C'est bien le but de cette initiative dont je recommande l'acceptation.

Glättli Balthasar (G, ZH): Für mich ist ein Ja zu dieser Initiative "für ein besseres Leben im Alter", für eine 13. AHV-Rente eigentlich ein "no-brainer". Wir alle wissen es, die AHV ist das grösste Solidarwerk in diesem Land. Wenn wir hier auf etwas gemeinsam stolz sein können, was die soziale Grundsicherung anbelangt, dann ist es sicher die AHV. Die Idee ist nicht, die Unterschiede zu verstärken, sondern das Gemeinsame zu betonen. Die AHV ist jenes Sozialwerk, das wirklich dafür schaut und auch von der Verfassung her dafür schauen soll, dass nach gehabtem Erwerbsleben in der Pensionierung alle das Existenzminimum haben. Es ist die Folge einer bedauerlichen gesellschaftlichen Realität, dass heute gerade die Frauen darauf angewiesen sind, dass sie die AHV kriegen. Es ist umgekehrt richtig – das kann man auch mit Stolz und positiven Gedanken sagen –, dass die AHV ihre grosse Umverteilungsleistung eben gerade auch dorthin erbringt.

Die AHV ist ein Umverteilungswerkzeug. Alle müssen zahlen, und alle kriegen eine Grundsicherung. In dieser Grundsicherung wird zwar nach Minimal- und Maximalrente unterschieden, aber nicht nach dem Einkommen. Genau das ist auch der verfassungsmässige Auftrag der AHV: nicht die Reichen im Alter reich und die Armen im Alter arm zu behalten, sondern sicherzustellen, dass jede und jeder im Alter ein Leben in Würde leben kann. In der Debatte vorhin war es immer wieder ein Argument, dass es für Menschen, welche mit der AHV nicht durchkommen, ja noch die Ergänzungsleistungen gebe. Dass Ergänzungsleistungen überhaupt benötigt werden, hat nur damit zu tun, dass der verfassungsmässige Auftrag und die politische Grundidee des Dreisäulenkonzepts bis heute nicht umgesetzt sind. Der verfassungsmässige Grundauftrag und die politische Ursprungs-idee der AHV bestehen eben genau in der Existenzsicherung und in der bedingungslosen Sicherung eines Lebens in Würde im Alter für alle Menschen.

Heute haben wir die Möglichkeit, mit der Initiative für eine 13. AHV-Rente einen Schritt vorwärtszugehen, damit das ursprüngliche Ziel der AHV seiner Verwirklichung endlich näher kommt. Mit einem Ja zur Volksinitiative "für ein besseres Leben im Alter" werden wir viele Probleme unseres Rentensystems zwar nicht lösen können. Was wir aber tun können – und ich bin überzeugt davon, dass wir das tun müssen –, ist, dafür zu sorgen, dass die AHV als Fundament unserer Sozialversicherungen auch wieder real ein stärkeres Element einer existenzsichernden Altersvorsorge wird.

Deshalb empfiehlt die grüne Fraktion mit Überzeugung, Ja zur Volksinitiative "für ein besseres Leben im Alter", Ja zur Initiative für eine 13. AHV-Rente zu sagen.

Reimann Lukas (V, SG): Ausgerechnet diese Generation, die unser Land aufgebaut und stark gemacht hat, die Tag und Nacht gearbeitet hat, ausgerechnet diese Generation wird heute alleingelassen. Sie ist heute alt, sie ist arm, sie ist ausgegrenzt, und sie wird in ganz vielen Bereichen auch von der Politik schlecht behandelt, nicht so behandelt, wie sie es verdient hätte.

Es fängt schon früh an: Wenn Sie mit fünfzig Jahren einen Job suchen, dann ist es schwierig, einen zu finden. Viele Firmen setzen lieber auf günstige Praktikanten als auf ältere Arbeitnehmer. Zu Unrecht: Ältere Arbeitnehmer strahlen Gelassenheit aus, denn durch ihren Erfahrungsschatz behalten sie den Überblick. Neben guten Ausbildungsplätzen im Inland sind sie die ideale Antwort, um dem Fachkräftemangel entgegenzuwirken.

Nach der Pensionierung kommt es noch dicker. Über 200 000 Rentner können mit den AHV-Renten und Pen-



sionskassenbezügen die minimalsten Lebenskosten nicht decken, und

AB 2022 N 2352 / BO 2022 N 2352

Jahr für Jahr werden es mehr. Viele haben ein Leben lang gearbeitet, hart gearbeitet. Spätestens dann, wenn längere Heimaufenthalte hinzukommen, verschwindet das über Jahre ersparte Vermögen innert Kürze. Altersarmut ist ein grosses Problem, da gibt es nichts schönzureden. Die Inflation verstärkt dieses Problem noch. Wir haben es mit einer Generation zu tun, die es sich nicht zum Hobby macht, Geld vom Staat zu sammeln und zu holen. Es ist eine Generation, die sich schämt, wenn sie zum Staat gehen und Geld oder Ergänzungsleistungen beziehen muss. Es gibt viele Menschen, die das nicht tun, obwohl sie das Recht dazu hätten.

Ich besuchte letzte Woche eine an Demenz erkrankte 93-jährige Person. Sie wollte sofort spazieren gehen, was wir dann auch taten. Sie sagte, sie sei seit zwei Wochen nicht mehr an der frischen Luft gewesen, denn es sind zu wenige Betreuer da, die mit den Personen rausgehen. In jedem Gefängnis werden die Straftäter besser versorgt als unsere älteren Menschen in diesem Land. Ausgerechnet diese Generation hart arbeitender Männer und Frauen, welche entscheidend zum Wohlstandsniveau der Schweiz beigetragen hat, wird heute links liegen gelassen. Politiker in Bern stocken lieber Gelder fürs Ausland und Sozialleistungen an Leute auf, die oft noch nicht einmal ein Jahr in der Schweiz gearbeitet haben. Jeder Asylant bekommt den Gratisanwalt. Wo aber sind die Rechte der Schweizer Seniorinnen und Senioren? Für ihre Rechte sollten wir einstehen. Die Generation, die unser Land stark gemacht hat, hat mehr Respekt und Anerkennung verdient.

Entscheidend ist aber nicht eine 13. AHV-Rente, sie hilft wenig bis gar nichts. Die 13. AHV-Rente geht auch an die Millionäre, sie geht an alle, und nirgendwo ist die Schere zwischen Arm und Reich so gross wie bei den älteren Personen. Wieso machen Sie dann genau hier eine Variante, mit der einfach allen gleich viel mehr, aber den Armen nicht genug gegeben werden soll? Es wäre viel wichtiger, die Inflation tief zu halten und die Renten an die Inflation anzupassen, wie wir es beschlossen haben. Mit der CO₂-Abgabe auf Heizöl und so weiter erweisen Sie den älteren Leuten einen Bärendienst, denn diese sind einerseits anfälliger auf Kälte, und andererseits sind sie häufiger daheim und haben somit mehr Mühe, Energie zu sparen. Sie sind letztendlich auch einsamer, denn wenn man kein Geld hat, dann kann man auch nicht ins Kino oder ins Café gehen.

Ich bin froh und dankbar, dass dieses Thema angesprochen wird. Aus meiner Sicht ist es ein ganz wichtiges Thema, und es bedarf Lösungen. Aber der Ansatz einer 13. AHV-Rente ist einfach sehr populistisch und bringt den betroffenen Menschen im Endeffekt wirklich nichts.

Darum: Bekämpfen wir die Altersarmut, aber bekämpfen wir auch diese Initiative für eine 13. AHV-Rente!

Maillard Pierre-Yves (S, VD): Monsieur Reimann, vous aviez si bien commencé. Vous avez décrit de manière très réaliste la situation de beaucoup de retraités dans notre pays. Contrairement à tous ceux qui disent que tout va bien, vous semblez avoir compris qu'il y a un vrai problème. Mais à la fin, vous inventez des arguments qui concernent d'autres dossiers pour dire non.

Ma question est la suivante. Cette réforme amènerait environ 1800 francs par année aux personnes que vous avez décrites, qui sont dans la pauvreté. Quel autre projet concret, dans les deux prochaines années, permettra d'amener cette même somme aux personnes que vous avez décrites?

Reimann Lukas (V, SG): Ich habe die Frage verstanden. Das Problem an Ihrer Initiative ist einfach, dass diese tausend Franken mehr auch an die Millionäre gehen; sie gehen auch an alle, die es wirklich nicht nötig haben. Ich glaube, wir sollten einzelfallgerechte, individuelle Lösungen finden.

Ich komme zu einem weiteren Punkt, über den in diesem Saal zwar selten gesprochen wird, weil alle sagen, die Schweizerische Nationalbank habe nichts mit der Politik zu tun. Aber die Geldpolitik ist natürlich ein entscheidender Faktor, der die Inflation antreibt und letztendlich Menschen in die Armut treibt. Das betrifft bei gleichbleibender Rente vor allem auch Senioren. Ich glaube, wir müssen viel mehr auch die Geldpolitik anschauen. Das endlose Gelddrucken wird am Schluss die Existenzen vieler Menschen bedrohen.

Bendahan Samuel (S, VD): Ces vingt dernières années, la rente moyenne effectivement touchée pour l'AVS a augmenté de 245 francs: 245 francs de hausse des rentes, soit à peu près 15 pour cent, une hausse similaire à l'indice officiel des prix à la consommation. En même temps que cette hausse de 245 francs, les loyers ont augmenté de plus de 30 pour cent, les primes maladie ont plus que doublé – et celles-ci ne figurent pas dans l'indice des prix à la consommation –, les transports publics coûtent eux aussi plus de 30 pour cent de plus.

Alors qu'est-ce qu'on peut faire avec ces 245 francs de hausse en 20 ans? Comment, avec 245 francs de hausse, paiera-t-on les 300 francs de loyer en plus, les 200 à 300 francs de prime maladie en plus, les hausses des coûts des transports publics? Comment peut-on payer 1000 francs avec 245 francs? C'est impossible!

Ce que nous faisons aujourd'hui, en n'améliorant pas les rentes AVS, c'est remercier toutes les personnes qui



ont travaillé pour notre pays en les laissant sombrer petit à petit dans la précarité et la pauvreté. Et cela, c'est absolument inacceptable pour notre pays et pour notre population.

Remercier les gens pour leur contribution à la cohésion nationale, c'est aussi accepter que, au minimum, ils ne perdent pas chaque année du pouvoir d'achat et donc de la liberté à la fin du mois. Cette initiative, ce n'est que 150 francs de rente en plus. 150 francs par mois, c'est si peu, et pourtant, chacun de ces francs sera nécessaire pour toutes les personnes qui ont de la peine à payer leurs factures, alors qu'en plus les prix continuent d'augmenter. Comment peut-on tolérer que les personnes qui sont à la retraite ne sachent plus comment elles vont faire pour payer ces factures?

Pour ce qui est des coûts, nous parlons de 0,8 pour cent d'équivalent de cotisation, 0,8 pour cent de cotisation pour plus de 8 pour cent de hausse des rentes. Mais qui n'accepterait pas ce deal? Qui n'accepterait pas de sacrifier un tout petit peu de ces revenus actuels pour garantir près de 10 pour cent d'augmentation de nos revenus plus tard, quand on en aura vraiment besoin?

De quoi parle-t-on pour ce qui est des recettes? Nous parlons de payer un montant petit à l'échelle nationale. Mais pour la cohésion de notre pays, pour les gens qui y vivent, pour que nous puissions être fiers de nous, c'est en définitive peu d'argent qui aura beaucoup d'effet.

J'aimerais vous dire cela: ces 4 milliards de francs que va coûter cette réforme, savez-vous où nous pourrions les trouver sans faire payer un franc à la population suisse? Je vais vous dire où nous pouvons les trouver. Il y a quelques années, deux gros projets étaient sur la table du Parlement: la suppression de l'entier du droit de timbre et la suppression de l'impôt anticipé. Le peuple suisse nous a fait un cadeau, cadeau aussi offert par le Parti socialiste suisse qui a lancé le référendum contre ces réformes. Grâce à cela, nous avons fait économiser des milliards de francs à la population en faisant échouer la suppression du droit de timbre, en faisant échouer la suppression de l'impôt anticipé et en faisant échouer aussi des baisses d'impôts pour les très très riches familles avec des enfants. Toutes ces suppressions d'impôts nous permettent à elles seules de financer cette proposition d'une treizième rente AVS. Toutes ces propositions sur la table du Parlement n'avaient aucun contre-financement. Elles auraient juste coûté 4 milliards de francs à la population.

Je vous le dis, proposons la chose suivante. Le peuple a dit non à ces réformes fiscales qui ne profitaient qu'aux riches et aux multinationales; l'argent est maintenant là pour la population. Une treizième rente serait une façon de garantir que cet argent aille à tout le monde.

Nantermod Philippe (RL, VS): C'est bientôt Noël et la tentation est forte de soutenir cette initiative populaire et d'inviter la population à en faire autant. Distribuer, distribuer, il en restera toujours quelque chose.

AB 2022 N 2353 / BO 2022 N 2353

A écouter les initiants, l'Etat social aurait été scié et démantelé durant ces dernières années. Mais voilà, si on regarde les chiffres, c'est plutôt l'inverse. Le compte des assurances sociales en Suisse, en 2020, c'est 182 milliards de francs de dépenses, selon l'Office fédéral de la statistique. 182 milliards de francs de dépenses, c'est 26 pour cent du produit intérieur brut. Plus d'un franc sur quatre produit en Suisse a terminé dans les assurances sociales. Ce montant a évolué de la manière suivante: en 2010, 24 pour cent du produit intérieur brut servaient aux assurances sociales; en 2000, ce montant ne s'élevait qu'à 20 pour cent. Cela signifie qu'au cours des vingt dernières années, nous avons pu assister à une lente mais constante augmentation de la part des richesses nationales consacrées aux assurances sociales.

Ces dernières années, les actifs ont contribué de manière énorme à l'équilibre intergénérationnel. Les actifs les plus jeunes financent l'AVS largement au-delà des prestations qu'ils pourront espérer toucher. Ils financent la LPP avec un taux de conversion minimum qui, nous le savons, est trop élevé et qui n'a pas été adapté à l'augmentation de l'espérance de vie. Ils paient des primes d'assurance-maladie toujours plus chères, qui servent évidemment, et c'est bien, aux personnes malades, mais qui ne sont pas non plus les plus jeunes.

L'Etat social, dans tout cela, n'a fait que croître ces dernières années. J'ai été élu en 2015, et j'aimerais quand même rappeler ce que nous avons fait en sept ans. En sept ans, nous avons adopté un congé paternité; nous avons élargi le droit au congé maternité; nous avons adopté une rente-pont pour les chômeurs âgés; nous avons instauré une assurance perte de gain pour les proches aidants; nous avons élargi le droit aux allocations perte de gain et aux indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail en raison du Covid-19 dans des proportions complètement démesurées, immenses, qui étaient nécessaires, mais que nous mettrons des années à rembourser; nous avons élargi le droit aux allocations familiales; nous avons étendu la liste des prestataires remboursés dans l'assurance-maladie aux psychologues et, la semaine passée, aux infirmiers. Tout cela représente des milliards de francs de dépenses supplémentaires; tout cela, ce sont des assurances sociales nouvelles.



Chaque réforme indispensable dans les assurances sociales s'est systématiquement faite au prix de mesures de compensation coûteuses. Ce ne sont là que quelques exemples. Depuis des années, l'Etat social croît, l'Etat social augmente: nous construisons, session après session, de nouvelles assurances sociales. C'est peut-être réjouissant, mais ce n'est pas durable. Nous ne pouvons pas accepter cette politique qui fait primer les besoins avant les moyens. Avant de distribuer, il nous faut produire, et la croissance économique famélique qui est la nôtre ne suffira pas. Même à la veille de Noël, nous ne pouvons qu'inviter le peuple à rejeter cette initiative, qui n'est pas finançable, et à la ramener sur la table, peut-être, le jour où la Suisse aura retrouvé une croissance économique digne, mais en tout cas pas dans une période où l'économie va si mal. Pour ces raisons, je vous remercie d'inviter le peuple à rejeter cette initiative.

Bendahan Samuel (S, VD): Monsieur le conseiller national Nantermod, à vous entendre j'ai le sentiment, depuis des années que vous parlez de l'effet des assurances sociales sur les finances publiques, que vous vous trompez d'apocalypse. Ma question est la suivante: vous dites que nous ne pouvons pas nous permettre cela, alors comment se fait-il que le Liechtenstein, lui, puisse se le permettre, d'avoir une treizième rente AVS?

Nantermod Philippe (RL, VS): Monsieur Bendahan, je ne parle pas des finances publiques. Je parle des finances des Suisses qui, chaque année, paient de plus en plus d'impôts et voient leur revenu disponible diminuer, parce que les assurances sociales sont toujours plus importantes. Je crois que les gens doivent pouvoir bénéficier du fruit de leur travail avant de devoir payer les nouvelles assurances sociales que vous voulez mettre en oeuvre.

Badran Jacqueline (S, ZH): Wir haben es gehört: Von rechter Seite wird argumentiert, diese AHV-Rentenerhöhung sei nicht finanzierbar, sie sei zu teuer, es entstehe ein Finanzierungsversprechen zulasten der Jungen und überhaupt sei unser Dreisäulensystem ein sehr ausgewogenes System. Tatsächlich?

Jährlich schieben wir 100 Milliarden Franken an Lohnbeiträgen in die beiden Sozialwerke AHV und BVG. Diese 100 Milliarden – das ist der einzige Punkt, in dem ich mit den Andri Silberschmidts und den Frau Sauters dieser Welt einverstanden bin – sollten nicht noch mehr werden. Das sage ich als Arbeitgeberin. Von diesen 100 Milliarden schieben wir 66 Milliarden ins BVG und nur halb so viel in die AHV. Interessanterweise erhalten wir aus der AHV aber eine Durchschnittsrente von 1800 und aus dem BVG eine Durchschnittsrente von 1700 Franken. Was ist hier los? Das ist nicht ausgewogen.

Von den 66 Milliarden Franken, die wir ins BVG schieben, sind 5,6 Milliarden Verwaltungskosten; diese haben sich in den letzten zehn Jahren verdreifacht. Das sind 10 Prozent aller Beiträge, die wir dorthin schieben. Das ist nicht ausgewogen. Dazu finanzieren wir eine Legal Quote, also eine gesetzlich garantierte Gewinneinbehaltung, von bis zu 10 Prozent, welche an die Versicherungsbranche geht. Von den 66 Milliarden Franken, die die Wirtschaft trägt, fließen 22 Milliarden als Einmaleinlagen – also als Lohnbestandteile, auf die weder Steuern noch AHV-Abgaben anfallen – in die zweite Säule. Die 22 Milliarden Franken an Einmaleinlagen fließen an die Personen, welche die obersten 10 Prozent der Einkommen beziehen, also gerade an jene, die selber sparen können. Das ist nicht nur eine Fehlallokation, wie wir Ökonomen sagen, sondern es ist auch nicht ausgewogen. Die Rentenhöhe, die sich im BVG im Sinkflug befindet, ist vor allem von der Zinshöhe abhängig, und das ist ein nicht beeinflussbarer Faktor, der nicht ausgewogen ist.

Dann spricht Herr Silberschmidt von nicht einzuhaltenden Finanzierungsversprechen, die wir hier machen würden. Die nicht eingehaltenen Finanzierungsversprechen finden wir im BVG. Da zahlen die Jungen jetzt jedes Jahr an die Rentnerinnen und Rentner. Das ist total systemwidrig. Das ist nicht ausgewogen und ein fundamentaler Konstruktionsfehler. Ich nenne das System, für das unsere Lohnbeiträge verwendet werden, einen Finanzierungsflop und nicht ausgewogen. In diesem Fall, im BVG, finanzieren wir einen gigantischen "excess burden", einen Überhang, der nicht rentenbildend und eine gigantische Fehlallokation hinsichtlich derjenigen ist, die eigenverantwortlich sparen könnten. Bei der AHV ist jeder Beitrag direkt rentenbildend.

Was für ein Unfug über die Finanzierung geredet wird, zeigt folgendes Beispiel: Würden wir beim BVG auf den Medianlohn 1,6 Prozent weniger Lohnbeiträge zahlen, hätte das, bei 2 Prozent Zins, eine Rentensenkung von 30 Franken pro Monat zur Folge – 30 Franken! Wenn wir diese Lohnprozente zur AHV verschieben würden, gäbe das 0,8 Prozent mehr für die AHV; das gäbe dann 150 Franken mehr Rente pro Monat. Das wäre ausgewogen, weil wir mit dem gleichen Beitrag wesentlich mehr Rente aus dem System herausholen könnten, und damit wäre diese Initiative nämlich finanziert, und zwar mehr als finanziert – das nennt man ausgewogen. Natürlich bezahlen die Menschen mit hohen Einkommen deutlich mehr. 92 Prozent der Menschen sind Nettoempfänger und nicht Nettozahler. Aber bei den Personen, die dann 0,8 Prozent mehr zahlen, dafür im BVG 1,6 Prozent weniger, ist die Kaufkrafteinbusse respektive der Effekt auf ihr Lebensglück null – null Komma null! Aber 92 Prozent der Leute haben mehr Rente, mehr Kaufkraft. Das ist sowohl volkswirtschaftlich als auch für



die Individuen nützlich, das ist ausgewogen.
Deshalb muss man bei dieser Initiative ein Ja empfehlen.

Heimgartner Stefanie (V, AG): Ich erzähle Ihnen nichts Neues: Wir leben in einem Zeitalter, in dem wir immer gesünder leben, immer älter werden und uns auch immer mehr gönnen können. Das ist eigentlich wunderbar und schön, aber das

AB 2022 N 2354 / BO 2022 N 2354

hat auch seine Kosten. Unsere Lebenserwartung ist in den letzten Jahrzehnten markant gestiegen, währenddem unser Pensionierungsalter praktisch gleich geblieben ist. Die demografische Entwicklung, die Lebenserwartung sowie der Wirtschaftserfolg beeinflussen die finanzielle Lage der Alters- und Hinterlassenenversicherung. Nimmt die Zahl der über 65-jährigen Menschen zu, steigen die Ausgaben, da mehr Renten ausbezahlt werden müssen. Das ist logisch. Innert Jahren wird die Zahl der Rentner um eine Million wachsen.

Im Jahr 1948 wurde die Rente im Schnitt für 12 bis 13 Jahre bezogen. Heute werden die Renten im Schnitt für 20 bis 23 Jahre ausbezahlt, praktisch doppelt so lange. Eine AHV-Reform mit finanziellen Massnahmen ist daher dringend notwendig, denn die Kosten übersteigen die Einnahmen. Zwischen 2020 und 2040 wird ein Defizit in Milliardenhöhe erwartet. Eine Stabilisierung der AHV ist also dringend notwendig.

Natürlich habe ich mich aus diesem Grund im letzten Herbst auch für die beiden AHV-21-Vorlagen eingesetzt und bin froh, dass diese am 25. September 2022 angenommen wurden. Voraussichtlich wird die Reform per 1. Januar 2024 in Kraft treten. Dies bedeutet, dass ab dann das Referenzalter von Frauen und Männern auf 65 Jahre vereinheitlicht, der Altersrücktritt flexibilisiert und die Mehrwertsteuer leicht erhöht wird.

Mit der Reform werden strukturelle Modernisierungen sowie kleine finanzielle Massnahmen umgesetzt. Jetzt kommt's: Die Reform ist zwar noch nicht einmal in Kraft, trotzdem wollen die SP und der Schweizerische Gewerkschaftsbund schon wieder noch mehr Geld verteilen, welches wir gar nicht haben. Das ist Geld, welches in der AHV-Kasse nicht vorhanden ist und ausserdem nicht gerecht verteilt würde. Die Forderung nach der 13. AHV-Rente ist unseriös, denn es handelt sich hierbei um ein unterfinanziertes Leistungsversprechen, und die Vorlage würde zu Ungerechtigkeiten führen, denn Bezügerinnen und Bezüger der Invaliden- oder Hinterlassenenrente würden gegenüber den Pensionierten benachteiligt. Personen, welche unter dem Existenzbedarf leben, erhalten nämlich Ergänzungsleistungen. Es muss also niemand um die Existenz fürchten.

Zu guter Letzt: Auch meine und die kommenden Generationen haben ein Anrecht auf eine sichere Rente. Ich bitte Sie, im Sinne der Jungen und der kommenden Generationen und im Sinne sicherer Renten – auch für die Zukunft –, die Volksinitiative klar abzulehnen und dem Bundesrat sowie der Kommissionsmehrheit zu folgen.

Mäder Jörg (GL, ZH): Damit eine Volksinitiative die erste Hürde nehmen kann – genügend Unterschriften innerhalb der Sammelfrist –, muss sie so formuliert sein, dass man auch Unterschriften dafür sammeln kann. Sie muss aber nicht zwingend so formuliert sein, dass sie nachher hier im Rat oder allenfalls bei einer Volksabstimmung mehrheitsfähig ist. Das ist auch bei dieser Initiative durchaus der Fall. Häufig arbeiten wir hier im Rat ja einen Gegenvorschlag aus, direkt oder indirekt, in welcher Variante auch immer. In diesem Fall wird das aber leider nicht passieren, und darauf möchte ich eingehen.

Altersarmut existiert in der Schweiz, zweifelsohne. Es ist nicht mehr die gleiche Art von Armut wie noch vor ein oder zwei Generationen. Es sind nicht mehr unbedingt die genau gleichen Lebensbilder davon betroffen. Die Situation hat sich geändert, in vielen Bereichen auch verbessert, aber verschwunden ist die Altersarmut definitiv nicht. Leider wird das zwar irgendwie von allen attestiert, nicht aber adressiert. Insbesondere sind wir von der grünliberalen Fraktion enttäuscht, wie wenig Entgegenkommen, Verständnis und Arbeitswillen die bürgerliche, rechte Seite des Rates hier gezeigt hat. Es sei ja schon alles austariert, und dann gebe es ja noch die Ergänzungsleistungen.

Die EL sollte doch aber so selten wie möglich zum Einsatz kommen. Sie ist nicht für eine grosse Masse, für einen grossen Teil der Bevölkerung gedacht. Sie sollte nicht das grosse Auffangnetz sein, sondern wirklich nur in Ausnahmefällen zum Einsatz kommen. Im Moment geht es aber in die andere Richtung.

Wir von der grünliberalen Fraktion haben uns in der Beratung dieser Vorlage, aber auch von anderen Vorlagen immer klar hinter das Dreisäulensystem gestellt. Wir sind uns aber auch bewusst, dass dieses System Adjustierungen braucht. Das ist nicht ein System, das man irgendwann mal erfinden und bei dem man dann das Gefühl haben kann, damit seien die Probleme für alle Zeiten gelöst. Insbesondere deshalb, da sich die heutige Welt immer schneller dreht, die Verhältnisse immer schneller wechseln, ist es jetzt umso nötiger, dass wir hier einen dynamischeren Ansatz bekommen.

Wir haben uns in diesem Sinn in den Diskussionen zu AHV-Revisionen engagiert. In der vorletzten Revision waren wir diejenigen, die den Kompromiss eingebracht haben, der denn auch vors Volk gekommen ist. Auch



bei der letzten Revision, die dann beim Volk reüssierte, und auch bei der BVG-Revision usw. haben wir uns engagiert. Aber langsam fühlt es sich ein bisschen wie ein Zermübungskrieg an. Beide Seiten bewirtschaften sehr gerne ihre Klientel. Die Kartoffel wird nach links und nach rechts und wieder zurückgeschoben, und am besten geht sie noch zwischen Ständerat und Nationalrat hin und her. Da fügt sich auch der Ständeratsentscheid, auf den Gegenvorschlag zur Prämien-Entlastungs-Initiative gar nicht einzutreten, bestens ein. Wir sind von dieser Arbeitsverweigerung enttäuscht.

Zur Initiative: Wie gesagt, die erste Hürde ist die Sammelfrist. Da haben, das muss man ganz klar sagen, die Marketingabteilungen der Initianten perfekt gearbeitet. Sie wussten, wer die Volksinitiative wahrscheinlich unterschreiben würde, und sie wussten auch, wen man motivieren könnte, damit auf die Strasse zu gehen, um Unterschriften zu sammeln. Diese Hürde haben sie geschafft, ich gratuliere. Aber wie gesagt, der zweite Schritt ist es dann, irgendetwas zu bringen, das hier im Saal oder an der Urne mehrheitsfähig ist, und das ist diese Vorlage definitiv nicht.

In den Pro-Voten, von denen Sie bereits die Hälfte gehört haben, wird ganz klar aufgezeigt, dass es Leute gibt, die arm sind. Der Fokus ist auf diese Menschen zu legen – da bin ich absolut dabei, das ist sehr sinnvoll, das ist sehr wichtig. Die Initiative geht jedoch über alles hinweg. Damit haben Sie als Befürworter der Gegenseite einen Steilpass gegeben. Denn die Gegner können jetzt permanent sagen: Ja, im Durchschnitt geht das an alle, das ist das Problem. Sie haben die Gegenargumente eigentlich schon selber auf den Tisch gelegt, das ist das Problem Ihres Ansatzes. Diese Ausschüttung wird an alle gehen; damit ist das Ganze nicht effizient. Der Begriff "Giesskanne" wurde erwähnt. Ich würde sagen, man könnte hier im besten Fall auch von "Kollateralnutzen" reden. Das ist aber nicht wünschenswert, eine Initiative sollte vielmehr effizient und zielgerichtet sein. Was wir hier haben, ist im besten Fall ein Kollateralnutzen und eine Umverteilung von Jung zu Alt.

Wir Grünliberalen wollen Effizienz. Es braucht diesen und nächsten Winter Effizienz bezüglich Gas und Strom, es braucht Effizienz bezüglich Rohstoffen, und es braucht effiziente Massnahmen bezüglich Finanzen.

Liebe Bevölkerung, wenn das zur Abstimmung kommt, werden die Grünliberalen wahrscheinlich mit leeren Händen dastehen, weil wir hier nicht reüssieren konnten. Zu viele haben ihre Kampagnen auf Sammelbögen und Abstimmungsplakate optimiert, nicht auf eine gesellschaftlich tragfähige Lösung.

Ich muss Sie leider bitten, ein Nein zur Initiative zu empfehlen. Ich kann Ihnen aber versprechen, dass wir weiterhin daran arbeiten, die Fronten zwischen Befürwortern und Gegnern aufzuweichen, um endlich zukunftsfähige Lösungen zu finden.

Fischer Roland (GL, LU): Das Anliegen der Initiantinnen und Initianten der Volksinitiative für eine 13. AHV-Rente ist durchaus berechtigt. Mit dem heutigen AHV-Mechanismus sinken die AHV-Renten im Verhältnis zu den zuvor erzielten Einkommen, und zugleich steigen die Kosten für den Lebensunterhalt, insbesondere die Gesundheitskosten, rasant an. Dass gerade diejenigen Menschen mit den geringsten Renten und Einkommen durch diese Entwicklung in Bedrängnis geraten, ist bekannt. Hier besteht dringender Handlungsbedarf.

AB 2022 N 2355 / BO 2022 N 2355

Bekannt ist aber auch, dass die AHV langfristig nach wie vor nicht nachhaltig finanziert ist. Unser Parlament ringt schon lange darum, unser Rentensystem so zu reformieren, dass es gerechter, aber auch zukunftssicherer wird. Leider kommen wir dabei nur in sehr kleinen Schritten voran. Ein kleines AHV-Reförmchen wurde in diesem Jahr vom Volk angenommen. Über letztlich wenig ambitionierte Korrekturen in der zweiten Säule diskutieren wir gerade. Zu den Gründen für den Reformstau bei unserem Rentensystem gehört aber vor allem, dass die zu lösenden Probleme sehr komplex sind. Höhere Renten müssen in jedem Fall auch durch höhere Steuern oder schmerzhaftes Einsparungen an anderer Stelle finanziert werden, denn das Geld fällt bekanntlich nicht einfach vom Himmel.

Aber genau dieses Kernproblem wird von der vorliegenden Initiative leider vollkommen ignoriert. Die Initiative verlangt im Kern, allen AHV-Rentnerinnen und -Rentnern jedes Jahr eine 13. Monatsrente auszuzahlen. Darüber, woher die dafür notwendigen Milliarden Franken kommen sollen, verliert die Initiative kein Wort. Der Hauptgrund dafür, dass die Umsetzung der Initiative aus finanziellen Gründen nicht realistisch ist, liegt halt einfach darin, dass hier nur ein Sozialwerk angeschaut wird.

Hinzu kommt: Statt darauf zu fokussieren, vor allem jene Rentnerinnen und Rentner zu unterstützen, bei denen die Rente zum Leben nicht ausreicht, möchte die Initiative auch finanziell sehr gut gestellten Pensionärinnen und Pensionären einen 13. Cheque pro Jahr ausstellen. Dieses Giesskannenprinzip ist in Zeiten knapper finanzieller Mittel nicht zielführend und erweist deshalb auch den Betroffenen einen Bärendienst. In dieser Situation einen Mechanismus zu beschliessen, der auch jene 90 Prozent der Rentnerinnen und Rentner mit zusätzlichen Zahlungen erfreuen soll, die darauf nicht unmittelbar angewiesen sind, und mit dem der Staatshaushalt



und die AHV noch mehr in Bedrängnis gebracht werden, kann auch nicht im Sinne der Betroffenen sein. Ich bin aber nicht der Meinung, dass wir alles so lassen sollten, wie es ist, und die Lücken auf immer und ewig beispielsweise via Ergänzungsleistungen schliessen sollten. Ein guter Gegenvorschlag wäre vielleicht ein Fortschritt gewesen; er hätte z. B. entlang des Vorschlags formuliert werden können, den Ihnen früher Frau Mettler dargelegt hat, das wäre also eine 13. AHV-Rente für die ärmsten 20 Prozent der Rentenhaushalte gewesen. Vielleicht hätte das das Problem zumindest teilweise gelöst. Aber letztendlich führt nichts daran vorbei, das Zweisäulensystem einmal grundsätzlich neu auszutarieren. Da gebe ich Frau Badran sogar recht: Das System ist heute nicht ausgewogen. Das heisst, wir müssen das System so reformieren, dass jede Person eine Rente bekommt, von der sie leben kann, und dass gleichzeitig die knappen finanziellen Mittel möglichst effizient eingesetzt werden. Dazu trägt diese Initiative aber nichts bei. Es geht nur, wenn wir beide Säulen gemeinsam anschauen, reformieren und austarieren. Man kann es ganz einfach auf den Punkt bringen: Das Anliegen der Initiative ist berechtigt, die Finanzierung der mit der Initiative verbundenen Mehrausgaben ist aber nicht geregelt. Eine zielgerichtete Reform müsste die Pensionskasse mit einschliessen. Ansonsten schiesst man mit Milliardenbeträgen am Ziel vorbei. Deshalb bitte ich Sie, die Initiative abzulehnen.

Amoos Emmanuel (S, VS): Lors du traitement par notre Parlement de l'initiative du Parti socialiste qui vise à limiter la charge des primes d'assurance-maladie à 10 pour cent du revenu des ménages, je vous avais interpellé, avec le Conseil fédéral, en vous demandant si vous viviez dans une bulle. La question reste malheureusement ouverte concernant le traitement, ce matin, de l'initiative "Mieux vivre à la retraite", qui vise au versement d'une treizième rente mensuelle chaque année, à l'image d'un treizième salaire.

Comment, comment ne pouvez-vous pas vous rendre compte des difficultés financières que doivent affronter beaucoup de nos concitoyennes et concitoyens au moment de leur retraite? Je me demande vraiment si vous ne vivez pas en circuit fermé uniquement entourés de gens bien nés?

Aujourd'hui, votre position est encore bien pire que lors du traitement de notre initiative sur les primes d'assurance-maladie, car vous ne voulez même pas d'un contre-projet, balayant même les mesures proposées en faveur des ménages de retraités les plus défavorisés.

La majorité de notre Commission de la sécurité sociale et de la santé publique a même eu le toupet d'affirmer que l'AVS et les prestations complémentaires permettent d'assurer, aujourd'hui déjà, "la subsistance économique des personnes à la retraite". C'est affligeant!

Je vous propose de relever le défi et d'essayer de vivre durant un mois avec 1800 francs. 1800 francs, c'est la rente AVS moyenne versée à nos retraités dans ce pays. Ce revenu est certes souvent complété par une rente du deuxième pilier, mais je rappelle qu'une partie importante de la population n'en bénéficie toujours pas. Les femmes sont particulièrement mal loties en matière de rentes. Un tiers des femmes ne reçoit pas de prestations LPP. Et lorsqu'elles ont une caisse de pension, leur rente du deuxième pilier est en moyenne la moitié de celle des hommes, car leur parcours de vie est marqué par des coupures professionnelles, du travail à temps partiel et des salaires plus bas.

Faites le test qui consiste à vivre un mois avec 1800 francs. Vous vous apercevrez alors qu'il est très clairement impossible de vivre décemment avec ce montant dans notre pays. Car une fois le loyer et les primes d'assurance-maladie payés, il ne reste pratiquement rien pour se vêtir et se nourrir. Je ne parle pas de potentielles dépenses de loisirs, mais bien de permettre de couvrir les besoins de première nécessité.

La majorité de notre commission nous explique également qu'en raison des perspectives financières incertaines du premier pilier, il n'est pas acceptable d'augmenter les rentes.

Selon les perspectives financières de l'AVS présentées par l'Office fédéral des assurances sociales, le fonds AVS passe d'un montant de 46 milliards de francs en 2020 à près de 66 milliards en 2030, niveau historiquement le plus haut jamais enregistré; c'est donc une augmentation de 20 milliards de francs en 10 ans. Dire que les perspectives de l'AVS sont incertaines, alors que le fonds va augmenter en moyenne de 2 milliards de francs par an est pour le moins surprenant, et cela ne peut être pris au sérieux comme base de décision de notre assemblée.

La commission nous explique également que le budget fédéral ne permet aucune dépense supplémentaire. Chères et chers collègues, au moment où vous avez décidé d'augmenter le budget de l'armée de plusieurs milliards de francs par an – on parle d'une augmentation de 4 milliards de francs à l'horizon 2030 –, vous ne nous avez pas expliqué comment notre pays allait financer cette augmentation de budget. Vous avez aussi augmenté le budget de l'armée sans savoir à quoi allaient être alloués ces montants supplémentaires, nous avons en gros fait un chèque en blanc à l'armée. Aujourd'hui, nous savons au moins à quoi serviraient les montants supplémentaires versés.



Il faut renforcer l'AVS, afin que, après une vie professionnelle astreignante, les travailleuses et travailleurs, qui ont contribué à la prospérité de notre pays, obtiennent enfin une rente financièrement correcte et puissent vivre dignement.

Pour le financement de cette initiative, je demande à ce Parlement de faire enfin preuve d'un minimum de créativité. Il suffirait par exemple, en plus d'une faible augmentation des cotisations salariales, de mettre en place une taxe sur les transactions financières, telle que proposée par notre collègue conseiller aux Etats du groupe du Centre Beat Rieder.

Il ne s'agit ici que d'un exemple de financement concret et plausible parmi tant d'autres. Rien n'est impossible, il ne s'agit que de la volonté politique de ce Parlement de s'attaquer ou non à la pauvreté de nos retraités.

Chères et chers collègues, l'AVS est la pièce maîtresse du système de sécurité sociale en Suisse, la renforcer ne peut qu'améliorer la cohésion sociale de notre pays.

Soyons à la hauteur de nos prédécesseurs qui dans cette salle ont eu le courage politique de créer l'AVS il y a 75 ans.

AB 2022 N 2356 / BO 2022 N 2356

Soyons solidaires et offrons enfin un bol d'air bienvenu aux retraités de notre pays.

Je vous prie d'accepter la minorité Maillard et ainsi de recommander l'acceptation de l'initiative pour une treizième rente AVS.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS): Die AHV ist das wichtigste Sozialwerk, das wir haben. Seit dem 1. Januar 1948 dürfen wir von dieser AHV profitieren. Damals war ein 13. Monatslohn für Berufstätige noch kein Thema; heute ist er beinahe selbstverständlich. Aus diesem Grunde ist die Frage, die die vorliegende Initiative aufwirft, durchaus berechtigt. Sie erkennt aber, dass wir in der Altersvorsorge, anders als beim Erwerbseinkommen, ein Dreisäulenprinzip haben. Die AHV deckt nicht sämtliche Säulen ab, sondern eben nur die erste. Die AHV hat die Besonderheit, dass sie aus einem Umlageverfahren finanziert wird. Daraus ergibt sich dieser solidarische Charakter, aber daraus ergibt sich eben auch, dass man diesen Vergleich mit dem Erwerbseinkommen nicht machen darf und machen kann. Aus diesem Grunde ist zwar die Frage berechtigt, aber es ist auch klar, dass diese Initiative zur Ablehnung empfohlen werden muss.

Ich gebe Ihnen auch gerne noch weitere Gründe dagegen bekannt: Über die Kosten haben wir gesprochen, und ich mag es eigentlich nicht, wenn wir hier jetzt jeden einzelnen Bereich aufführen, von der Armee bis wohin auch immer, in dem man sparen könnte. Es gäbe noch viele andere Bereiche, und jeder hat seine Berechtigung. Nein, bevor wir eine 13. AHV-Rente beschliessen, müssen wir zuerst einmal die Ungerechtigkeiten in der AHV beseitigen. Das heisst, dass Ehepaare nicht bestraft werden sollen, weil sie verheiratet sind. Sie sollen nicht nur eine Rente von maximal 150 Prozent erhalten, sondern zwei vollständige Renten, so wie sich das in einem Solidaritätswerk gehört. Wenn wir diese Frage geklärt und dies finanziert haben, dann können wir auch über weitere Fragen diskutieren.

Zudem geht die Initiative sehr weit. Sie sagt "für alle" statt "für wenige". Wir haben es heute in diesem Saal schon mehrmals gehört: Der Ansatz ist jener einer Giesskanne, deren Inhalt sich über sämtliche Berechtigten ergiesst, auch über diejenigen, die in der zweiten und dritten Säule weit mehr als genug Geld haben. Bei jenen, die nahe an der Altersarmut sind, wäre dieses Anliegen vielleicht sogar noch berechtigt, aber sicher nicht bei den Millionären. Wir können nicht einfach Geld in allen Bereichen für alle Personen umverteilen, das wäre nicht sachgerecht. In diesem Sinne: Beseitigen wir zuerst die Ungerechtigkeiten, die in der AHV bestehen. Danach können wir weitere Diskussionen führen.

Da bleibt zum Schluss noch die Frage eines Gegenvorschlags. Ich danke der Kommission, dass man für einmal keinen Gegenvorschlag gemacht hat. Es wird zu einer Unsitte, dass man quasi jeder Volksinitiative einen Gegenvorschlag gegenüberstellt, mit dem dann viele doch wieder nicht zufrieden sind. Bringen wir solche Dinge zur Abstimmung, und wenn wir dann Korrekturen machen wollen, haben wir in der Zukunft noch die Zeit, diese zu machen. Ein Gegenvorschlag wäre hier wenig zielführend gewesen.

In diesem Sinne bitte ich Sie, der Mehrheit zu folgen und hier die Nein-Parole zu empfehlen.

Gysi Barbara (S, SG): Geschätzter Kollege, Sie haben zwar gerade gegen einen Gegenvorschlag gewettert, ich möchte Sie aber dennoch fragen: Warum haben Sie nicht Hand geboten, Ihre sogenannten Ungerechtigkeiten, die Sie angeführt haben, im Rahmen eines Gegenvorschlags zu diskutieren? Dann hätten wir vielleicht gemeinsam eine Lösung finden können – aber Sie wollten ja gar nicht.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS): Sehen Sie, Ihre Initiative ist sehr klar formuliert. Sie will eine 13. AHV-Rente für alle. Was wir wollen, ist ein ganz anderes Konzept. Wir würden Äpfel mit Birnen vermischen. Das



wäre im Rahmen eines Gegenvorschlags nicht angebracht gewesen, und das wäre auch nicht mehrheitsfähig gewesen.

Imboden Natalie (G, BE): Herr Bregy, ich muss jetzt trotzdem nochmals nachfragen: Sie haben ja vorhin erwähnt, dass Sie das Vorhandensein einer Altersarmut in einem Teil der Bevölkerung durchaus anerkennen. Sie haben gesagt, man solle Äpfel nicht mit Birnen vergleichen. Aber ein Gegenvorschlag ermöglicht es ja gerade, eine präzise Antwort zu geben. Jetzt auf Ihre Initiative zu verweisen, für die Sie noch am Sammeln sind, finde ich etwas billig; das geht ja noch eine gewisse Zeit. Warum war die Mitte-Fraktion nicht bereit, hier mit einem Gegenvorschlag ganz gezielt eine Lösung hinsichtlich der Altersarmut vorzulegen?

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS): Ich stelle die Gegenfrage, Frau Imboden: Warum war die Linke nicht bereit, eine Initiative zu formulieren, die sich ausschliesslich auf die Altersarmut beschränkt? Warum wollte die Linke eine Initiative formulieren, von der auch Millionäre profitieren würden?

Friedl Claudia (S, SG): Herr Bregy hat es gerade gesagt: Immer dann, wenn wir von der AHV oder der Altersrente sprechen, will man verschieben, verschieben, verschieben. Man will einfach nicht handeln – nicht heute, nicht später. Heute geht es um die Altersarmut, das letzte Mal ging es um die Frauenrenten. Ich möchte Ihnen heute eine Geschichte erzählen, die mir ein Bekannter über seine Familie – seine Grosseltern, Onkel und Tanten – erzählt hat:

Paul und Rosi sind ein älteres Ehepaar. Sie sind Thurgauer Bauern. Sie haben ein Leben lang auf den Feldern und im Stall hart gearbeitet. Paul wuchs schon auf dem Hof auf, Rosi lebt seit 66 Jahren mit ihm auf dem Bauernhof. Es ist ein klassischer Hof, wie er in der Schweiz oft vorkommt: einige Kühe, eine Obstplantage, Getreide und natürlich, im Thurgau, auch Zuckerrüben. Paul und Rosi haben aber auch sechs Kinder grossgezogen. Der Familie hat es immer gerade so zum Leben gereicht. Sie waren stets sparsam. Da stehen seit vierzig Jahren die gleiche Polstergruppe und seit zwanzig Jahren der gleiche Fernseher im Wohnzimmer. Ferien gab es höchstens irgendwo in der Schweiz einmal. Paul und Rosi haben ein hartes, aber zufriedenes Leben geführt. Sie haben immer jeden Franken umgedreht, aber es hat gereicht – bis vor wenigen Jahren.

Wie über 90 Prozent der Bäuerinnen und Bauern in unserem Land hatten Paul und Rosi nie die Chance, Geld in die Pensionskasse einzubezahlen. Sie leben einzig und allein von ihrer spärlichen AHV-Rente, wie übrigens ein Drittel der Frauen ebenfalls. Diese Rente reicht heute einfach nicht mehr aus! Das Leben wurde teurer, die Krankenkassenprämien sind Jahr für Jahr gestiegen. Wenn dann noch die Gebrechen des Alters dazukommen und die Arztrechnungen, die Zahnarztrechnungen, auf denen die Selbstbehalte steigen, dann reicht es einfach nicht mehr. Paul und Rosi würden sich niemals beschweren. Aber ihre sechs Kinder haben bemerkt, dass es ihren Eltern einfach nicht mehr reicht und sie ihre Rechnungen nicht mehr bezahlen können. Sie haben angefangen, alle zusammen, einen monatlichen Zustupf an ihre Eltern zu bezahlen.

Das darf doch nicht sein! Es kann doch nicht sein, dass Menschen, die so viel für unsere Gesellschaft geleistet haben, im Alter in Armut leben. Paul und Rosi sind kein Einzelfall. Es sind Zehntausende Menschen in der Schweiz, die in Altersarmut leben. Fast jede zehnte Person muss direkt nach der Pensionierung Ergänzungsleistungen beziehen. Viele verzichten auch darauf, mangels Wissens oder aber auch aus Scham, sich nicht selbst versorgen zu können.

In der Präambel der Bundesverfassung steht bekanntlich, dass sich die Stärke des Volkes am Wohl des Schwachen misst. Diese Verantwortung müssen wir wahrnehmen und den Rentnerinnen und Rentnern ein Leben in Würde ermöglichen. Die 13. AHV-Rente ist ein probates Mittel dafür, denn die AHV ist das effizienteste Rentensystem, das es gibt. Nirgends ist ein Franken so sozial eingesetzt wie hier, weil Menschen mit hohen Einkommen mehr einzahlen, als sie bekommen werden. Bei den steigenden Krankenkassenprämien, Energiekosten und Mieten ist die 13. AHV-Rente ein Beitrag

AB 2022 N 2357 / BO 2022 N 2357

an alle Rentnerinnen und Rentner, damit jede Generation im Alter in Würde leben kann.
Ich bitte Sie, empfehlen Sie diese Initiative zur Annahme.

Strupler Manuel (V, TG): Geschätzte Kollegin, wenn Sie von Thurgauer Bauernfamilien sprechen, fühle ich mich als Thurgauer Bauernbub und Landwirt natürlich angesprochen. Wenn Sie sich schon solche Sorgen um die Altersvorsorge der Landwirte und Landwirtinnen machen, weshalb helfen Sie mit Ihrer Partei dann nicht mit, dass faire Preise bezahlt werden können, dass an den Produkten genug verdient wird, damit Geld für die Pensionskasse und für ein sicheres Leben auch im Alter auf die Seite gelegt werden kann? Aber nein, Sie helfen mit immer mehr Bürokratie und Abgaben und Vorschriften mit, das Geldverdienen in der Landwirtschaft



schwieriger zu machen. Weshalb helfen Sie dort nicht mit? Das wäre viel sinnvoller, als dann Almosen für ältere Leute zu verteilen.

Friedl Claudia (S, SG): Gut, Herr Strupler, genau das wollen wir nicht. Wir wollen keine Almosen verteilen. Wir verteilen nicht, sondern wir schaffen das Anrecht auf eine anständige Rente im Alter für alle. Das ist unser Ziel. Dazu kommt noch: Ich bin St. Gallerin. Stellen Sie sich vor, es gibt sogar St. Gallerinnen, die Beziehungen in den Thurgau haben. (*Heiterkeit*) Also nur so viel.

Da Sie noch über die Preise sprechen: Sie können sicher sein, dass wir auf der linken Seite uns sehr bemühen, Produkte zu gerechten Preisen oder Produkte, die auch gesund sind und entsprechend hergestellt worden sind, zu kaufen.

Glanzmann-Hunkeler Ida (M-E, LU): Die Sozialversicherungen AHV und BVG stehen eigentlich fast ohne Unterbruch auf unserer Traktandenliste. Nach der Abstimmung zur AHV 21 vom 25. September war ich der Meinung, dass wir jetzt etwas Ruhe verdient hätten.

Ja, eigentlich wäre es fast normal, dass man nach dem 13. Monatslohn im Erwerbsleben dann auch eine 13. Rente bezieht. Ich selber könnte jetzt auch bald davon profitieren. Dennoch habe ich fünf Punkte, die aus meiner Sicht gegen die Initiative sprechen:

Erstens haben wir den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern im Abstimmungskampf zur AHV 21 versprochen, dass wir jetzt einige Jahre abwarten würden, bevor wir neue Revisionen aufgleisen. Mit dieser Initiative brechen wir dieses Versprechen, was schon ein Grund dafür ist, dass ich diese Initiative nicht zur Annahme empfehle. Zweitens haben wir es mit der AHV 21 nach vielen Jahren endlich fertiggebracht, das Rentenalter von 65 Jahren für Frauen und Männer im Gesetz zu verankern. Obwohl danach Frauen auf die Strasse gingen: Ich bin eine der Frauen, die Ja zu dieser Revision gestimmt haben. Übrigens kenne ich sehr viele Frauen, die ihr zugestimmt haben. Diese Frauen sind nicht nur die Empfängerinnen der Befehle ihrer Männer, die ihnen sagen, was sie stimmen sollen. Neben der vorliegenden Initiative gibt es auch noch eine, die das AHV-Alter erhöhen will. Dieses Anliegen ist für mich im Moment ebenfalls kein Thema, und es wäre wohl kaum mehrheitsfähig. Eine 13. AHV-Rente ist ebenfalls eine Erhöhung, aber auf wessen Kosten?

Drittens ist es so: Ja, es gibt immer noch Frauen, die weniger Rente erhalten, dies aber nicht unbedingt bei der AHV, wo es oft sehr ausgeglichen ist, sondern vielmehr im Zusammenhang mit dem BVG. Solange Frauen dort nicht einbezahlen können, weil sie zu wenig verdienen oder weil ihr Arbeitgeber sie nur zu einem tiefen Beschäftigungsgrad anstellt, wird dies allerdings nicht besser. Mich stört es aber, dass man das Ziel verfolgt, die beiden Säulen zusammenzuführen. Damit wird man irgendwann dieses Erfolgsmodell der Schweiz kaputt machen. Der Angleichung der Renten von Frauen und Männern dient die vorliegende Initiative also ebenfalls nicht.

Viertens diskutieren wir bei dieser Initiative nun über die 13. AHV-Rente. Was passiert im Gegenzug mit den anderen Renten? Werden diese ebenfalls angegriffen? Vielleicht zur Erinnerung: Während der letzten Abstimmung, ganz besonders auch jetzt während der laufenden BVG-Revision, wurde bzw. wird immer wieder argumentiert, man müsse schauen, dass die Ergänzungsleistungen nicht gestrichen würden. In dieser Initiative wird explizit verlangt, dass die Ergänzungsleistungen bestehen bleiben müssen. Ich bin damit auch einverstanden, denn das ist wirklich eine Ergänzung zur Rente. Trotzdem habe ich den Eindruck, dass man hier etwas vermischt: Die Ergänzungsleistungen werden nämlich nicht vom Bund bezahlt.

Fünftens kann man in eine Initiative vieles hineinpacken, um am Schluss das Weggli und den Batzen zu haben, oder man kann dies zumindest verlangen. Ob dies dann aber fair ist, bleibe dahingestellt. Genau dieser Batzen fehlt zur Finanzierung der AHV-Rente für den 13. Monat. Sollen dies nun unsere Kinder mit ihren Familien finanzieren? Sie brauchen nicht noch höhere AHV-Abzüge, denn dieses Geld brauchen sie eigentlich für sich selbst. Davon habe ich heute nichts gehört. Mit dem Umlageverfahren der AHV wollen wir zwar die älteren Menschen unterstützen, strafen aber im Gegenzug unsere Jungen und die Erwerbstätigen.

Mein Fazit ist: Diese Initiative kann ich nicht unterstützen, denn ich finde sie unfair. Sie löst die Probleme im Alter nicht und schafft höchstens neue Probleme bei der Finanzierung.

Darum empfehle ich ein klares Nein zu dieser Initiative.

Dandrès Christian (S, GE): Il faut d'abord saluer le travail effectué par le mouvement syndical et la grève des femmes, qui a rendu possible le dépôt de cette initiative et le débat que nous menons aujourd'hui.

Cette initiative est une réponse très concrète à la pauvreté qui frappe les salariés une fois que l'âge de la retraite est atteint. On doit alors faire face à des charges qui ne diminuent pas – et même, au contraire, qui vont augmenter à l'avenir – avec un objectif politique de rente de remplacement de seulement 60 pour cent du dernier salaire. Il devient complexe lorsque, déjà avant l'âge de la retraite, on avait un salaire qui suffisait à



peine à couvrir les charges fixes, notamment le loyer et les primes d'assurance-maladie, d'arriver à les payer une fois que l'âge de la retraite est atteint.

J'aimerais également dire que la précarisation des aînés, c'est le constat d'échec du système de retraite à trois piliers. C'est une véritable usine à gaz qui ne répond ni aux besoins de la population, on le constate, ni même à des exigences démocratiques. Le système est devenu, surtout pour le deuxième et le troisième pilier, le terrain de jeu des assureurs, qui ponctionnent très lourdement la population avec des polices qui sont parfois de vraies arnaques. Tout système de retraite doit assurer à la majorité de la population et des salariés le maintien de leur niveau de vie après des décennies de labeur. C'est le mandat donné par la Constitution. Or, nous en sommes très loin. Beaucoup de chiffres ont déjà été donnés et je ne vais pas les répéter.

Le système des trois piliers est aussi inadapté à la réalité du marché du travail. Il y a naturellement la question des femmes. D'autres avant moi se sont déjà exprimés sur ce sujet, je n'y reviendrai donc pas. Autre exemple, on constate que beaucoup de travailleurs ne sont plus en emploi lorsqu'ils atteignent l'âge de la retraite. On l'a vu lors de la mobilisation des chauffeurs Uber et d'autres plateformes numériques de travail, les cinquante-naires étaient nombreux. Il s'agissait de salariés mis à la porte à l'aube de la cinquantaine, humiliés par des mois de recherches d'emploi infructueuses imposées par le chômage, car très peu d'entreprises embauchent après l'âge de 50 ans. Et chaque mois passé sans cotiser au deuxième pilier voit s'envoler la perspective d'avoir une retraite digne.

La Suisse a largement les moyens d'assurer la couverture prévue par la Constitution. L'augmentation des richesses dans notre pays est phénoménale. En 1991, les personnes qui déclaraient une fortune d'au moins 5 millions de francs possédaient cumulativement 100 milliards de francs. Trente ans plus tard, c'est 800 milliards. Mais il n'y a pas besoin de toucher aux personnes fortunées puisqu'il suffirait, cela a été dit, d'augmenter les cotisations de 0,7 à 0,8 pour cent, à répartir paritairement je le précise, pour pouvoir financer le complément de rente. C'est le prix d'à peine un plat du jour par mois pour un salaire médian. C'est tout à fait accessible.

AB 2022 N 2358 / BO 2022 N 2358

Et puis il y a le fait que les deuxième et troisième piliers sont devenus la mangeoire des assurances privées. Les assurés n'ont jamais autant payé de cotisations à la prévoyance professionnelle, et pour toucher des rentes en baisse. Plus de la moitié des assurés du pays le sont auprès d'assurances privées qui engrangent des bénéfices phénoménaux. Ces gains sont ponctionnés sous forme de frais de gestion de la fortune qui oscillent entre 1,8 et 3,9 milliards de francs, ce qui représente pas loin de 500 francs par année et par assuré. En comparaison, les frais de gestion des caisses professionnelles sont de l'ordre de 0,02 à 0,1 pour cent de la masse salariale, ce qui représente entre 16 et 148 francs par an pour un salaire médian.

Mais le truandage ne s'arrête pas là. Cela a été expliqué par Mme Badran, les assurances bénéficient d'un système de participation au bénéfice tout à fait exceptionnel: elles se voient garantir une part minimale de 10 pour cent de la prime de risque, des coûts administratifs et des rendements des capitaux de prévoyance. C'est proprement inouï!

Tant les assurés dans le deuxième pilier que les PME ont un véritable intérêt à un renforcement de l'AVS. Prenons le cas des petits patrons. Ils sont attirés par ces assurances parce qu'ils obtiennent des rabais dans d'autres contrats, notamment ceux d'assurance-accidents. Ils sont ensuite captifs du système et n'arrivent plus à trouver d'autres institutions de prévoyance qui les acceptent. Ils doivent donc continuer à payer trop cher.

Le système des trois piliers pose aussi un problème démocratique fondamental. Pour que le système soit contrôlable par les assurés, il doit être simple, il doit être compréhensible. Or le deuxième pilier est un monstre technocratique qu'à peine une poignée de spécialistes est capable de comprendre correctement. Il n'y a évidemment pas d'objectif de rente dans le régime de la primauté des cotisations, qui est celui de la plupart des institutions du deuxième pilier, et les assurés assument tous les risques liés aux placements. Le patron est libéré de toute obligation s'agissant du niveau des rentes futures.

Il faut cesser de faire croître ce véritable moloch que sont devenus le deuxième pilier et le troisième pilier et renforcer l'AVS, comme le propose l'initiative: l'AVS est la seule assurance véritablement sociale.

Dobler Marcel (RL, SG): Heute vor einer Woche hat Bundesrat Ueli Maurer seine Abschiedsrede gehalten. Ich kann mich noch sehr genau an eine Aussage von ihm erinnern. Er sagte: Es gibt nichts Einfacheres, als fremdes Geld auszugeben. Diese Volksinitiative will die AHV ausbauen und die Renten auf einen Schlag um 8,3 Prozent erhöhen, dies, ohne die Finanzierung sicherzustellen. Die Initiative würde das Problem der Finanzierungslücke in der AHV deutlich verschärfen. Das Umlagedefizit würde gemäss Verwaltung bis 2032 auf 6,6 Milliarden Franken ansteigen.

Unser Rat hat jüngst diverse Ausgaben in Auftrag gegeben, welche es in Zukunft sehr herausfordernd machen



werden, die Schuldenbremse einzuhalten; diese gehen unter anderem auf den indirekten Gegenvorschlag zur Prämien-Entlastungs-Initiative, den indirekten Gegenvorschlag zur Gletscher-Initiative und die Aufstockung des Armeebudgets zurück. Natürlich würden auch Steuerreformen wie die Eigenmietwertabschaffung oder die Abschaffung der Strafe bei der Ehepaarbesteuerung unser Budget belasten. Wenn das Ziel der Initianten die Bekämpfung der Altersarmut wäre, dann müssten sie bei den Ergänzungsleistungen ansetzen, aber sicher nicht mit der Giesskanne alle Renten erhöhen. Der Bundesrat passt die ordentlichen AHV- und IV-Renten bereits heute in der Regel alle zwei Jahre auf Beginn des Kalenderjahrs der Lohn- und Preisentwicklung an, indem er einen neuen Rentenindex festlegt.

Mittlerweile sind wir bei der Schweizerischen Nationalbank und auch beim AHV-Ausgleichsfonds in der Realität angekommen. Die Nationalbank hat in den ersten drei Quartalen 142 Milliarden Franken Verlust gemacht. Gewinne abzuschöpfen und Verluste zu belassen, ist verantwortungslos. Wie Sie wissen, hat die Börse im letzten Jahr stark zugelegt und in diesem Jahr stark verloren. Der AHV-Ausgleichsfonds hat im letzten Jahr einen grossen Gewinn gemacht, und in diesem Jahr wird das Gegenteil der Fall sein. 25 Prozent dieses Fonds sind in Aktien angelegt. Das gute Umlageergebnis im letzten Jahr lässt sich auf die Einführung der Steuerreform und AHV-Finanzierung (STAF) und auf die Börsenentwicklung zurückführen.

Die strukturellen Probleme der AHV sind nicht gelöst. Mit der AHV 21 wurde die Finanzierung einfach für die nächsten paar Jahre sichergestellt. Bereits in zehn Jahren werden pro Jahr 125 000 Neurentner dazukommen, währenddessen nur 85 000 Personen in das Erwerbsleben eintreten. Auch das Privileg, immer älter zu werden und länger zu leben, wird in unserem System nicht berücksichtigt. Ich persönlich kann nicht nachvollziehen, weshalb man in einer Zeit, in der das durchschnittliche Lebensalter um zehn Jahre zugenommen hat, das Pensionsalter nie erhöht hat. Das jetzige System stellt die Generationengerechtigkeit nicht sicher, weshalb es, wie bei dieser Initiative, immer neue Steuern und Lohnabgaben braucht.

Zum Schluss möchte ich noch etwas richtigstellen, was bei der zweiten Säule immer wieder als falsches Argument ins Feld geführt wird. Wenn man heiratet, bekommt man einen Brief, der den Pensionskassensaldo im Moment der Heirat festhält. Lässt man sich dann scheiden, hat der andere Ehepartner Anrecht auf die Hälfte der Zunahme des Pensionskassenbetrags. Das ist gesetzlich zugesichert. Es ist also falsch, die Pensionskassenbeiträge eines verheirateten Mannes als alleiniges Eigentum des Mannes zu bezeichnen. Das ist eine falsche, politisch motivierte Interpretation. Man muss also die Renten der ledigen Frauen mit denjenigen der ledigen Männer vergleichen und bei verheirateten Paaren im gleichen Haushalt die Renten splitten – so, wie es auch das Gesetz macht.

Bitte empfehlen Sie also diese nicht generationengerechte und finanzpolitisch verantwortungslose Volksinitiative zur Ablehnung. Ich kann der Argumentation, dass diese Initiative die Lösung für die Altersarmut sein soll, nicht folgen. Das Problem der Altersarmut muss über das System der Ergänzungsleistungen und nicht über einen AHV-Ausbau für alle gelöst werden.

Roth Franziska (S, SO): Geschätzter Herr Dobler, ich habe das Zitat von Bundesrat Ueli Maurer jetzt heute zum zweiten Mal gehört. Ich möchte gerne wissen, was Sie hier unter fremdem Geld verstehen. Wie kommen Sie auf die Idee, dass die 13. AHV-Rente fremdes Geld sei?

Dobler Marcel (RL, SG): Das Problem ist ja, dass die Finanzierung in keiner Art und Weise gesichert ist. Es gibt nur einen Weg: Wenn man die Schuldenbremse einhalten will, dann gibt es nur die Möglichkeit, Steuern oder Lohnbeiträge zu erhöhen. Das ist fremdes Geld, weil es eine Verschiebung ist – deshalb ist das so.

Gysi Barbara (S, SG): Kollege Dobler, Sie sagen, gegen Altersarmut würden die Ergänzungsleistungen helfen. Aber sind nicht Sie und Ihre Fraktion diejenigen, die dann bei den Ergänzungsleistungen immer Kürzungen machen und das Problem dort eben nicht anpacken?

Dobler Marcel (RL, SG): Liebe Kollegin, eine Diskussion über die Altersarmut und über Ergänzungsleistungen zu führen, finde ich berechtigt. Aber diese Initiative macht ja etwas komplett anderes. Sie will die Einnahmen für alle, für mich und alle anderen Millionäre, (*Heiterkeit*) also anderen Bevölkerungsteile, (*lacht*) erhöhen. Das ist aus meiner Sicht der völlig falsche Weg.

Badran Jacqueline (S, ZH): Also, Kollege Dobler, wenn man die BVG-Beiträge um 1,6 Prozent tiefer ansetzt, ergibt das für den Medianlohn bei 2 Prozent Verzinsung 30 Franken weniger BVG-Rente im Monat. Wenn man diese 1,6 Prozent zur AHV rüberschiebt, ergeben sich 0,8 Prozent mehr Lohnbeiträge für die AHV, und es resultieren 150 Franken mehr Rente pro Monat. Einverstanden oder nicht?



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2022 • Zehnte Sitzung • 14.12.22 • 08h30 • 22.043
Conseil national • Session d'hiver 2022 • Dixième séance • 14.12.22 • 08h30 • 22.043



AB 2022 N 2359 / BO 2022 N 2359

Dobler Marcel (RL, SG): Ich kann dieser Rechnung nicht wirklich folgen. Der Rechnung, dass man mit immer noch mehr Geld finanziert, dieses dann verschiebt und es dann mehr gibt, kann ich nicht folgen, tut mir leid.

Bircher Martina (V, AG): Vor ein paar Monaten hat die Schweizer Bevölkerung der AHV-Revision haarscharf zugestimmt und somit die AHV für die nächsten paar Jahre gesichert. Wir sagten schon damals: Nach der Reform ist vor der Reform, denn die AHV ist noch immer nicht langfristig gesichert. Wer heute 50 Jahre oder jünger ist, weiss nicht, ob er überhaupt irgendwann einmal eine AHV-Rente erhält. Jetzt kommen die Linken und fordern eine 13. AHV-Rente. Sagen Sie es doch geradeheraus: Sie wollen unser bewährtes Dreisäulenprinzip abschaffen. Es soll weder eine Pensionskasse noch ein individuelles Sparen mehr geben. Sie tragen unser bewährtes Dreisäulenprinzip zu Grabe. Die 13. AHV-Rente ist weder vernünftig noch solidarisch mit der arbeitenden Bevölkerung, sie ist eine Ohrfeige an die Jungen und die zukünftigen Generationen. Darum empfehle ich diese sozialistische Forderung zur Ablehnung.

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 12.55 Uhr
La séance est levée à 12 h 55

AB 2022 N 2360 / BO 2022 N 2360

